



Comité des obstacles techniques au commerce

**VINGT-CINQUIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE
ET DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD OTC**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (le Comité) procédera au vingt-cinquième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), au titre de l'article 15.3 de l'Accord, à sa prochaine réunion les 26 et 27 février 2020. Le présent document traite des travaux du Comité concernant la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE	3
2 MISE EN ŒUVRE DU HUITIÈME EXAMEN TRIENNAL	5
3 TRANSPARENCE ET NOTIFICATIONS	6
3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	6
3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suite donnée (addenda, corrigenda, révisions)	6
3.1.2 Notifications présentées par Membre	7
3.1.3 Utilisation des modèles de notification	9
3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région	12
3.1.5 Approches régionales de la notification	14
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations	15
3.1.7 Objectifs déclarés des notifications.....	17
3.1.8 Outils de notification en ligne	19
3.2 Autres notifications OTC	21
3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7	21
3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2	21
3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")	22
3.3 Points d'information sur les OTC	22
3.4 Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web.....	23
4 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES	24
4.1 Tendances en matière de PCS	24
4.2 PCS par Membre	27
4.3 Membres visés par les nouvelles PCS	28
4.4 PCS par région et par niveau de développement.....	29
4.5 Types de préoccupations soulevées.....	31
4.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS	32
4.7 Nombre de fois où une PCS a été soulevée	33
4.8 Rapport entre les notifications et les PCS.....	35
5 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC	37
6 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT.....	37
ANNEXE.....	39
A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2019.....	39
B. Recommandation révisée du Comité sur l'utilisation cohérente des modèles de notification.....	42
C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2019	44
D. Résumé des PCS soulevées en 2019.....	45
E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2019	53
F. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2.....	59

G. Membres ayant validé les renseignements concernant leurs points d'information en 2019.....	63
H. Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web	64

1 RÉSUMÉ ANALYTIQUE

- M. Sung-Hwa Jang (Corée) a été élu par le Comité OTC à sa présidence pour 2019. Trois réunions ordinaires ont été tenues: les 5-7 mars², les 18-21 juin³ et les 12-15 novembre⁴;
- le Comité **a commencé à mettre en œuvre les recommandations issues du huitième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC⁵** et a adopté deux nouvelles procédures concernant des préoccupations commerciales spécifiques et la transparence (section 2);
- dans l'ensemble, le **niveau de mise en œuvre** par les Membres de l'OMC **des obligations en matière de transparence découlant de l'Accord OTC est élevé**. Depuis 1995, 142 Membres (87% des Membres) ont présenté au moins une notification sur un règlement technique ou une procédure d'évaluation de la conformité projeté (article 10.6; section 3.1.1); 142 Membres (87% des Membres) ont présenté au moins une notification consistant en une déclaration relative à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord (article 15.2; section 3.2.2); et 118 Membres (72% des Membres) ont fourni des renseignements à jour concernant leur point d'information sur les OTC pour 2019 (article 10.1 et 10.2; section 3.3); par contre, seuls 23 Membres (14% des Membres) ont présenté au moins une notification concernant un accord bilatéral ou régional portant sur des questions relatives aux mesures OTC (article 10.7; section 3.2.1);
- les Membres **continuent d'améliorer la mise en œuvre des obligations en matière de notification: 3 337 notifications** concernant des mesures OTC nouvelles ou modifiées ont été présentées par **93 Membres** en 2019, 2 niveaux sans précédent enregistrés après une tendance continue à la hausse. Par contre, 71 Membres n'ont notifié aucune mesure OTC projetée en 2019 (section 3.1.1);
- quelques **Membres d'Afrique et d'Amérique latine ont été particulièrement actifs en matière de notification**: l'Ouganda a présenté plus de notifications qu'aucun autre Membre en 2019; et le Kenya et la Tanzanie figuraient parmi les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications. L'Équateur, le Brésil et l'Argentine figuraient également parmi les Membres ayant présenté le plus de notifications. Les Membres africains ont présenté un peu plus d'un tiers de l'ensemble des nouvelles notifications en 2019, soit bien plus que tout autre groupe régional (sections 3.1.2 et 3.1.4);
- la croissance globale du nombre de notifications est induite par l'augmentation constante de celles présentées par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres depuis 2004. **En 2019, la majorité des nouvelles notifications (63%) avaient été présentées par des Membres en développement (61), contre 21% par les Membres les moins avancés (12)**. Les notifications présentées par des Membres en développement ont augmenté de près de 10% par rapport à 2018 (section 3.1.4);
- un nombre record d'addenda a été présenté par les Membres en 2019 (1 101), principalement pour communiquer des renseignements concernant **l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur** d'une mesure. Parmi ceux-ci, un peu plus de la moitié comprenaient l'adresse d'un site Web permettant de consulter le texte définitif adopté (section 3.1.3);

² [G/TBT/M/77](#).

³ [G/TBT/M/78](#).

⁴ [G/TBT/M/79](#).

⁵ [G/TBT/41](#).

- les Membres continuent de **ménager moins que le délai recommandé de 60 jours pour la présentation d'observations** (en moyenne 56,1 jours en 2019). Ce chiffre suit une tendance à la baisse depuis 2015. Néanmoins, sur une note plus positive, les Membres utilisent de plus en plus les addenda pour prolonger les délais pour la présentation d'observations (section 3.1.6);
- l'utilisation du **Système de présentation des notifications OTC** (TBT-NSS) est en augmentation. 88% de l'ensemble des notifications OTC ont été présentées via ce système, contre 35% en 2014 (section 3.1.8.1);
- l'utilisation du système **ePing** est elle aussi en augmentation. À la fin de 2019, le nombre d'abonnés était passé à 8 821 contre 5 569 à la fin de 2018; dont près de la moitié provenaient du secteur privé (section 3.1.8.2);
- le nombre de nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées est le plus élevé jamais enregistré depuis 2015. Les Membres ont examiné **185 préoccupations commerciales spécifiques** (PCS), dont 35 nouvelles. Comme c'est le cas depuis quelques années, la grande majorité des PCS examinées en 2019 avaient déjà été soulevées (section 4.1);
- la grande majorité des nouvelles PCS soulevées en 2019 concernaient des mesures projetées (figure 21), ce qui illustre le **rôle préventif que joue l'examen des PCS par le Comité** dans l'apaisement des tensions commerciales (section 4.1);
- depuis 1995, 68 Membres (41% des Membres) ont soulevé au moins une PCS au Comité OTC. En 2019, **35 Membres (21% des Membres)** ont soulevé au moins une PCS, contre 33 en 2018 (sections 4.1 et 4.2);
- **les Membres en développement soulèvent de plus en plus de PCS**. En 2019, ce groupe de pays a soulevé le plus grand nombre de nouvelles PCS depuis 2015 (section 4.4);
- une part importante des PCS examinées au Comité ne figurent plus à l'ordre du jour. **81% de toutes les PCS** (examinées dans le cadre du Comité OTC depuis 1995) **n'avaient pas été soulevées au cours des deux dernières années**. Cela peut être le signe que certains progrès ont été réalisés vers la recherche de solutions (section 4.7);
- il existe une **complémentarité entre la notification de mesures projetées et leur examen** dans le cadre du Comité. 68% de toutes les PCS soulevées entre 1995 et 2019 concernent des mesures notifiées (section 4.8);
- deux organismes à activité normative ont notifié leur acceptation du **Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes** et 57 notifications de programmes de travail ont été reçues de 31 organismes à activité normative. Dans l'ensemble, 192 organismes à activité normative de 144 Membres ou observateurs ont accepté le Code depuis 1995 (section 3.2.3); et
- au total, 37 **activités d'assistance technique** liées aux OTC ont été menées par le Secrétariat en 2019, y compris 13 ateliers nationaux (section 6).

2 MISE EN ŒUVRE DU HUITIÈME EXAMEN TRIENNAL

2.1. Le Comité OTC a commencé à mettre en œuvre les recommandations issues du huitième examen triennal en 2019 comme suit⁶:

- a. **Préoccupations commerciales spécifiques.** À la réunion de juin 2019, le Comité a adopté (à titre permanent) de nouvelles procédures relatives à l'inscription de préoccupations commerciales spécifiques au projet d'ordre du jour annoté du Comité OTC.⁷
- b. **Notifications.** À la réunion de novembre 2019, le Comité est convenu d'un modèle révisé pour les addenda.⁸
- c. **Séances thématiques.** Le Comité a tenu cinq séances thématiques, conformément au plan de travail du huitième examen triennal⁹:
 - i. Mars 2019: bonnes pratiques réglementaires – Séance axée sur les comités nationaux et d'autres mécanismes administratifs, afin de faciliter la coordination interne dans le domaine des OTC.¹⁰
 - ii. Mars 2019: procédures d'évaluation de la conformité – Séance axée sur les contrôles après la mise sur le marché (par exemple la surveillance du marché) et les autres contrôles avant la mise sur le marché et l'évaluation des risques.¹¹
 - iii. Juin 2019: transparence – Neuvième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements.¹²
 - iv. Novembre 2019: normes – Séance axée sur l'incorporation des normes par renvoi dans la réglementation.¹³
 - v. Novembre 2019: procédures d'évaluation de la conformité – Séance axée sur l'infrastructure nationale de contrôle de la qualité.¹⁴

⁶ [G/TBT/41](#).

⁷ [G/TBT/43](#).

⁸ [G/TBT/35/Rev.1](#).

⁹ [G/TBT/41](#), paragraphe 8.2 iv.

¹⁰ On trouvera le rapport de la modératrice dans le document [G/TBT/GEN/256](#).

¹¹ On trouvera le rapport de la modératrice dans le document [G/TBT/GEN/257](#).

¹² On trouvera le rapport du modérateur dans le document [G/TBT/GEN/265](#).

¹³ On trouvera le rapport de la modératrice dans le document [G/TBT/GEN/277](#).

¹⁴ On trouvera le rapport de la modératrice dans le document [G/TBT/GEN/278](#).

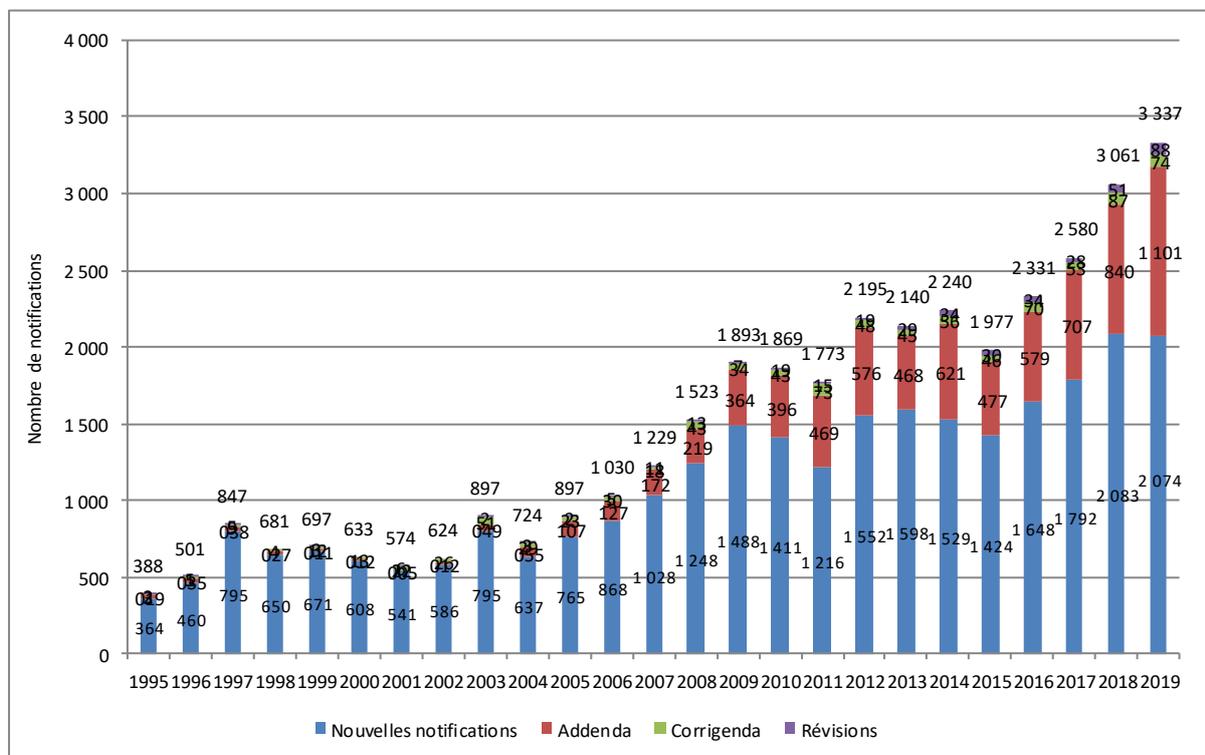
3 TRANSPARENCE ET NOTIFICATIONS¹⁵

3.1 Notifications des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

3.1.1 Tendances en matière de nouvelles notifications et de suite donnée (addenda, corrigenda, révisions)

3.1. Les Membres ont présenté un nombre record de notifications au Comité OTC en 2019. Au total, ils ont présenté 3 337 notifications portant sur des mesures nouvelles ou modifiées, soit le plus grand nombre depuis 1995. Ce chiffre comprend un nombre sans précédent d'addenda aux notifications existantes de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité (1 101), ainsi que 2 074 nouvelles notifications, 74 corrigenda à des notifications existantes et 88 révisions (figure 1).¹⁶ Comparé à 2018, le nombre total de notifications a augmenté de 9%, dans le prolongement du mouvement à la hausse enregistré depuis 2004. Entre l'entrée en vigueur de l'Accord OTC et le 31 décembre 2019, 142 Membres (soit 87% de la totalité des Membres) ont présenté au moins une notification pour un total de 36 641 notifications (voir l'annexe A).

Figure 1: Nombre total de notifications OTC, 1995-2019¹⁷

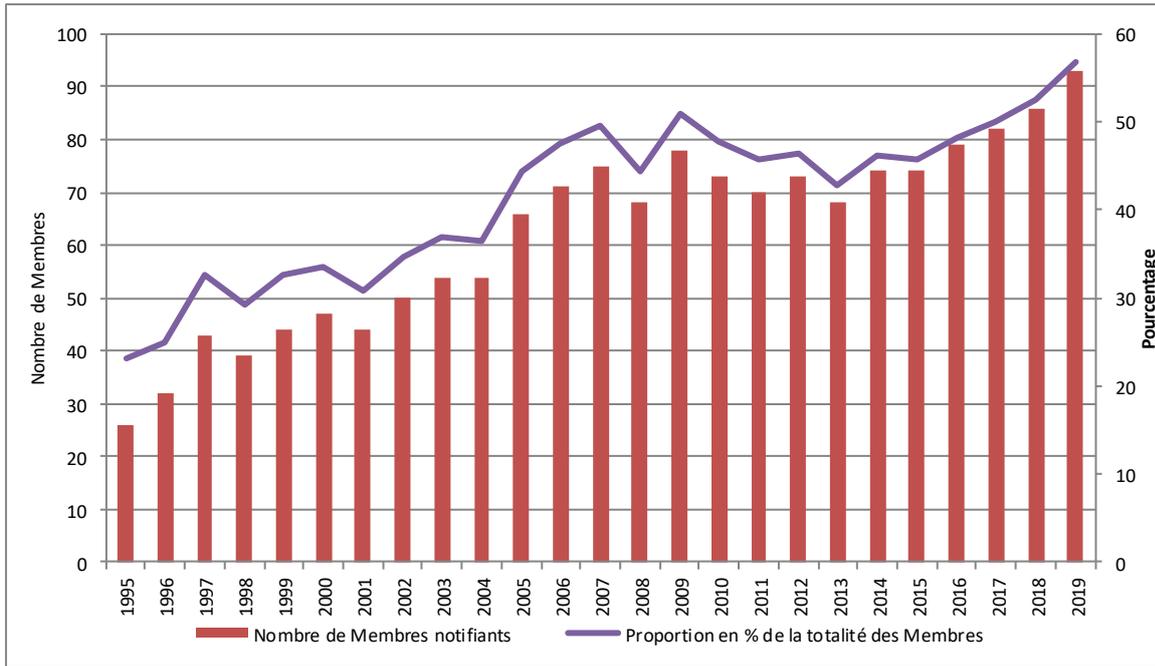


3.2. La participation à la présentation de notifications en 2019 a été plus importante que les années précédentes, 93 Membres (soit 57% des Membres actuels de l'OMC) ayant présenté au moins une notification au cours de l'année (figure 2). Par contre, 71 Membres n'ont pas notifié ou proposé de mesure OTC en 2019.

¹⁵ Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT-IMS <http://tbtims.wto.org/>. On trouvera de plus amples précisions dans l'annexe A. Des renseignements supplémentaires sur les notifications OTC peuvent être obtenus par le biais du système TBT-IMS.

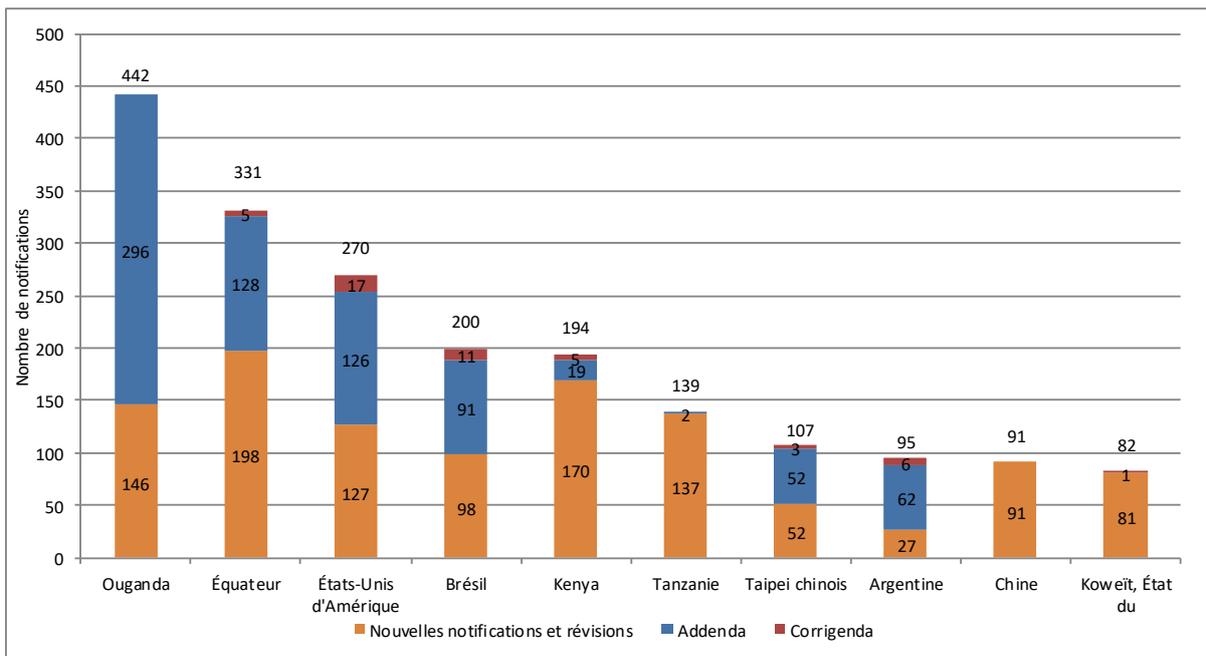
¹⁶ Le présent document utilise la terminologie adoptée par le Comité OTC dans sa recommandation sur l'"Utilisation cohérente des modèles de notification", document [G/TBT/35/Rev.1](#) du 21 novembre 2019. Voir l'annexe B.

¹⁷ Les notifications de traduction non officielle des mesures notifiées, les suppléments, ne sont pas comptabilisées dans le nombre total de notifications OTC aux fins du présent rapport. Voir la figure 8 pour plus d'informations.

Figure 2: Participation des Membres au processus de notification, 1995-2019

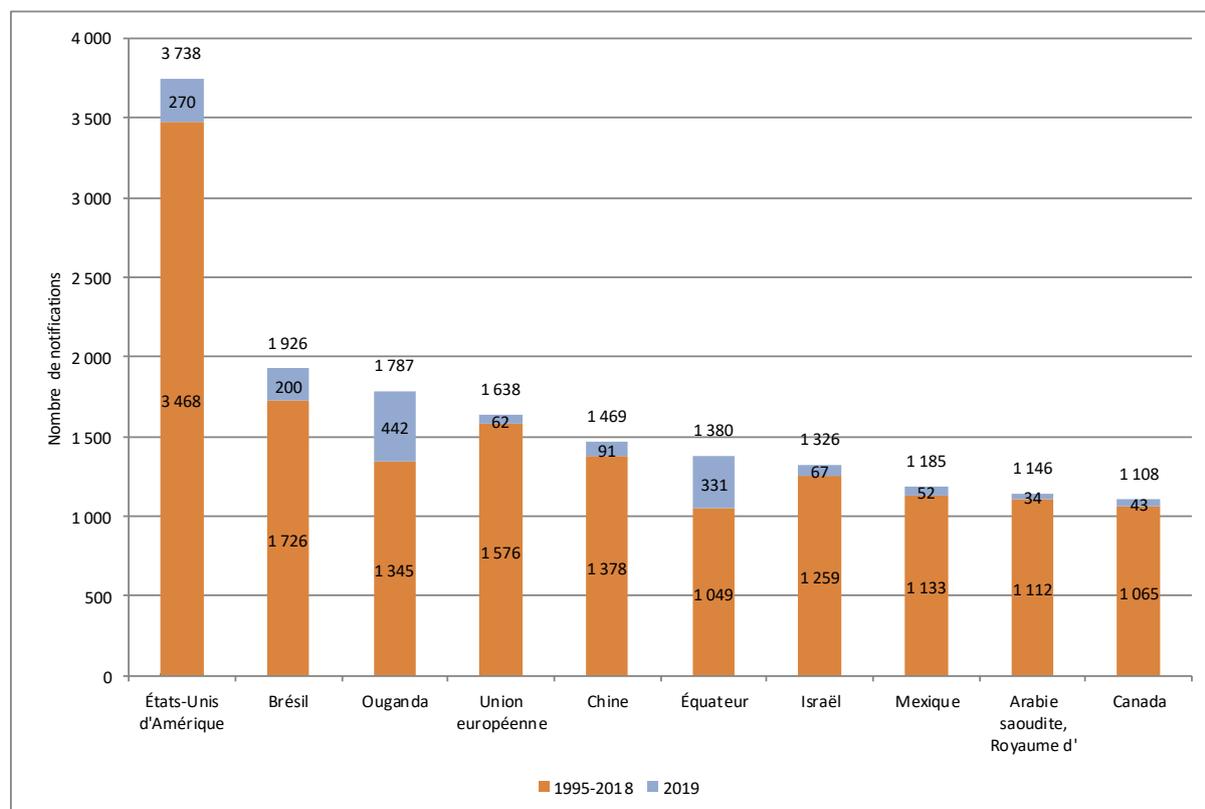
3.1.2 Notifications présentées par Membre

3.3. Les Membres africains ont à nouveau été parmi les plus actifs en matière de notifications OTC en 2019, 3 membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est figurant parmi les 10 ayant présenté le plus de notifications (figure 3). Pour la troisième année consécutive, l'Ouganda a présenté le plus grand nombre de notifications (figure 3). Les Membres d'Amérique latine (trois) ont également été très actifs en matière de notification, l'Équateur se classant au deuxième rang des pays ayant présenté le plus grand nombre de notifications.

Figure 3: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) au cours de l'année 2019

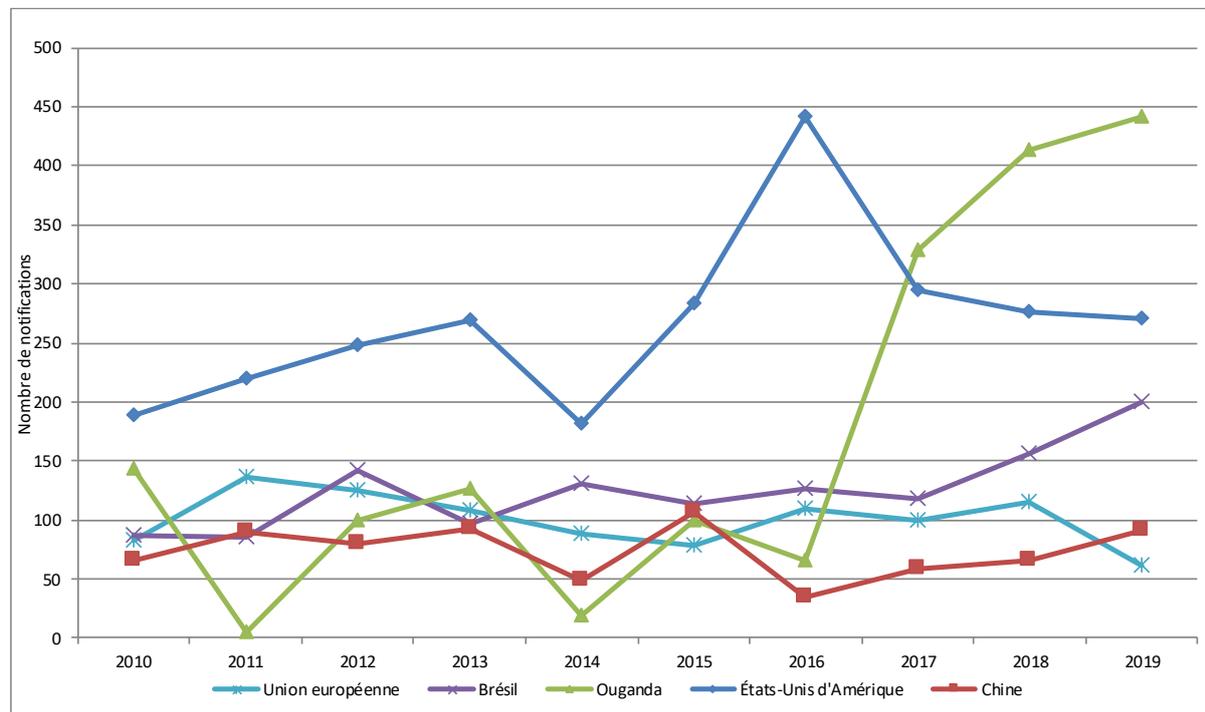
3.4. Les 10 Membres ayant présenté des notifications le plus souvent depuis 1995 sont recensés dans la figure 4.

Figure 4: Les dix Membres ayant présenté le plus de notifications (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 1995-2019



3.5. La figure 5, qui traite plus en détail des cinq Membres ayant présenté le plus de notifications (États-Unis, Brésil, Ouganda, UE et Chine; figure 4), montre que le nombre de notifications présentées chaque année par ces Membres au cours des 10 dernières années est relativement stable. On peut citer comme exception le nombre de notifications présentées par les États-Unis au cours des dernières années, qui a atteint son plus haut niveau en 2016, et le nombre de celles présentées par l'Ouganda, qui a augmenté de façon spectaculaire à partir de 2017.

Figure 5: Notifications présentées par l'UE, le Brésil, l'Ouganda, les États-Unis et la Chine (nouvelles notifications, addenda et corrigenda, et révisions) pendant la période 2010-2019



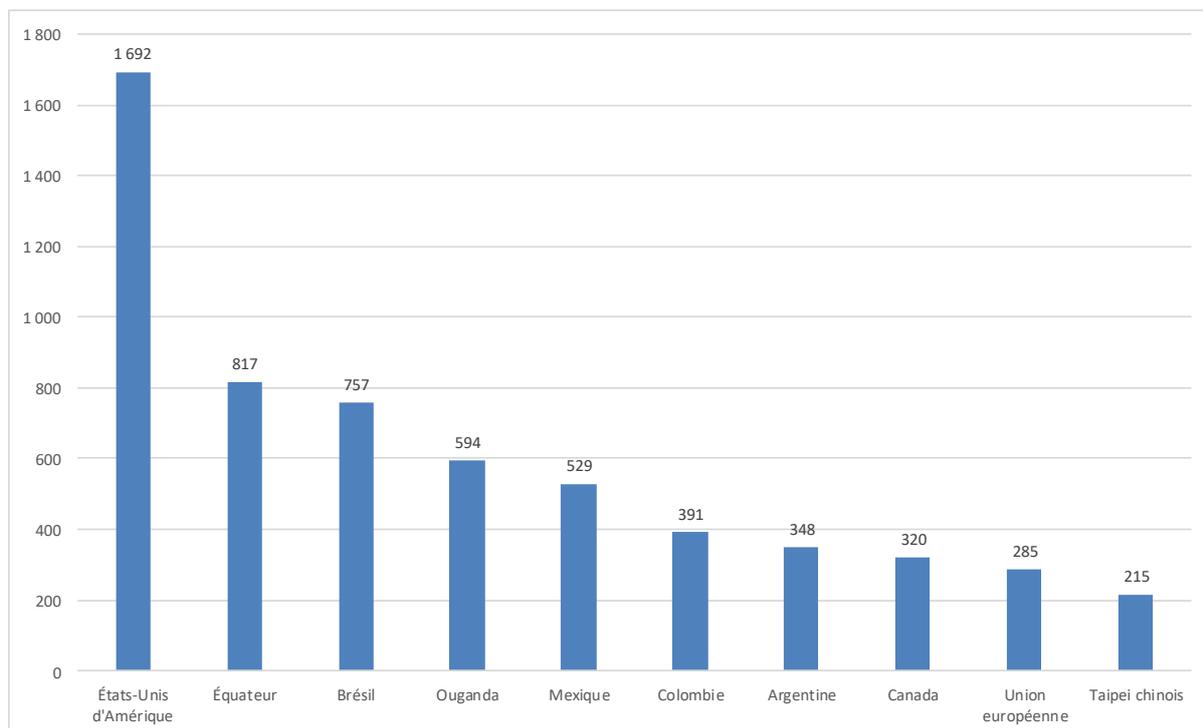
3.1.3 Utilisation des modèles de notification

3.6. Le Comité OTC a approuvé une recommandation sur l'utilisation cohérente des différents modes de présentation des notifications ("nouvelles notifications", "révisions", "addenda", "corrigenda", ainsi que "suppléments"), qui renforce la transparence des mesures notifiées pendant toute la durée de la mesure de réglementation. Une version révisée de la recommandation a été adoptée à la réunion de novembre 2019, prévoyant en annexe un modèle à utiliser pour indiquer le motif de l'addendum.¹⁸ Cette recommandation s'applique dans diverses situations, par exemple lorsque la période prévue pour la présentation des observations est prolongée (addenda, voir la section 3.1.6 et la figure 15), qu'une mesure est retirée ou abrogée (addenda), que sa formulation a été substantiellement remaniée avant adoption ou entrée en vigueur (révision) ou que le texte définitif adopté devient disponible (addenda).

3.7. L'utilisation d'addenda a considérablement progressé au cours des dernières années. Depuis 2011, plus de 450 addenda ont été notifiés chaque année et, rien qu'en 2019, 1 101 addenda ont été notifiés (voir la figure 1). Plusieurs Membres sont relativement actifs s'agissant de notifier des renseignements au moyen d'addenda (figure 6). Le type de renseignements fournis dans les addenda varie.

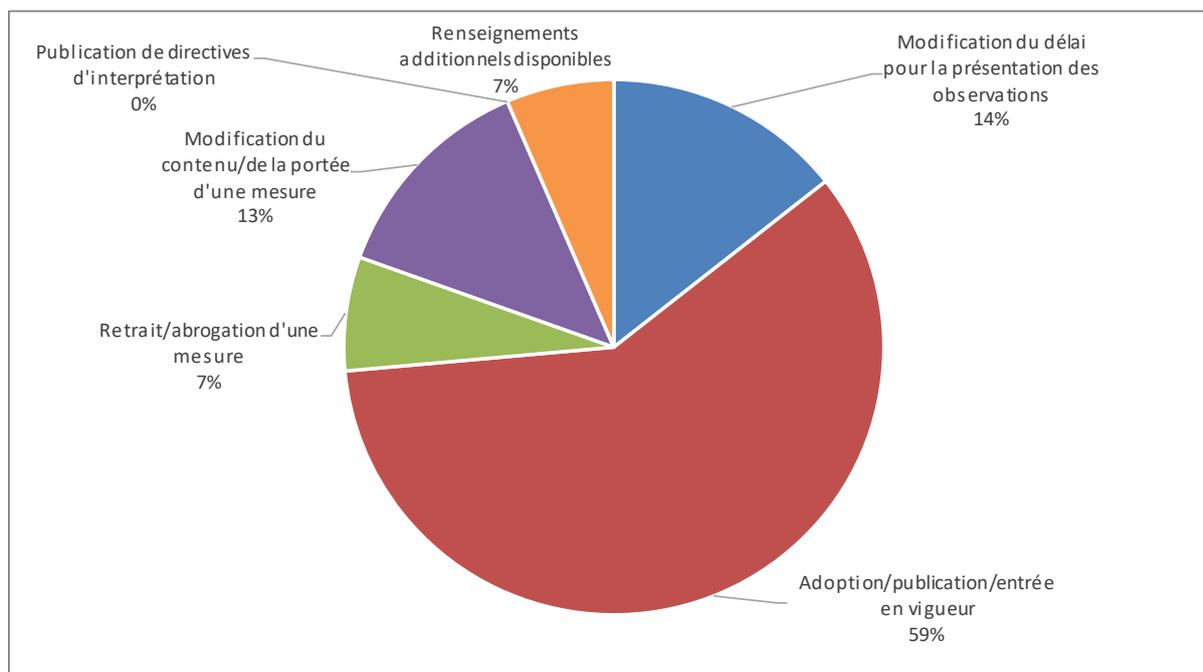
¹⁸ [G/TBT/35/Rev.1](#), reproduit à l'annexe B.

Figure 6: Les 10 Membres ayant présenté le plus d'addenda pendant la période 1995-2019



3.8. En 2019, les informations contenues dans un addenda (59%) concernaient principalement l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur d'une mesure (figure 7). Parmi ces addenda concernant l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur d'une mesure, un peu plus de la moitié incluaient l'adresse d'un site Web contenant le texte définitif adopté.¹⁹

Figure 7: Raisons pour lesquelles des addenda ont été présentés en 2019²⁰

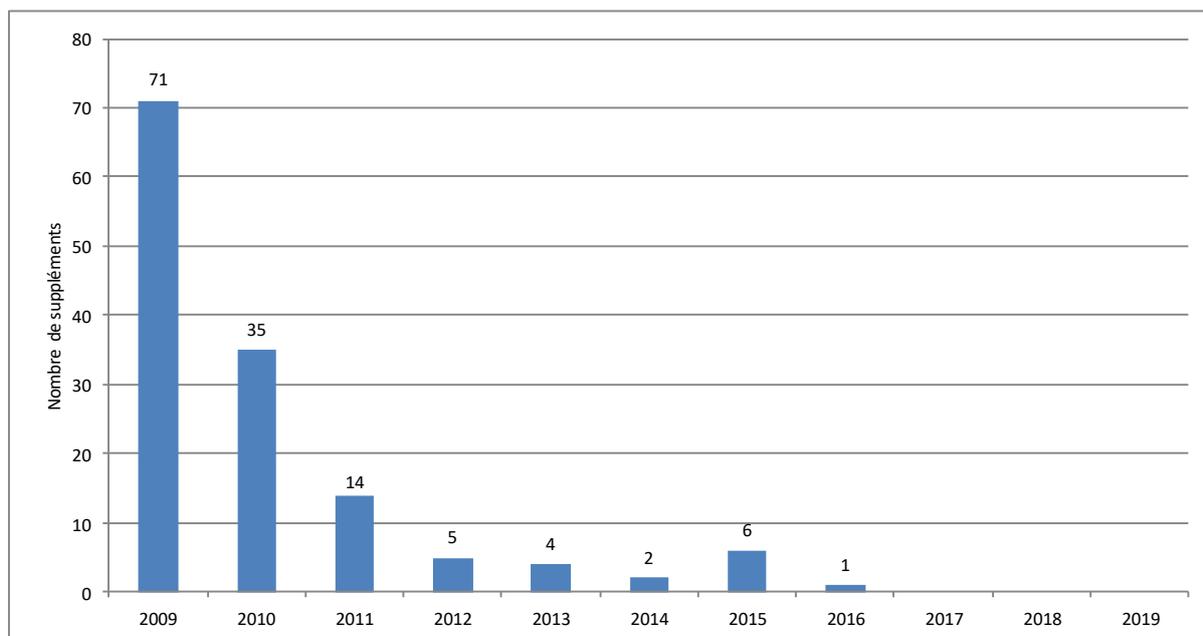


¹⁹ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19 e.i.; [G/TBT/1/Rev.14](#), section 6.3.1.11, pages 35 et 36.

²⁰ La plupart des addenda (78%) présentés en 2019 concernent des mesures initialement notifiées les années précédentes.

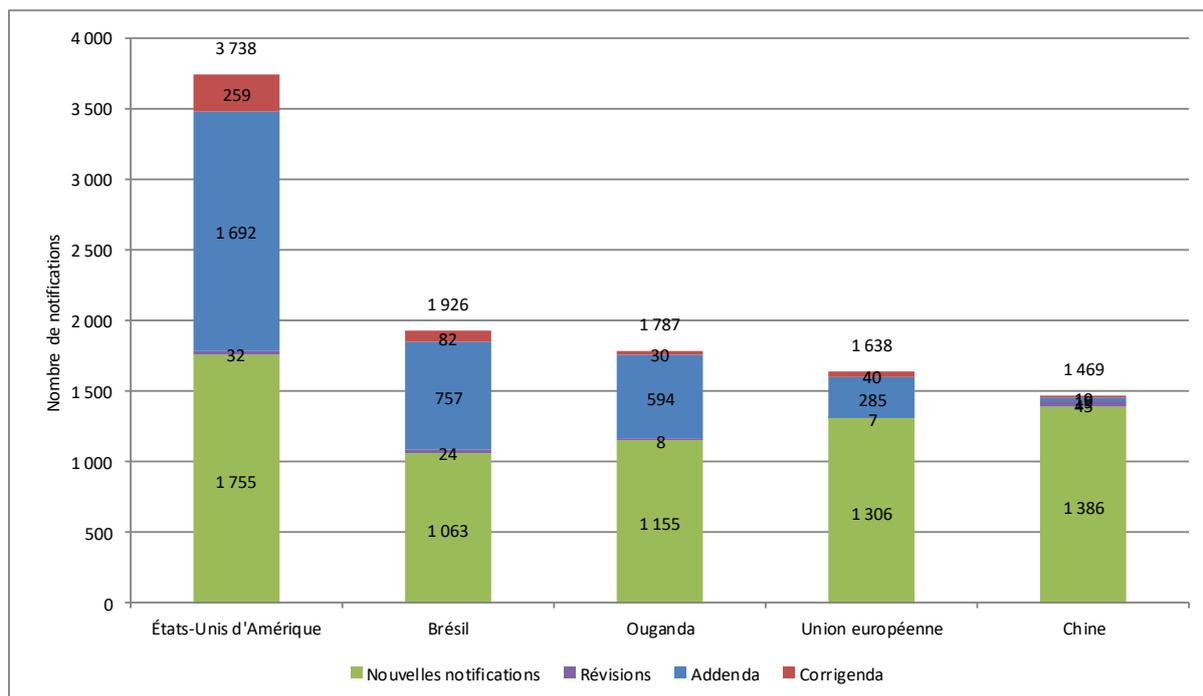
3.9. Contrairement aux addenda, le nombre de révisions présentées est faible; entre 2012 et 2018, l'OMC a reçu en moyenne 32 révisions par an (figure 1). Ce chiffre est passé à 88 en 2019, dont 72% avaient été présentées par l'Équateur. Les Membres qui ont notifié le plus de révisions depuis 1995 sont l'Équateur (72), la Chine (45), les États-Unis (32), l'Afrique du Sud (25), le Canada (25), la Thaïlande (24) et le Brésil (24). L'UE est le seul Membre à avoir notifié des traductions non officielles dans des suppléments (figure 8); toutefois, ce mode de présentation n'a pas été utilisé depuis 2017. Sur les 250 suppléments notifiés par l'UE, plus de 100 contenaient des liens vers des traductions non officielles de mesures notifiées par la Chine.

Figure 8: Suppléments notifiant des traductions non officielles, 2009-2019



3.10. Les cinq Membres ayant présenté le plus de notifications utilisent les modèles de notifications de diverses façons (figure 9). Les États-Unis continuent de présenter davantage d'addenda et corrigenda, considérés globalement, que de nouvelles notifications, tandis que la Chine a eu peu recours à ces modes de présentation. Comme indiqué plus haut, les révisions sont rarement utilisées.

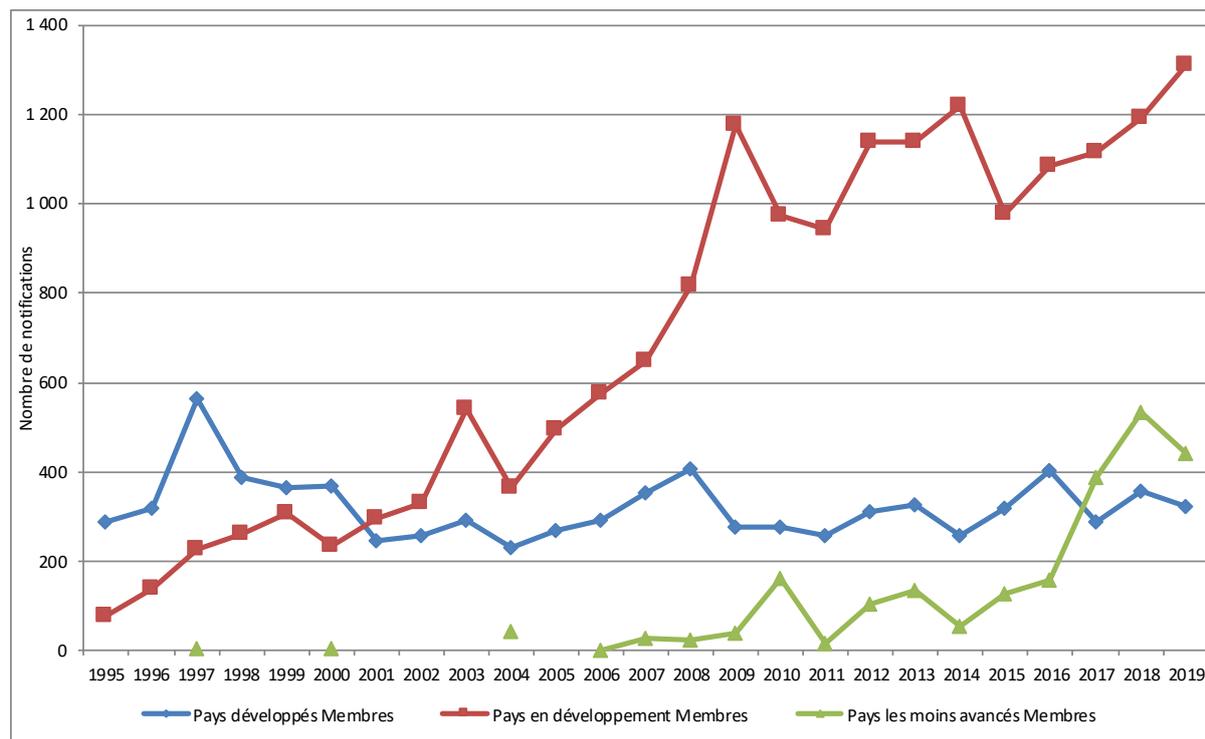
Figure 9: Utilisation des modèles de notification par l'UE, le Brésil, l'Ouganda, les États-Unis et la Chine pendant la période 1995-2019, nombre total de notifications



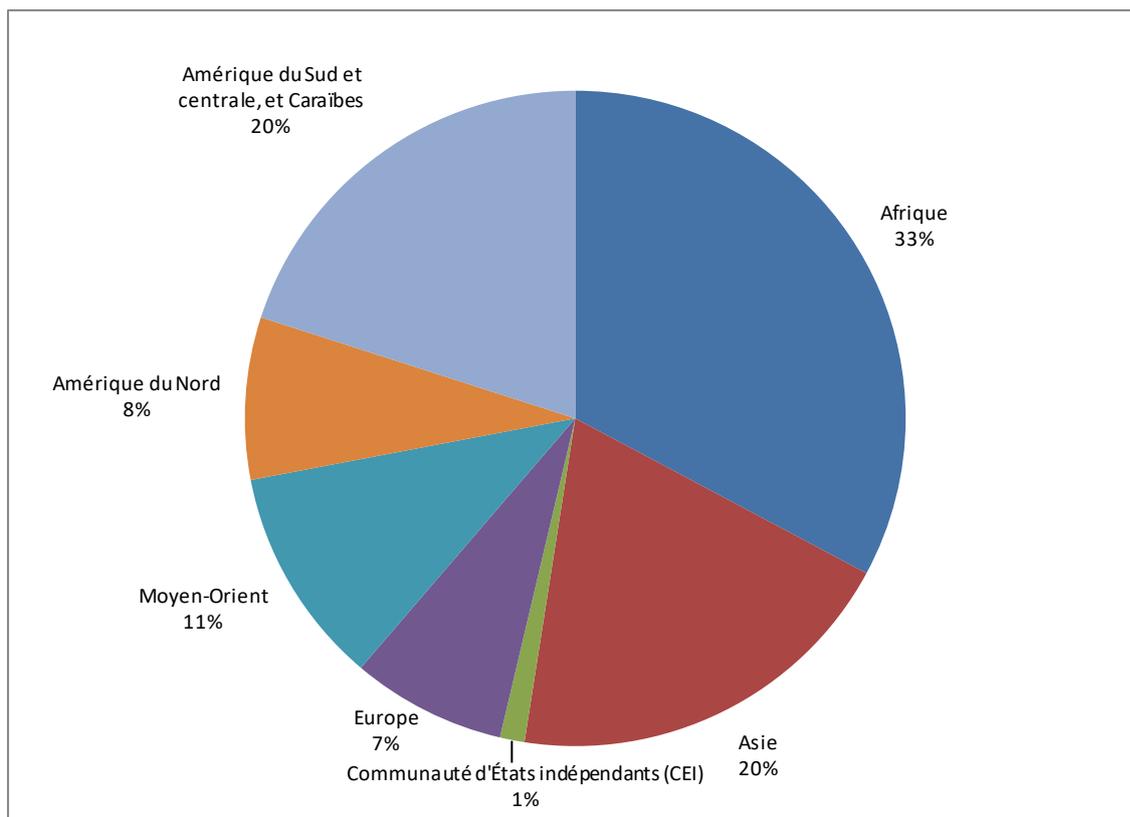
3.1.4 Notifications par niveau de développement et par région

3.11. L'augmentation du nombre de nouvelles notifications enregistrée depuis 2004 (voir la figure 1) s'explique en grande partie par une progression nette du nombre de notifications présentées par les pays en développement Membres (figure 10). En 2019 encore, la plupart des notifications (63%) ont été présentées par 61 pays en développement Membres. Les pays les moins avancés Membres (12) ont été à l'origine de 21% des nouvelles notifications en 2019²¹, tandis que la part des pays développés Membres (19) était de seulement 16%. Seul le niveau des notifications présentées par les Membres en développement a augmenté par rapport à 2018, avec une hausse de près de 10%. Les notifications des Membres développés ont quant à elles diminué de près de 10% et celles des Membres les moins avancés de 17%.

²¹ Les cinq pays les moins avancés Membres qui ont présenté le plus de nouvelles notifications entre 1995 et 2019 sont l'Ouganda (1 155), la Tanzanie (366), le Rwanda (284), le Yémen (167) et la Zambie (88).

Figure 10: Nouvelles notifications par niveau de développement, 1995-2019

3.12. Les Membres africains ont à nouveau présenté un peu plus d'un tiers de toutes les nouvelles notifications en 2019, bien plus que tout autre groupe régional, suivis des Membres d'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes et des Membres de l'Asie, qui en ont présenté chacun 20%. Sur le tiers attribué aux Membres africains, le Kenya compte pour 25%, l'Ouganda pour 21%, la Tanzanie pour 20%, le Rwanda pour 10% et le Burundi pour 7%. Par rapport à 2018, les principales évolutions ont été l'augmentation du nombre de notifications présentées par l'Amérique du Sud et centrale et les Caraïbes et une nouvelle diminution du nombre de notifications présentées par le Moyen-Orient (figure 11).

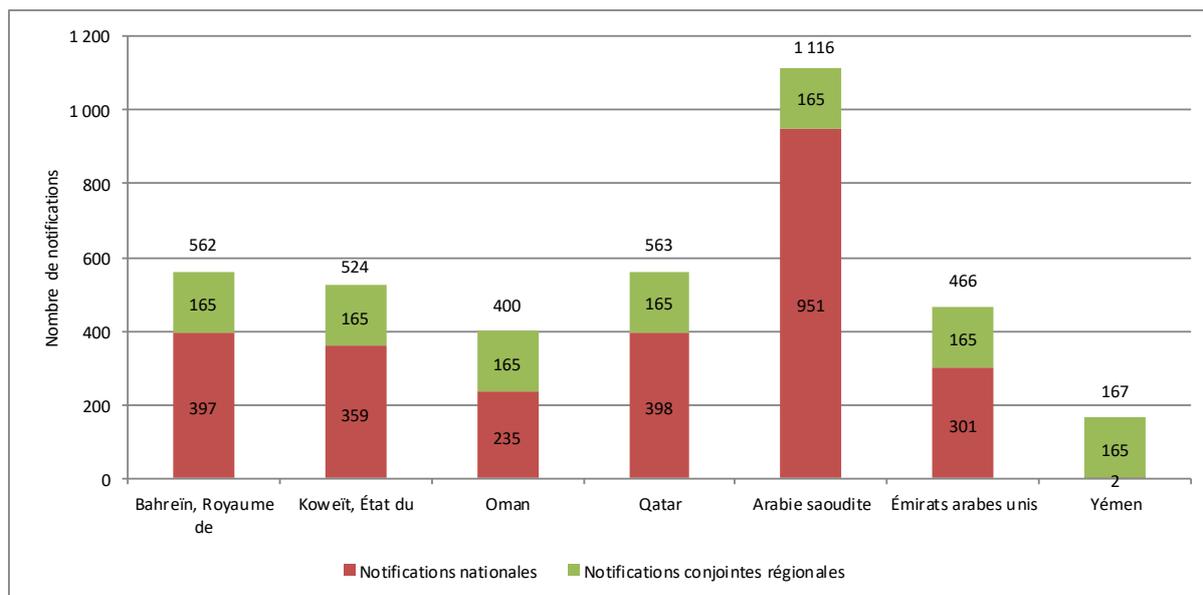
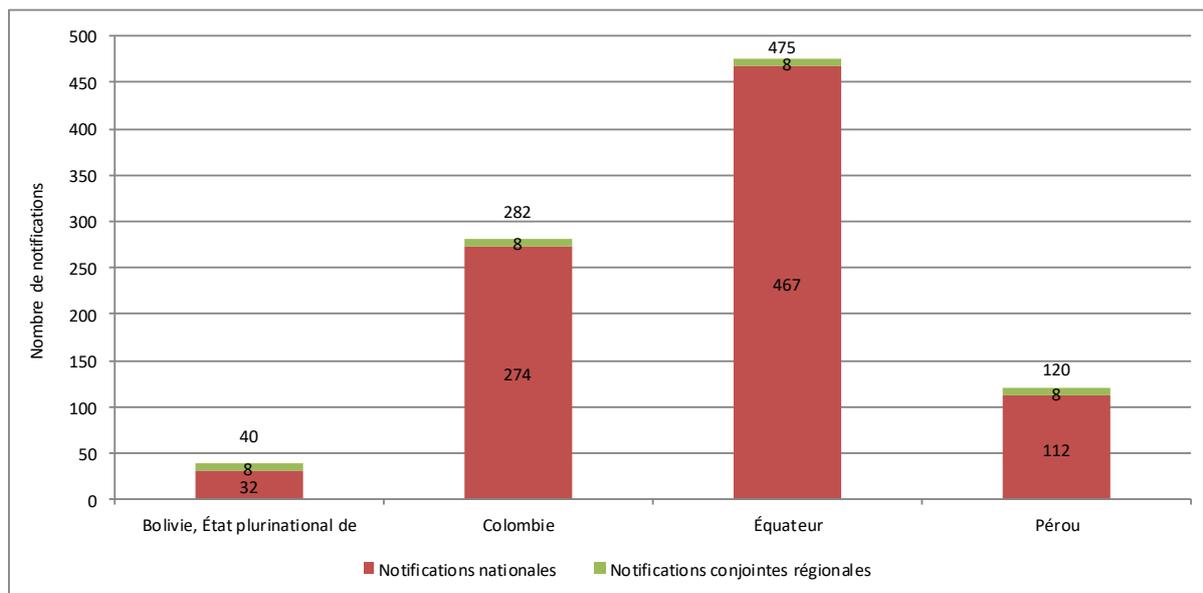
Figure 11: Répartition des nouvelles notifications par région, 2019

3.1.5 Approches régionales de la notification

3.13. Au cours des dernières années, des groupes de Membres ont coordonné la notification des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité adoptés dans le cadre de communautés économiques régionales, afin de notifier ces mesures conjointement à l'OMC.²² L'Organisation de normalisation du Golfe (GSO) est l'un des groupes de Membres qui a présenté un grand nombre de notifications conjointes (figure 12). La Communauté andine a également eu recours à cette pratique, bien que dans une moindre mesure (figure 13).²³

²² Les organisations ou les communautés économiques régionales ne peuvent pas présenter de notification au nom de leurs membres. Ce sont les membres qui ont la responsabilité de satisfaire à leur obligation de notification des projets de mesures prévue par l'Accord OTC. À des fins statistiques, une notification conjointe présentée par un groupe de membres est comptabilisée comme une notification individuelle présentée par chacun des membres du groupe.

²³ À des fins statistiques, chaque notification présentée conjointement par des membres de la GSO compte pour sept notifications au total, tandis que chaque notification présentée conjointement par des membres de la Communauté andine compte pour quatre notifications.

Figure 12: Nouvelles notifications présentées par les Membres de la GSO, 1995-2019**Figure 13: Nouvelles notifications présentées par les Membres de la Communauté andine, 1995-2019**

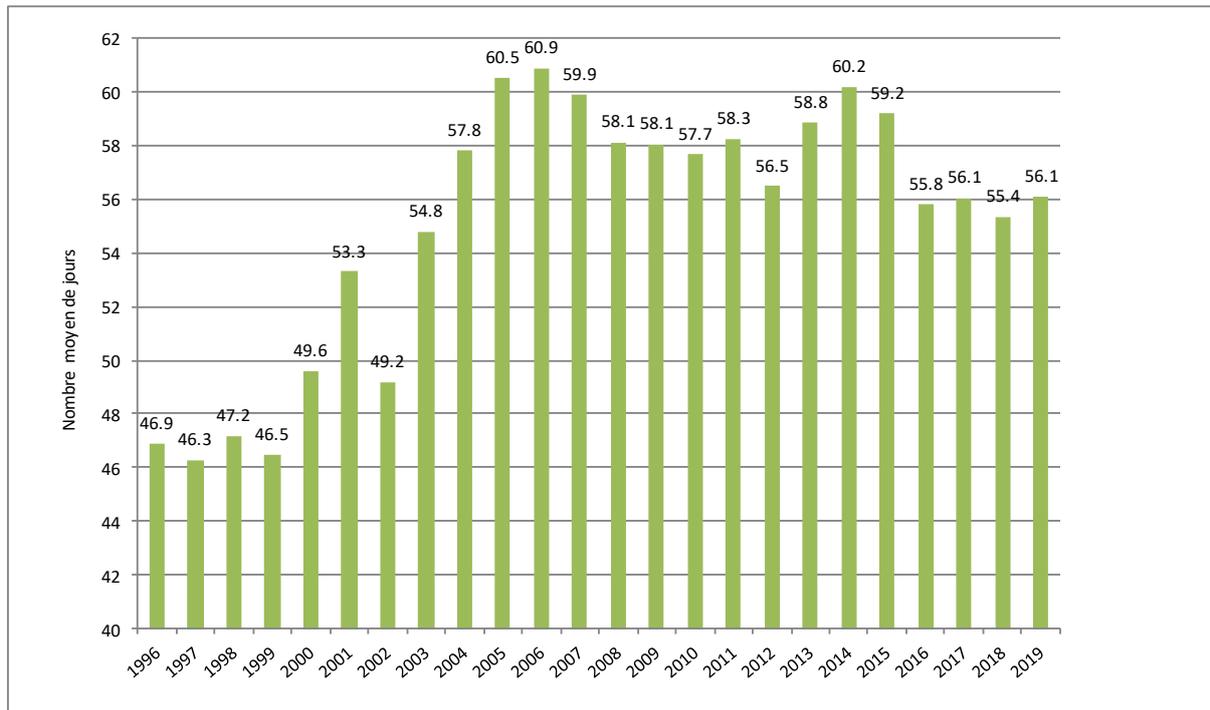
3.1.6 Délai prévu dans les notifications pour la présentation des observations

3.14. Le Comité est convenu que les Membres prévoient un délai normal de 60 jours pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité notifiés. Tout Membre qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours, par exemple 90 jours, est encouragé à le faire et est prié de l'indiquer dans sa notification.²⁴ En 2019, le délai moyen accordé par les Membres pour la présentation des observations sur les nouvelles notifications et les révisions (parmi les 1 992 notifications dans lesquelles un délai était précisé – figure 14) a été de 56,1 jours.²⁵ Les Membres ont continué de prévoir un délai moyen plus court pour la présentation des observations, tendance visible depuis 2015 et qui s'est poursuivie en 2019.

²⁴ [G/TBT/1/Rev.14](#), section 6.3.1.8, pages 32 et 33.

²⁵ Cette figure porte seulement sur les notifications dans lesquelles était précisé un délai pour la présentation des observations. Elle ne prend pas en compte les notifications dans lesquelles le délai n'était pas

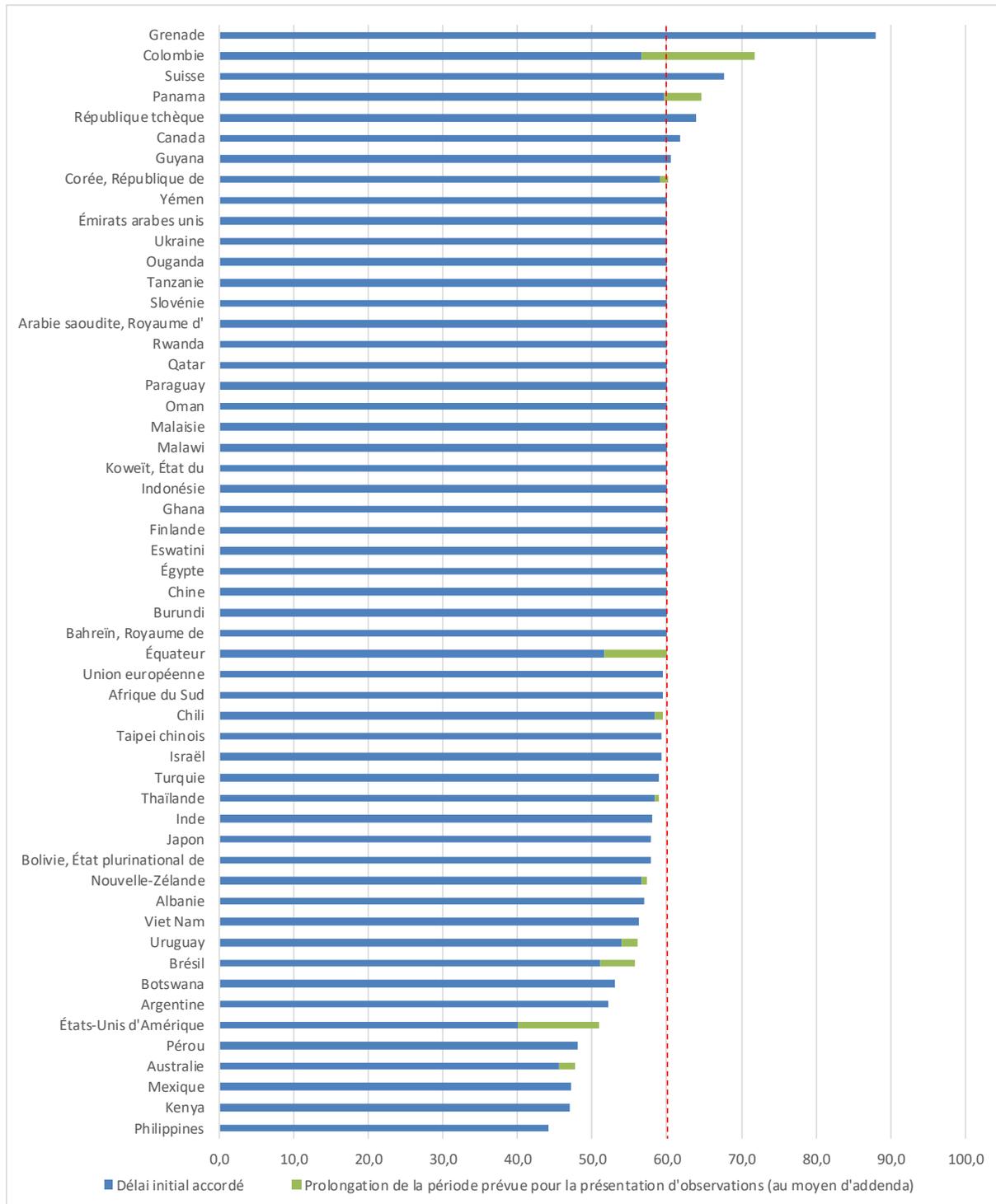
Figure 14: Nombre moyen de jours accordés pour la présentation d'observations, de nouvelles notifications et de révisions, tous les Membres, 1996-2019



3.15. Le délai moyen prévu en 2019 par chaque Membre (qui a présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions au total) est présenté dans la figure 15. Dans 170 nouvelles notifications et révisions présentées l'année passée, le délai n'était pas précisé, était échu ou était indiqué comme non applicable. Au cours de l'année, 13 Membres²⁶ ont utilisé un addendum pour notifier une prolongation du délai prévu pour formuler des observations concernant des mesures notifiées pour la première fois en 2019: ces renseignements sont également exposés dans la figure 15. L'annexe C montre, pour chaque Membre (ayant présenté au moins cinq nouvelles notifications ou révisions), le pourcentage de notifications présentées en 2019 qui prévoyaient un délai.

précisé, était indiqué comme non applicable ou était échu au moment de la distribution (autrement dit, le délai pour la présentation des observations indiqué dans la notification était fixé à une date antérieure à la date de distribution de la notification).

²⁶ Équateur, États-Unis, Brésil, Honduras, Chili, Colombie, Corée, Australie, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Panama, Thaïlande et Uruguay (en ordre décroissant).

Figure 15: Délai moyen accordé, par Membre, 2019²⁷

3.1.7 Objectifs déclarés des notifications

3.16. La "protection de la santé ou de la sécurité des personnes" était à nouveau, et de loin, le principal objectif déclaré dans les nouvelles notifications présentées en 2019 (figure 16).²⁸ Le deuxième objectif le plus cité était les "prescriptions en matière de qualité", suivi de "information

²⁷ Ce graphique inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2019.

²⁸ Les objectifs sont indiqués par les Membres au point 7 du nouveau modèle de présentation des notifications (voir [G/TBT/1/Rev.14](#), pages 70 à 72). Les notifications peuvent contenir plusieurs objectifs.

des consommateurs, étiquetage", "prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs" et "protection de l'environnement". Ces cinq principaux objectifs sont identiques à ceux qui ont été les plus cités pendant la période 1995-2019, mais dans un ordre différent (figure 17).

Figure 16: Notifications par objectif, 2019²⁹

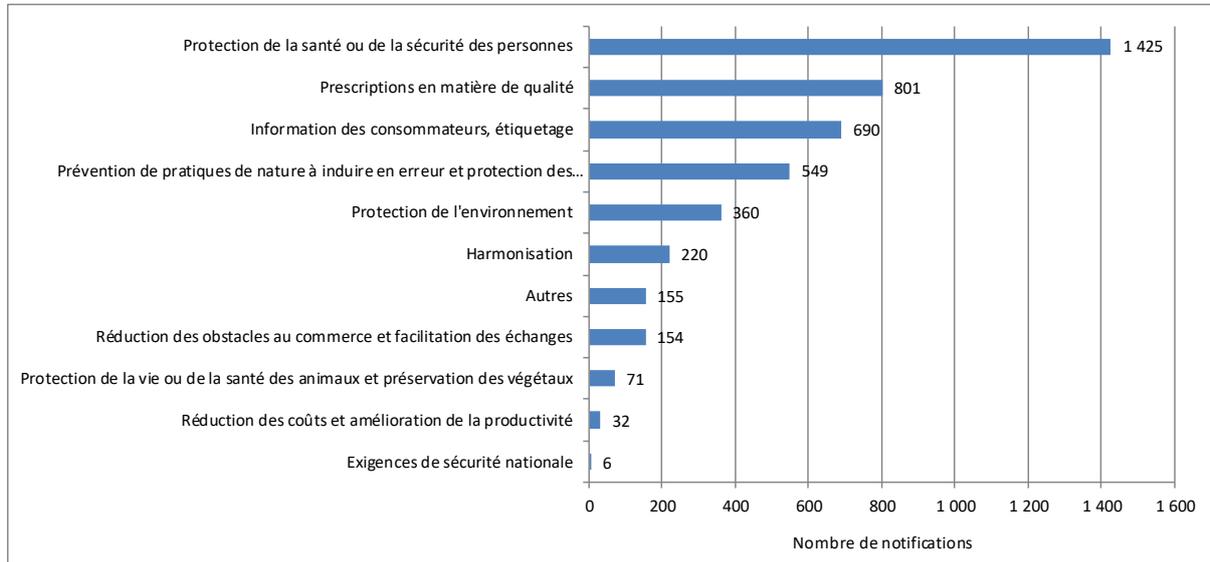
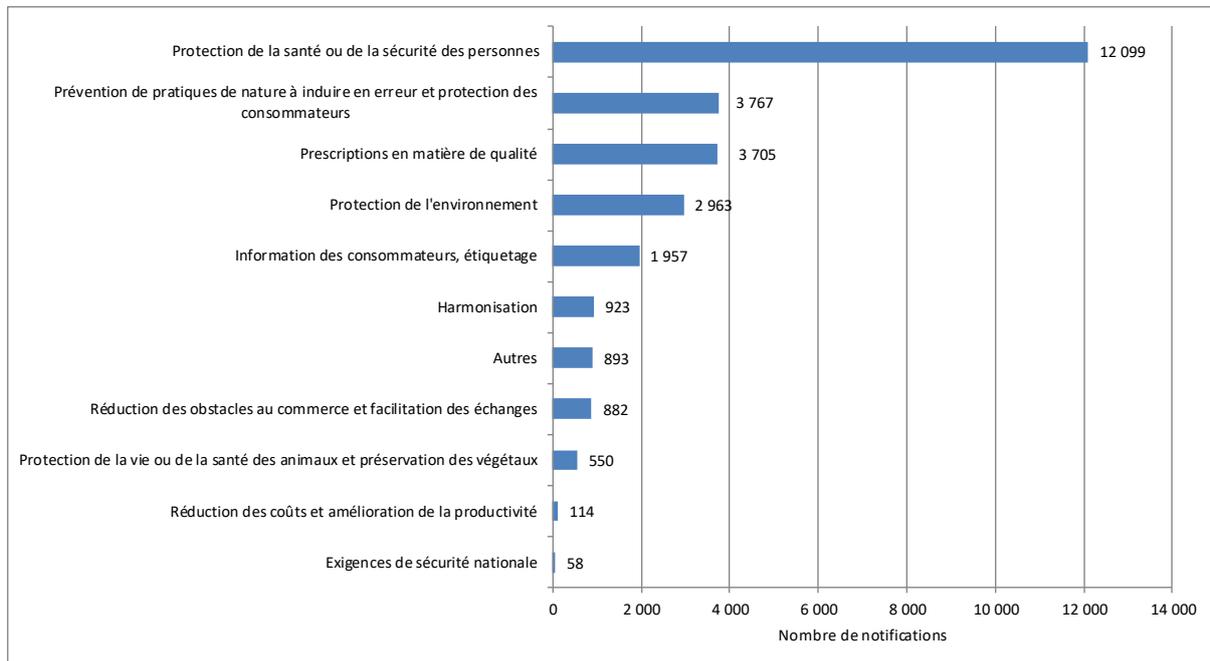


Figure 17: Notifications par objectif, 1995-2019³⁰



²⁹ Deux notifications présentées au cours de la période considérée n'indiquaient aucun objectif.

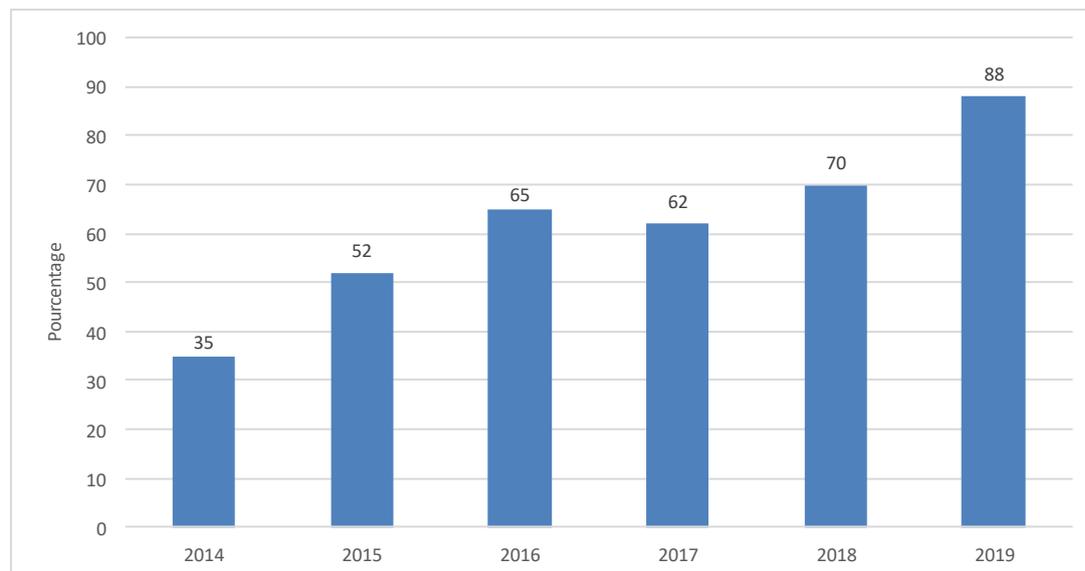
³⁰ Soixante-seize notifications présentées au cours de la période considérée n'indiquaient aucun objectif.

3.1.8 Outils de notification en ligne

3.1.8.1 Système de présentation des notifications OTC

3.17. En 2019, 88% des notifications OTC ont été présentées via le système de présentation des notifications OTC (TBT-NSS)³¹, dans la lignée d'une tendance solide à la hausse du nombre de notifications présentées en ligne (figure 18).

Figure 18: Pourcentage de notifications présentées via le TBT-NSS, 2014-2019



3.18. Les 68 Membres indiqués ci-dessous ont utilisé le TBT-NSS en 2019, contre 50 en 2018 (tableau 1).³²

Tableau 1: Liste des Membres qui ont utilisé le TBT-NSS en 2019

Membres				
Afrique du Sud	Colombie	Jamaïque	Népal	Suisse
Allemagne	Corée, République de	Japon	Nouvelle-Zélande	Taipei chinois
Arabie saoudite, Royaume d'	Côte d'Ivoire	Kazakhstan	Oman	Tanzanie
Argentine	Égypte	Kenya	Ouganda	Thaïlande
Australie	Émirats arabes unis	Koweït, État du	Pérou	Trinité-et-Tobago
Bahreïn, Royaume de	Équateur	Lituanie	Philippines	Tunisie
Belgique	Eswatini	Malaisie	République dominicaine	Turquie
Bolivie, État plurinational de	États-Unis d'Amérique	Malawi	République tchèque	Ukraine
Botswana	Fédération de Russie	Maroc	Royaume-Uni	Union européenne
Brésil	Ghana	Mexique	Rwanda	Uruguay
Burundi	Guyana	Moldova, République de	Sainte-Lucie	Viet Nam
Canada	Inde	Mongolie	Samoa	Yémen
Chili	Indonésie	Monténégro	Slovénie	
Chine	Israël	Namibie	Suède	

3.1.8.2 ePing: le système d'alerte pour les notifications SPS et OTC

3.19. Compte tenu du volume important et de la diversité des notifications SPS et OTC distribuées, près de 5 100 notifications en 2019, suivre et réagir en temps voulu à l'évolution des prescriptions relatives aux produits peut s'avérer difficile pour les parties prenantes. Une des recommandations

³¹ [G/TBT/1/Rev.14](#), section 6.6.4.1, pages 45 et 46.

³² Pour avoir accès au TBT-NSS, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: tbtntss@wto.org.

issues du septième examen triennal qui s'est achevé en 2015 voulait que le Secrétariat de l'OMC élabore un système d'alerte pour faciliter l'accès à ces notifications.³³ Ainsi, l'OMC s'est associée au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (DAES) et à l'ITC et a lancé ePing en novembre 2016. En s'inscrivant sur ce système ouvert à tous, les utilisateurs peuvent recevoir des courriels d'alerte quotidiens ou hebdomadaires qui contiennent des notifications SPS et OTC portant sur des produits/marchés présentant un intérêt. En outre, les forums de discussion nationaux et internationaux de la plate-forme Web d'ePing aident les points d'information à établir le contact avec les parties prenantes nationales et d'autres points d'information pour débattre de notifications spécifiques ou échanger des renseignements complémentaires (par exemple des textes intégraux, des traductions ou des observations). Cela facilite la formulation en temps voulu et de manière concertée d'observations et/ou l'adaptation rapide aux nouvelles prescriptions relatives aux produits.

3.20. Le rapport sur le huitième examen triennal adopté en 2018 contenait deux nouvelles recommandations se rapportant spécifiquement au système ePing.³⁴ Dans la première, le Comité est convenu de discuter de la manière dont ePing peut faciliter les travaux des points d'information et promouvoir l'accès du secteur privé aux notifications. Au cours de la séance thématique sur la transparence³⁵ qui s'est tenue en juin 2019, un certain nombre de Membres ont partagé leurs expériences en la matière et le système ePing a été reconnu comme un outil utile pour assurer le suivi des réglementations notifiées, susciter la participation des parties prenantes nationales et favoriser l'échange de renseignements au niveau international entre les points d'information, en vue de réduire les tensions commerciales.³⁶ La note d'information du Secrétariat distribuée dans le contexte de la séance thématique sur la transparence a également fourni des détails supplémentaires sur les pays et les profils des utilisateurs inscrits.³⁷

3.21. Dans la seconde recommandation, le Comité est convenu d'examiner la diffusion, à titre volontaire, des observations reçues au sujet des projets de mesures notifiés et des réponses à ces observations sur le fond, éventuellement au moyen des outils existants, comme ePing. À la suite des discussions préliminaires qui ont eu lieu au cours de la séance thématique de juin sur la transparence et de la réunion régulière de novembre³⁸, la Suisse a été le premier Membre à diffuser des observations officielles sur une notification OTC via le forum international d'échange d'informations d'ePing le 20 décembre 2019.³⁹ En outre, les points d'information du Ghana et de la Malaisie ont utilisé le forum pour partager les textes intégraux et les traductions de mesures précédemment notifiées.⁴⁰

3.22. Le Secrétariat a régulièrement fourni des renseignements actualisés au Comité OTC concernant le système ePing lors des réunions de mars, juin et novembre.⁴¹ De plus, une session d'information sur ePing a été organisée en marge de la réunion de novembre du Comité OTC pour présenter les améliorations récentes et répondre aux questions spécifiques des Membres. En outre, ePing a été présenté lors de l'atelier du Comité SPS sur la transparence et la coordination qui s'est tenu en juillet 2019.⁴²

3.23. Depuis son lancement, ePing a enregistré une augmentation régulière du nombre d'utilisateurs dans les secteurs public et privé. Le 1^{er} janvier 2019, ePing comptait 5 569 utilisateurs inscrits; au 31 décembre, ce nombre était passé à 8 821 utilisateurs provenant de 179 pays et territoires.⁴³ Environ la moitié des utilisateurs inscrits provient de gouvernements et le reste

³³ Rapport sur le septième examen triennal, [G/TBT/37](#), paragraphe 5.2.d.iii.

³⁴ Rapport sur le huitième examen triennal, [G/TBT/41](#), paragraphes 6.19 a.i. et 6.19 f.ii.

³⁵ Cette séance thématique sur la transparence a également constitué la neuvième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements, dont le Comité OTC a prescrit la tenue régulière ([G/TBT/1/Rev.14](#), paragraphe 6.8.1).

³⁶ Rapport du modérateur sur la séance thématique OTC [G/TBT/GEN/265](#).

³⁷ Renseignements généraux pour la séance thématique sur la transparence, [G/TBT/320](#), paragraphes 2.12 à 2.23.

³⁸ [G/TBT/M/79](#), paragraphes 2.318 et 2.319.

³⁹ La notification [G/TBT/N/MEX/178/Add.9](#): <https://www.epingalert.org/fr#/Forum/77175/international>.

⁴⁰ Voir, par exemple, <https://www.epingalert.org/fr#/Forum/76102/international> et <https://www.epingalert.org/fr#/Forum/76912/international>.

⁴¹ [G/TBT/GEN/262](#); https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/2_a_secretariat.pdf; [G/TBT/GEN/274](#).

⁴² https://www.wto.org/english/tratop_e/sps_e/workshop15072019_e/d1_s3_eping_e.pdf.

⁴³ Pour ce qui est des filtres définis lors de l'inscription concernant les alertes, 67% des utilisateurs souhaitent être informés des notifications portant sur "tous" les produits et 33% ont choisi des catégories de produits plus spécifiques. Pour ce qui est des filtres concernant les "Membres notifiants", 87% des utilisateurs

d'entreprises privées, d'organisations non gouvernementales, des milieux universitaires et d'organisations régionales/internationales. Depuis le début de l'année 2018, le formulaire d'inscription en ligne à ePing comprend une question permettant de savoir si l'abonné du secteur privé provient d'une entreprise comptant plus de 250 employés. Les réponses indiquent qu'environ la moitié de ces abonnés proviennent d'entreprises de moins de 250 employés.

3.24. Le tableau 2 présente les 20 Membres ayant le plus grand nombre d'utilisateurs inscrits. En outre, des fonctionnaires chargés des questions OTC de 81 Membres qui en avaient fait la demande ont obtenu des droits d'administrateur, ce qui leur a permis de gérer ePing au niveau national.

Tableau 2. Membres ayant le plus grand nombre d'utilisateurs inscrits à ePing

	Membres	Nombre d'abonnés à ePing
1	États-Unis d'Amérique	348
2	Royaume-Uni	342
3	Australie	334
4	Ouganda	306
5	Turquie	290
6	Japon	277
7	Chine	257
8	Malaisie	244
9	Indonésie	242
10	Philippines	238
11	Brésil	213
12	Nouvelle-Zélande	207
13	Canada	198
14	Rwanda	195
15	Tanzanie	186
16	Viet Nam	183
17	Inde	180
18	Pérou	166
19	Allemagne	159
20	Égypte	158

3.25. L'OMC, l'ITC et le DAES ont continué de collaborer pour maintenir et améliorer le système en tenant compte de l'expérience acquise et des retours des utilisateurs. Parmi les améliorations apportées, on peut citer une page d'accueil plus dynamique et plus conviviale, une plate-forme simplifiée permettant aux utilisateurs de partager des renseignements complémentaires sur les notifications et l'inclusion de toutes les notifications SPS et OTC depuis 1995. Si les ressources le permettent, d'autres améliorations sont prévues pour 2020.

3.2 Autres notifications OTC

3.2.1 Notifications au titre de l'article 10.7

3.26. Aucun accord n'a été notifié au titre de l'article 10.7 en 2019. Depuis 1995, 149 accords, 4 révisions, 4 corrigenda et 1 addendum ont été notifiés au titre de l'article 10.7. Au total, 23 Membres (14% des Membres) ont présenté au moins une notification au titre de l'article 10.7.

3.2.2 Notifications au titre de l'article 15.2

3.27. En 2019, deux notifications ont été présentées au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC concernant des mesures existantes ou prises en vue d'assurer la mise en œuvre et l'administration

inscrits souhaitent recevoir les notifications de tous les Membres tandis que les autres ont identifié des partenaires commerciaux spécifiques. S'agissant des types de notifications, 86% souhaitent être informés des notifications SPS et OTC tandis que 8% préfèrent être informés des notifications OTC seulement et 6% des notifications SPS seulement.

de l'Accord. Toutes deux étaient des révisions de notifications antérieures du Canada et du Kenya.⁴⁴ Au total, 142 Membres ont présenté au moins 1 notification au titre de l'article 15.2 (voir l'annexe F).

3.2.3 Notifications au titre du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (le "Code")

3.28. Depuis le lancement du [système d'information sur les normes OMC-ISO](#) en novembre 2016, on a constaté une nette augmentation du nombre de notifications présentées par les Membres et les organismes à activité normative concernant l'acceptation du Code et la diffusion des programmes de travail. Cette plate-forme trilingue fournit des renseignements sur les organismes à activité normative qui ont accepté le Code et, s'ils sont disponibles, leurs programmes de travail. En 2019, deux organismes à activité normative ont notifié l'acceptation du Code et 57 notifications concernant des programmes de travail (existence ou mise à jour) ont été reçues de 31 organismes à activité normative différents.⁴⁵ Les sites Web sont désormais la manière la plus commune de mettre à disposition des programmes de travail. À la fin de 2019, 119 organismes à activité normative avaient fourni des liens hypertexte vers leurs programmes de travail (d'autres les communiquent sous forme de fichier PDF, qui sont mis en ligne dans le système d'information).

3.29. Entre 1995 et 2019, 192 organismes à activité normative de 144 Membres ou observateurs ont accepté le Code. En outre, un organisme à activité normative régional a accepté le Code, à savoir l'Organisation africaine de normalisation. La liste complète des organismes à activité normative qui ont accepté le Code peut être téléchargée sur le [TBT IMS](#). Le [Système d'information sur les normes OMC-ISO](#) contient des liens vers les programmes de travail, les formulaires d'acceptation et de dénonciation du Code, ainsi que le formulaire de notification des programmes de travail.

3.3 Points d'information sur les OTC

3.30. En 2019, le Secrétariat a approché les Membres au sujet du fonctionnement des points d'information, tel que prévu dans la recommandation ci-après issue du huitième examen triennal:

"Encourager les Membres à confirmer les coordonnées des points d'information qui figurent dans le système TBT-IMS afin d'améliorer l'exactitude et l'accessibilité de ces renseignements. Les Membres sont encouragés à confirmer au Secrétariat que les renseignements existants sont exacts ou à lui fournir des renseignements actualisés d'ici à la réunion du Comité de mars 2019."⁴⁶

3.31. En vue de faciliter le processus de validation, le Secrétariat a contacté les points d'information pour leur demander de vérifier et d'actualiser, le cas échéant, les coordonnées qui figurent dans le système [TBT-IMS](#). En date du 31 décembre 2019, les points d'information de 118 Membres avaient répondu à ce message. Parmi eux, 36 ont confirmé que leurs coordonnées étaient correctes, tandis que 83 ont fourni des renseignements actualisés sur des aspects tels que les personnes à contacter, les adresses, les adresses électroniques et les numéros de téléphone. Tous les changements signalés par les Membres ont été introduits dans le TBT-IMS. L'annexe G fournit une liste des 118 Membres ayant validé les renseignements concernant leurs points d'information en 2019. Les Membres qui ne l'ont pas encore fait sont invités à fournir ces renseignements au Secrétariat par courrier électronique (tbt@wto.org).

⁴⁴ La liste la plus récente des déclarations présentées au titre de l'article 15.2 est consultable dans le système TBT IMS, dans la rubrique "rapports" (<http://tbtime.wto.org/fr/>). Cette liste avait précédemment été distribuée dans les documents de la série [G/TBT/GEN/1/-](#). Elle figure également à l'annexe F.

⁴⁵ Les organismes à activités normatives ci-après ont accepté le Code en 2019: The Calendaring and Scheduling Consortium ("CalConnect") et ASD-STAN. La liste complète des organismes à activité normative qui ont accepté le Code peut être consultée à partir du Système d'information sur les normes ISO OMC (<https://tbtcode.iso.org/fr/sites/wto-tbt/list-of-standardizing-bodies.html>).

⁴⁶ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19 a.i.

3.4 Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web

3.32. Dans le huitième examen triennal, le Comité a recommandé aux Membres de fournir au Secrétariat des renseignements actualisés sur les sites Web sur lesquels il était normalement possible de consulter les textes définitifs adoptés des règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité applicables.⁴⁷ À ce jour, 22 Membres ont fourni ces renseignements au Secrétariat. Une liste des sites Web figure à l'annexe H.

⁴⁷ [G/TBT/41](#), paragraphe 6.19.e. iii. et iv.

4 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES⁴⁸

4.1. Le Comité OTC est pour les Membres une enceinte où ils examinent les questions commerciales liées aux règlements techniques, aux procédures d'évaluation de la conformité et aux normes élaborées, adoptées et appliquées par d'autres Membres. Ces questions sont dénommées "préoccupations commerciales spécifiques" (PCS) et elles se rapportent soit à des mesures projetées soit à des mesures finales. Les Membres ont par conséquent la possibilité de procéder à un examen des PCS dans un contexte multilatéral, de demander de nouvelles informations et précisions et de rechercher des solutions à ces préoccupations.

4.1 Tendances en matière de PCS

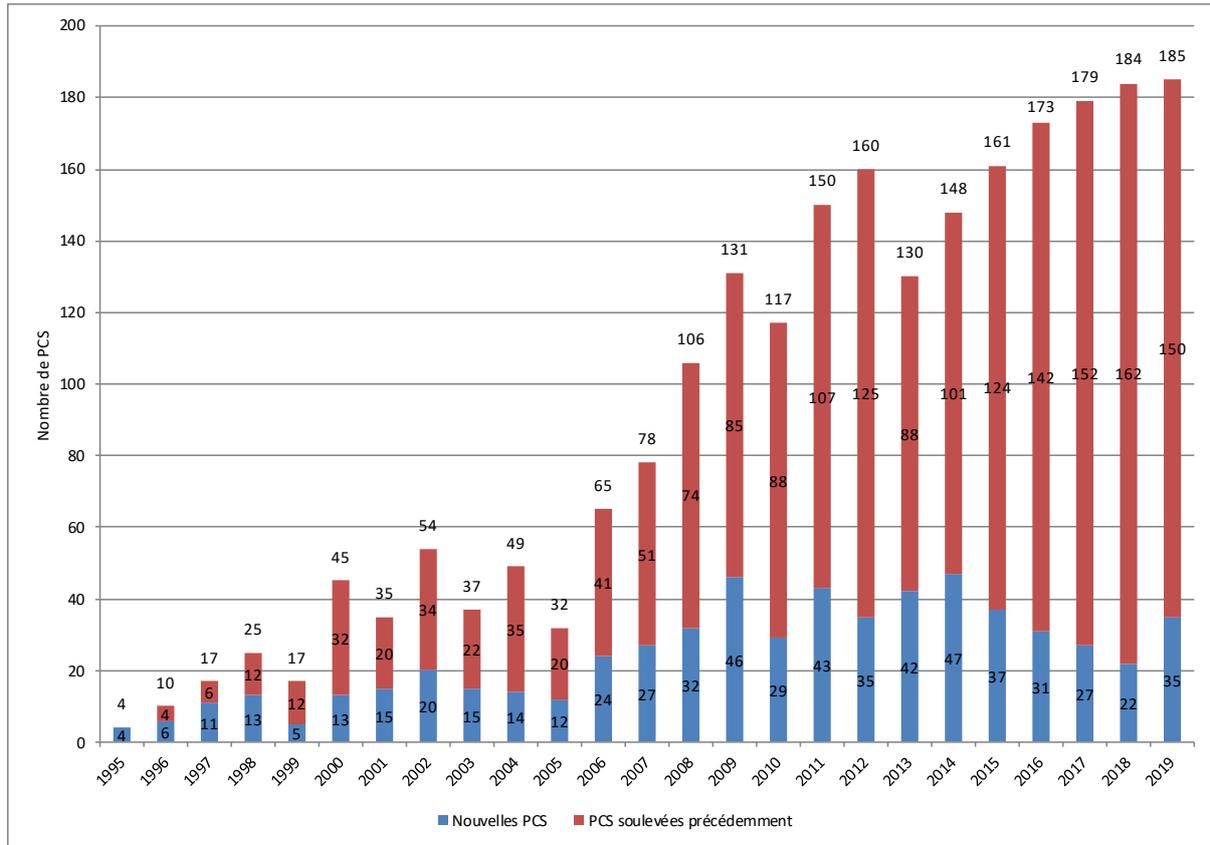
4.2. En 2019, les Membres ont examiné un total de 185 PCS, dont 35 nouvelles préoccupations. Le nombre de nouvelles préoccupations soulevées est le plus élevé jamais enregistré depuis 2015, avec 13 de plus qu'en 2018 (figure 19). Comme c'est le cas depuis quelques années, la grande majorité des PCS examinées en 2019 avaient déjà été soulevées. En 2019, les Membres ont examiné 150 préoccupations soulevées précédemment dans le cadre de réunions du Comité OTC⁴⁹, contre 162 en 2018.⁵⁰ La méthode de calcul appliquée pour la première fois en 2016 lors de l'examen annuel en ce qui concerne la catégorie des "PCS soulevées précédemment" a à nouveau été utilisée.⁵¹ Depuis 1995, 68 Membres (soit 41% de l'ensemble des Membres) ont soulevé au moins une PCS au Comité OTC.

⁴⁸ Les données utilisées dans les figures de la présente section sont tirées du système TBT IMS <http://tbtime.wto.org/>. Des renseignements supplémentaires sur les PCS peuvent être obtenus par le biais du système TBT-IMS.

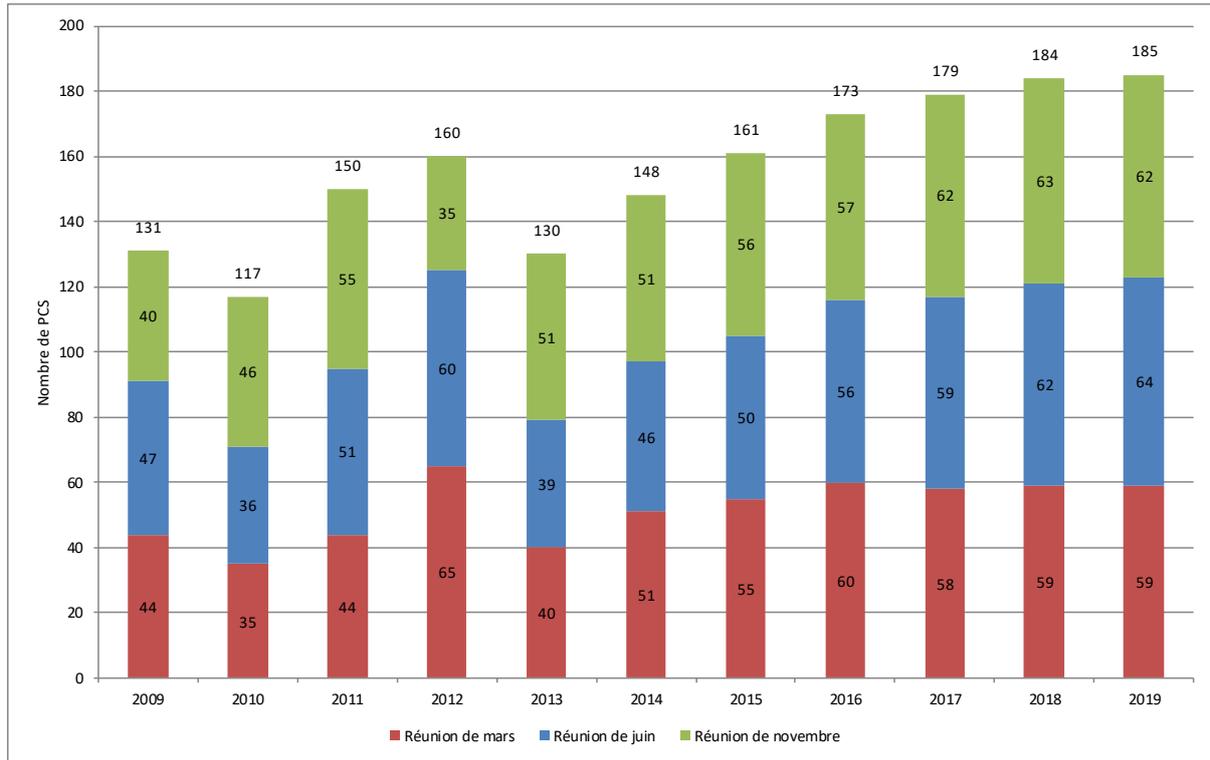
⁴⁹ Toutes les fois qu'une PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée, même si elle a déjà été soulevée la même année civile en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment.

⁵⁰ Un résumé des PCS soulevées au sein du Comité en 2019 figure à l'annexe D. L'annexe E contient un aperçu plus détaillé des nouvelles PCS soulevées en 2019.

⁵¹ Voir le document [G/TBT/39/Rev.1](#), paragraphe 3.19. Dans les rapports d'examen annuel publiés avant 2016, une PCS soulevée au sein du Comité au cours d'une année donnée n'était comptabilisée qu'une seule fois dans les statistiques, en tant que nouvelle PCS ou PCS soulevée précédemment, quel que soit le nombre de fois où la PCS avait été soulevée au cours de cette année. Une PCS soulevée pour la première fois en juin puis une nouvelle fois en novembre, par exemple, était comptabilisée en tant que nouvelle PCS, mais pas en tant que PCS soulevée précédemment pour cette année. Cette méthode sous-évaluait le nombre de PCS soulevées précédemment. Depuis 2016, et à nouveau dans le présent examen, une PCS est comptabilisée à chaque fois qu'elle est soulevée à une réunion du Comité OTC. Si elle est soulevée pour la première fois, elle est comptabilisée comme une nouvelle PCS. Si elle est de nouveau soulevée, elle est comptabilisée comme une PCS soulevée précédemment. En d'autres termes, les Membres peuvent faire l'objet d'une même PCS plus d'une fois en une année et chaque fois que cette PCS est soulevée au sein du Comité, elle est comptabilisée. Cela permet de mieux rendre compte du nombre de préoccupations effectivement examinées par le Comité au cours d'une année donnée (voir l'annexe D).

Figure 19: PCS soulevées, 1995-2019

4.3. La figure 20 montre le nombre de PCS examinées par réunion du Comité OTC. En 2019, 59 PCS ont été examinées à la réunion de mars, 64 à la réunion de juin et 62 à la réunion de novembre (figure 20), ce qui illustre l'augmentation continue de la charge de travail du Comité OTC découlant des PCS. Ainsi, près de 62 PCS par réunion, en moyenne, ont été examinées par le Comité en 2019, contre environ 43 en 2009.

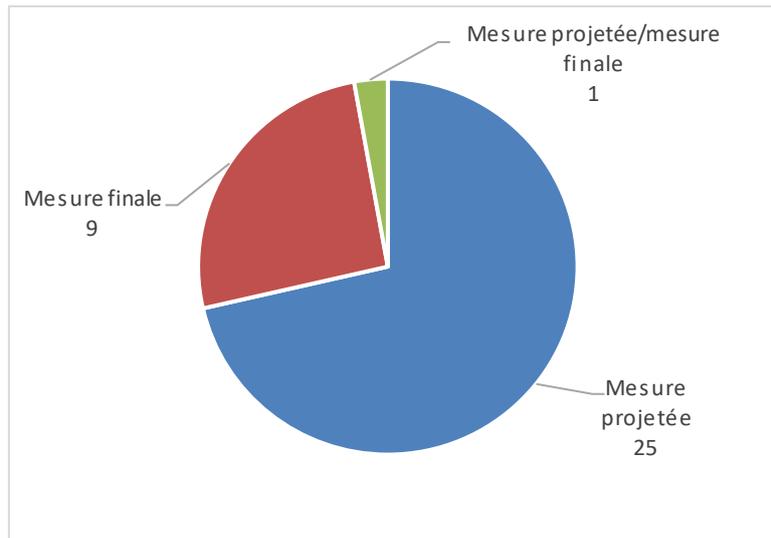
Figure 20: PCS soulevées par réunion du Comité, 2009-2019

4.4. Il arrive souvent que des Membres retirent des PCS au début des réunions du Comité, probablement du fait que des progrès ont été réalisés dans les discussions bilatérales, et ces préoccupations ne sont pas prises en compte dans les figures 1 et 2. En 2019, les Membres ont retiré 5 PCS au début des réunions du Comité, contre 4 en 2018 et 7 en 2017⁵²

4.5. À la suite du huitième examen triennal, le Comité OTC est convenu de nouvelles procédures relatives à l'inscription de préoccupations commerciales spécifiques au projet d'ordre du jour annoté du Comité OTC.⁵³ Ces procédures sont appliquées depuis mars 2019. Elles prévoient un délai plus court pour la présentation des PCS et la distribution du projet d'ordre du jour annoté avant les réunions et exigent également que les Membres fournissent des renseignements sur le point de savoir si les PCS concernent des mesures projetées ou des mesures projetées. La grande majorité des nouvelles PCS soulevées en 2019 concernaient des mesures projetées (figure 21), ce qui illustre le rôle préventif que joue l'examen des PCS par le Comité dans l'apaisement des tensions commerciales.

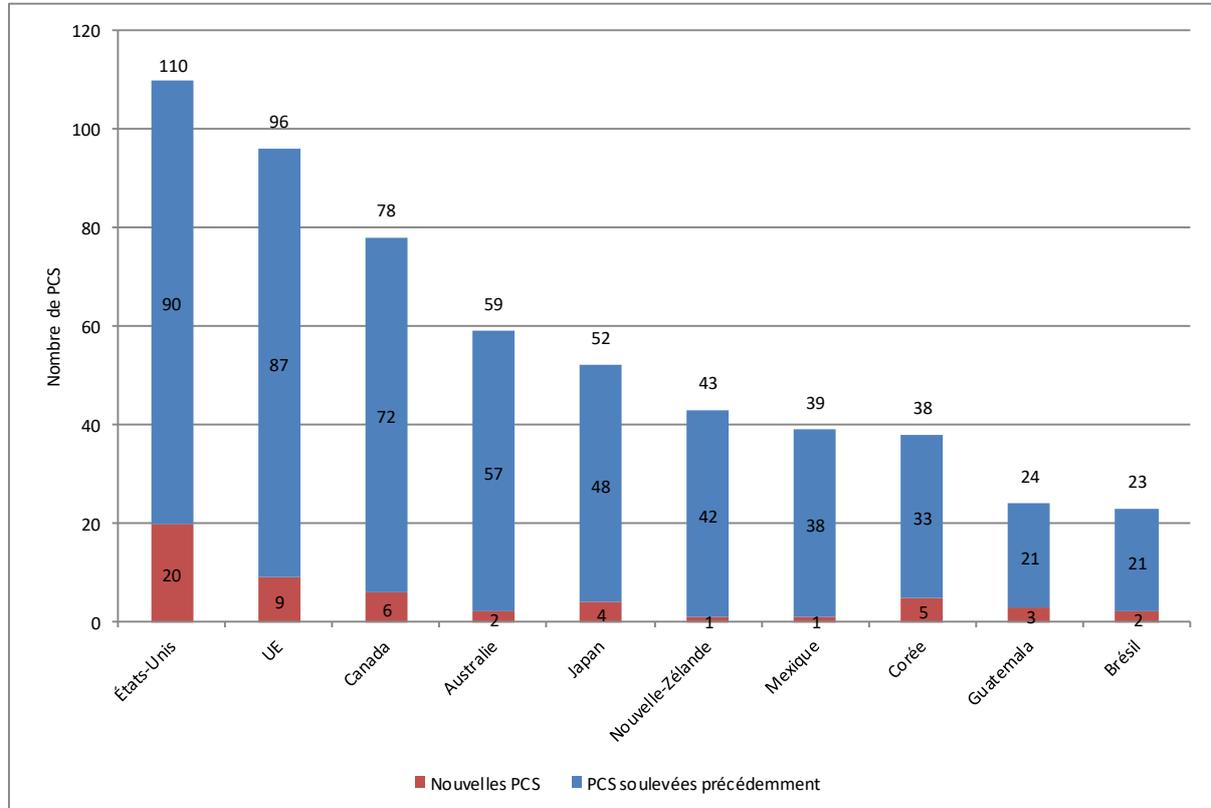
⁵² [G/TBT/M/71-G/TBT/M/79](#).

⁵³ [G/TBT/43](#). Lors du huitième examen triennal, les Membres sont convenus d'appliquer à titre expérimental les procédures pour les réunions de mars et juin 2019 (G/TBT/41, paragraphe 8.2 b.i. et note de bas de page 305). À la réunion du Comité OTC de juin 2019, les Membres sont convenus d'appliquer ces procédures de manière permanente ([G/TBT/M/78](#), paragraphe 3.331).

Figure 21: Mesures projetées et mesures finales, nouvelles PCS soulevées en 2019

4.2 PCS par Membre

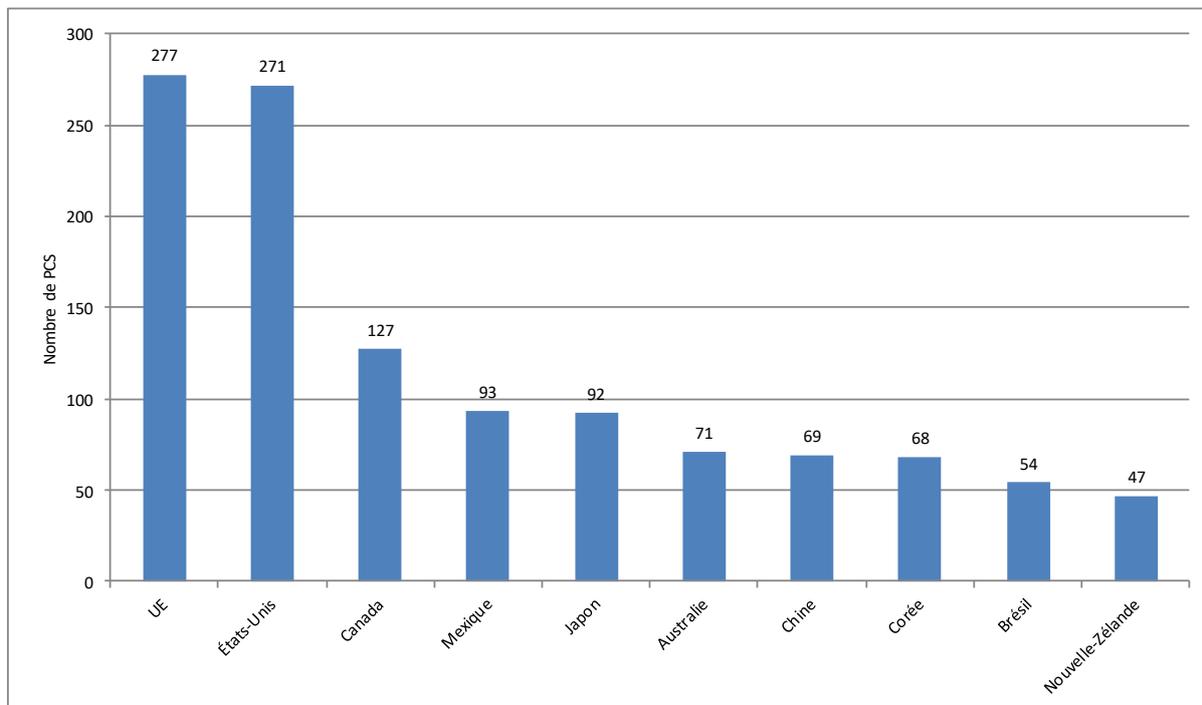
4.6. Les États-Unis, l'UE et le Canada sont les Membres qui ont soulevé le plus de PCS en 2019 (figure 22). Il s'agissait dans une large mesure de PCS qui n'étaient pas nouvelles mais avaient été soulevées précédemment.⁵⁴ En 2019, 35 Membres ont soulevé au moins une PCS (nouvelle et soulevée précédemment), contre 33 en 2018.

Figure 22: Les 10 Membres qui ont soulevé le plus de PCS (nouvelles et soulevées précédemment) en 2019

⁵⁴ Une même PCS (nouvelle et soulevée précédemment) peut être soulevée par plusieurs Membres. Les Membres peuvent soulever une même PCS plusieurs fois au cours d'une année, qui est alors chaque fois comptabilisée.

4.7. La figure 23 montre une tendance similaire: pendant la période 1995-2019, ce sont l'UE et les États-Unis qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS, plus de 270 chacun.

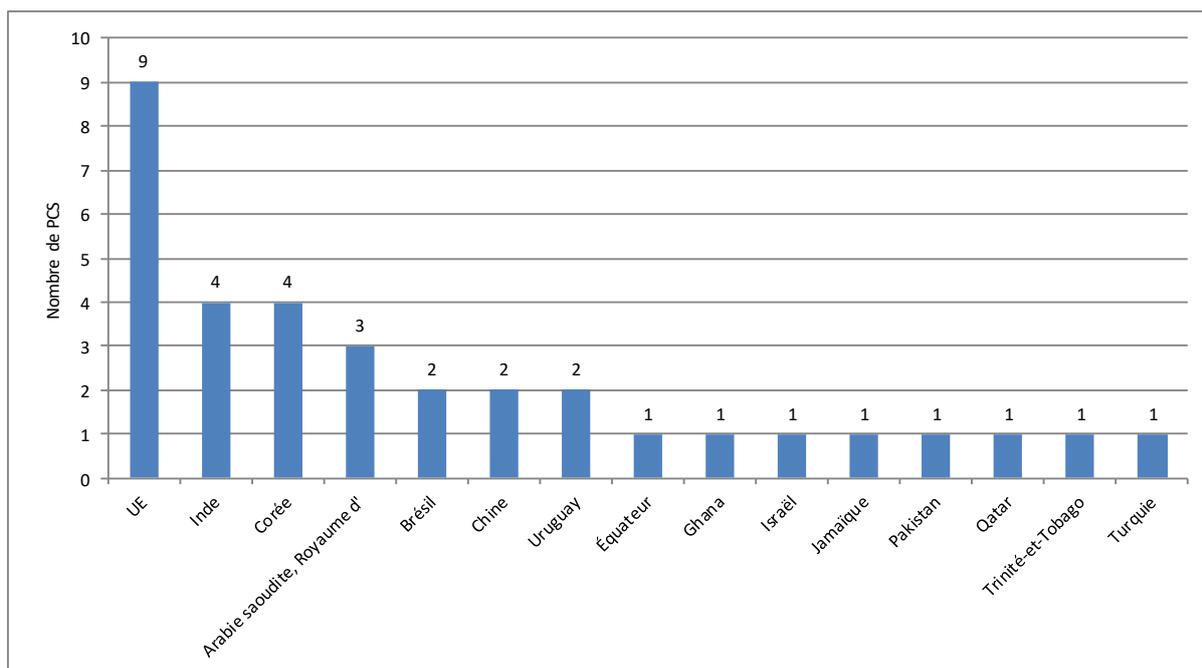
Figure 23: Les 10 Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles PCS pendant la période 1995-2019



4.3 Membres visés par les nouvelles PCS

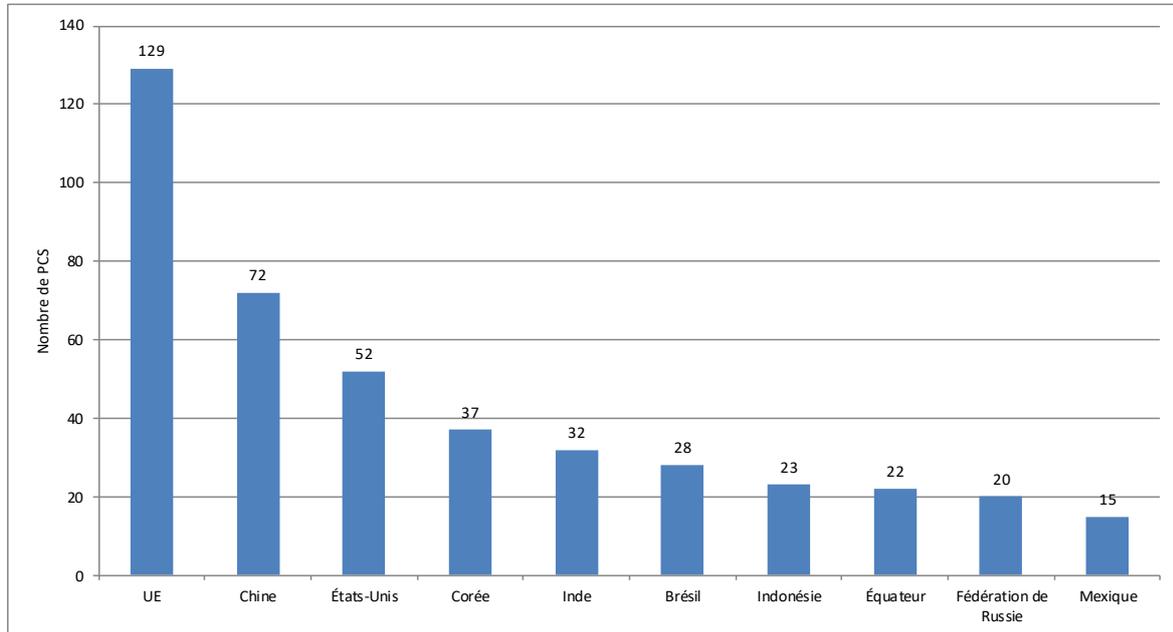
4.8. Ce sont les mesures de l'UE ainsi que celles de l'Inde, de la Corée et du Royaume d'Arabie saoudite qui ont fait l'objet de la plupart des nouvelles PCS soulevées au sein du Comité en 2019 (figure 24).

Figure 24: Membres visés par de nouvelles PCS en 2019



4.9. Dans l'ensemble, l'UE a été le Membre visé par le plus de PCS au sein du Comité entre 1995 et 2019, suivie de la Chine et des États-Unis (figure 25).

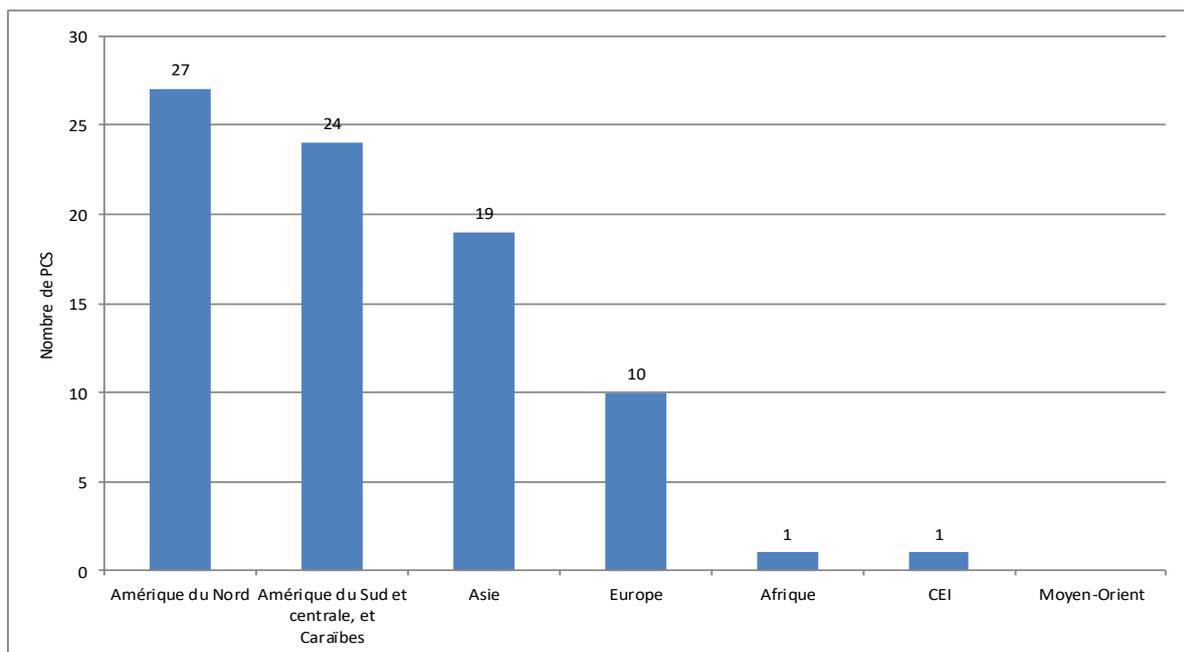
Figure 25: Membres visés par la plupart des nouvelles PCS pendant la période 1995-2019



4.4 PCS par région et par niveau de développement

4.10. Les figures 26 et 27 donnent des renseignements sur la répartition régionale de la participation aux examens des PCS. En 2019, 27 nouvelles PCS ont été soulevées par des Membres d'Amérique du Nord, 24 par des Membres d'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes et 19 par des Membres d'Asie. Aucune nouvelle PCS n'a été soulevée par des Membres du Moyen-Orient (figure 26).

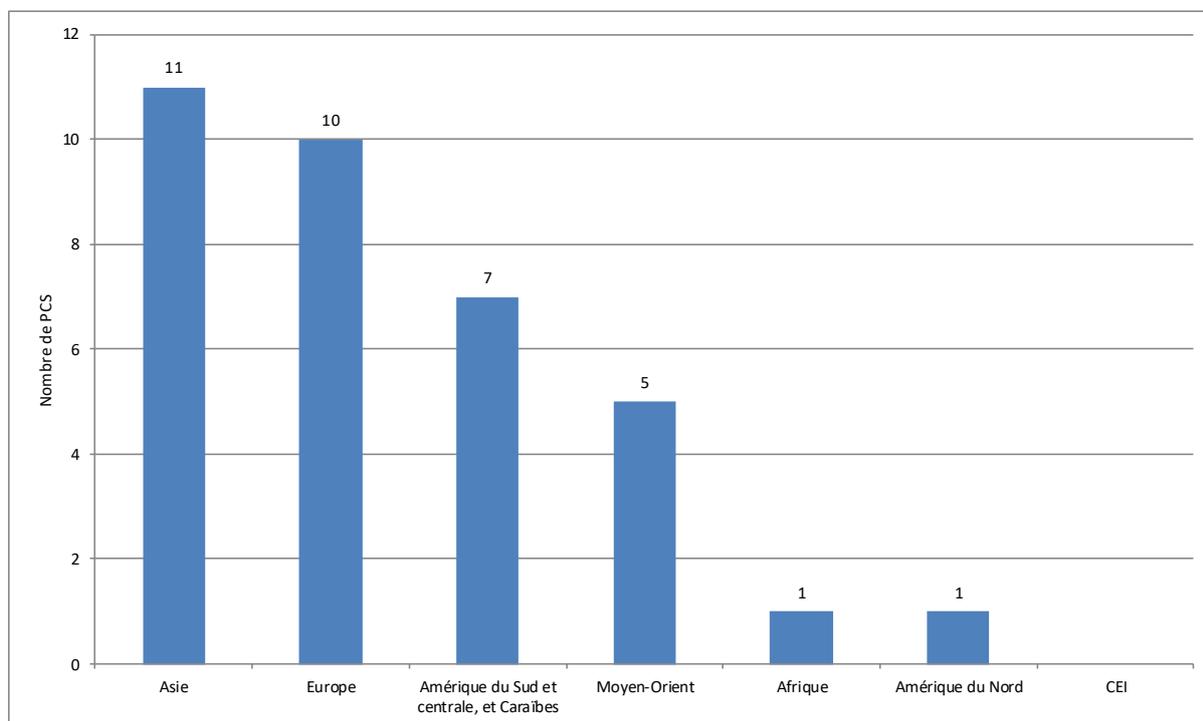
Figure 26: Nouvelles PCS soulevées par région, 2019⁵⁵



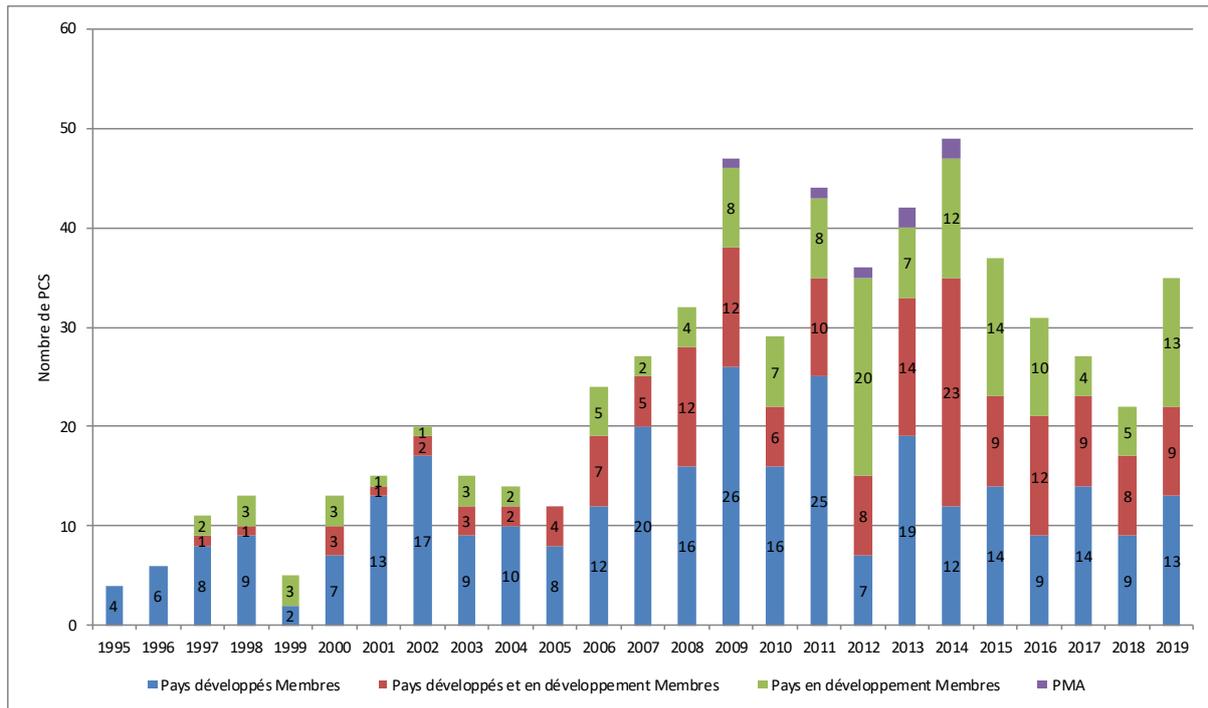
⁵⁵ "Nouvelles PCS soulevées par région" indique le nombre de fois où un Membre d'une région donnée a soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de différentes régions.

4.11. Ce sont les Membres d'Asie qui ont le plus été visés par les nouvelles PCS, suivis par ceux d'Europe et d'Amérique du Sud et centrale et des Caraïbes (figure 27).

Figure 27: Membres visés par de nouvelles PCS par région, 2019



4.12. En 2019, 13 des 35 nouvelles PCS ont été soulevées par des pays développés Membres, 13 par des pays en développement Membres et 9 par des pays développés et en développement Membres. Aucun PMA Membre n'a soulevé de nouvelle PCS durant l'année. Cette répartition a varié au fil des ans mais, de manière générale, les pays en développement Membres soulèvent de plus en plus de nouvelles PCS (figure 28). Cette catégorie de pays Membres a soulevé davantage de PCS en 2019 que pendant les années précédentes et elle a soulevé le plus grand nombre de nouvelles PCS depuis 2015.

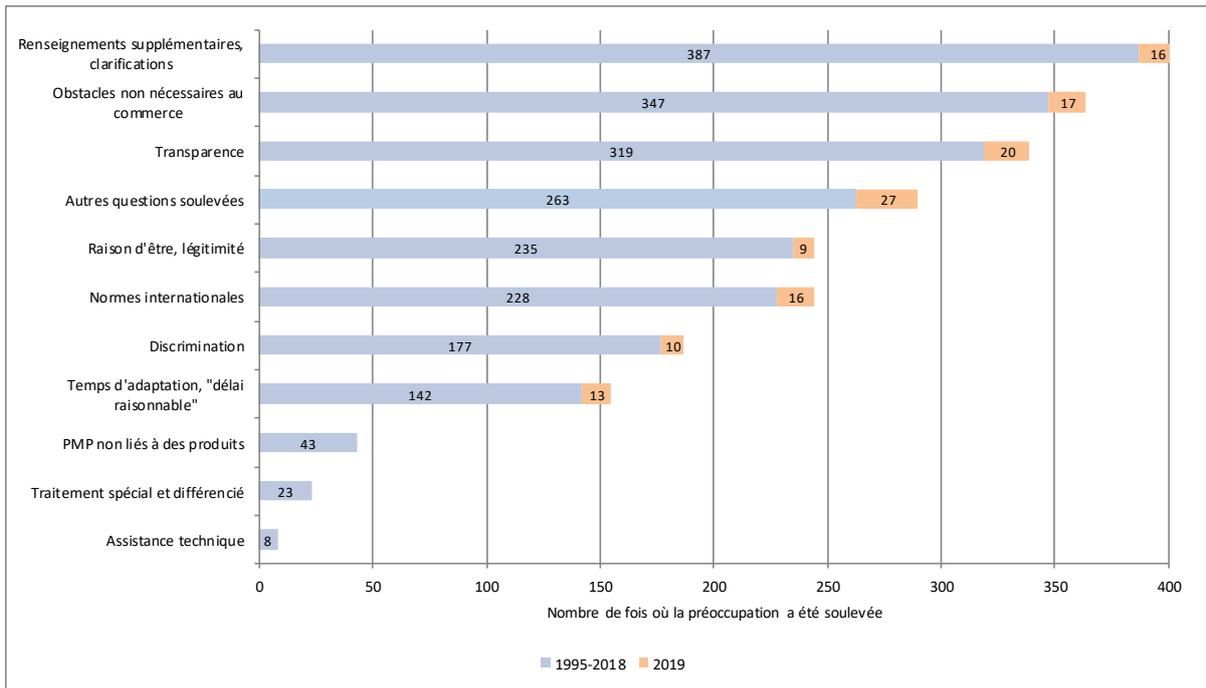
Figure 28: Nouvelles PCS soulevées par niveau de développement, 1995-2019⁵⁶

4.5 Types de préoccupations soulevées

4.13. Parmi les questions mises en relief dans le cadre des nouvelles préoccupations soulevées par les Membres en 2019, 20 portaient sur l'absence de notification ou l'impossibilité de faire des observations (transparence), 17 sur les obstacles non nécessaires au commerce, 16 sur la nécessité pour les Membres concernés de recevoir des renseignements supplémentaires sur l'état d'avancement d'une mesure ou d'obtenir des précisions sur certains éléments de celle-ci, 16 sur l'incompatibilité avec les normes internationales ou la non-utilisation de ces normes, 13 sur le délai accordé aux fabricants pour s'adapter aux nouvelles prescriptions (délai raisonnable de 6 mois), 10 sur la discrimination et 9 sur la légitimité de la mesure (figure 29). En outre, un certain nombre d'autres questions ont été soulevées dans 27 cas.⁵⁷

⁵⁶ Cette figure indique le niveau de développement des Membres qui ont soulevé une nouvelle PCS. Une PCS peut être soulevée par plusieurs Membres de niveaux de développement différents.

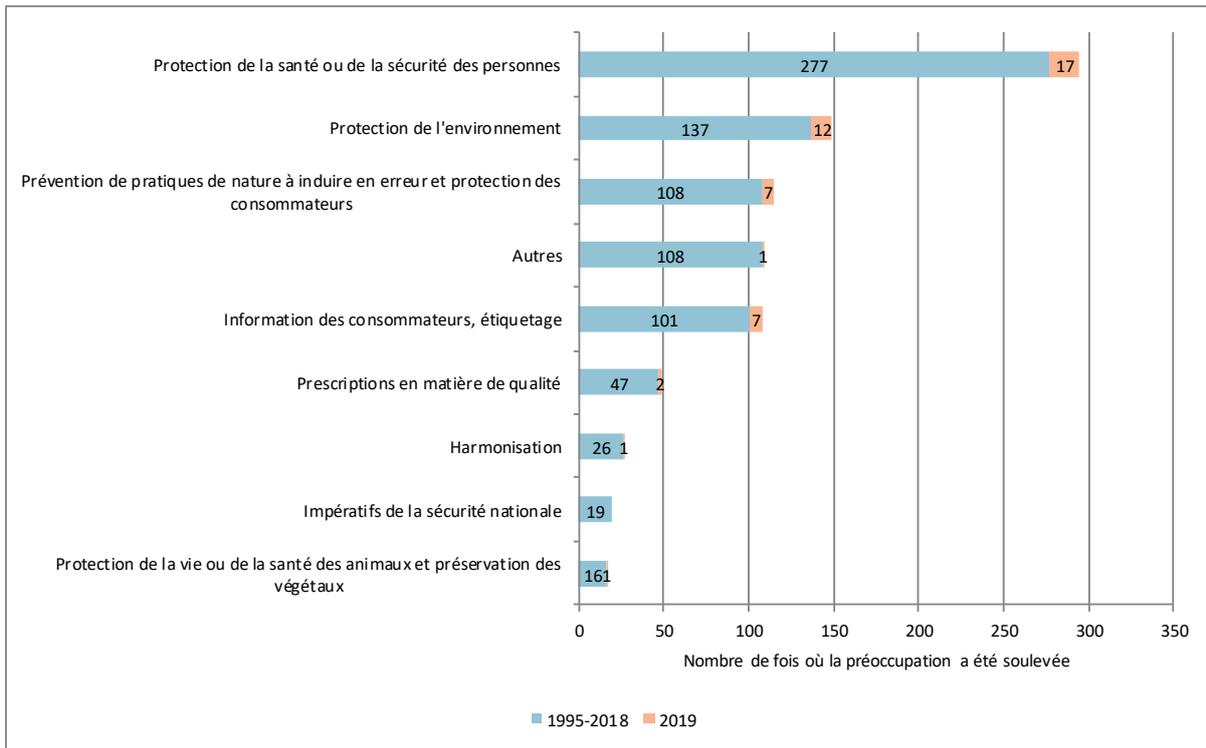
⁵⁷ Les "autres questions" concernent une série de préoccupations non classées, par exemple le caractère contraignant des prescriptions, l'absence de preuves scientifiques ou l'imprévisibilité et le manque de clarté de la mesure.

Figure 29: Types de préoccupations soulevées, 1995-2019⁵⁸

4.6 Objectifs déclarés des mesures visées par des PCS

4.14. La "protection de la santé et de la sécurité des personnes", qui était déjà le principal objectif cité dans les notifications OTC, était de loin l'objectif déclaré le plus courant des mesures visées par des PCS entre 1995 et 2019 (figures 30 et 17). Les renseignements concernant l'objectif déclaré d'une mesure faisant l'objet de PCS sont tirés de la notification elle-même ou de l'examen de la mesure en question par le Comité.

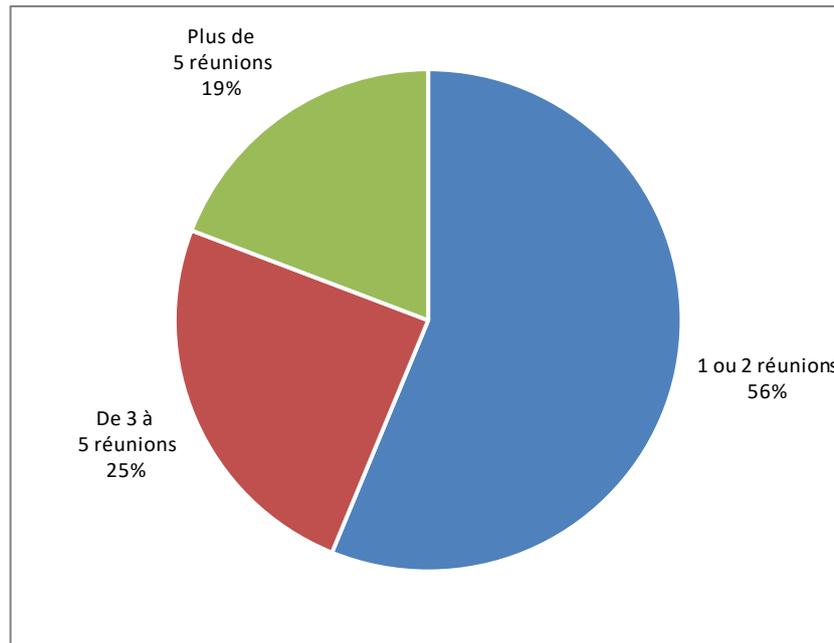
⁵⁸ Les Membres peuvent soulever plus d'un type de préoccupation par PCS.

Figure 30: Objectifs déclarés des mesures soulevées en tant que PCS, 1995-2019⁵⁹

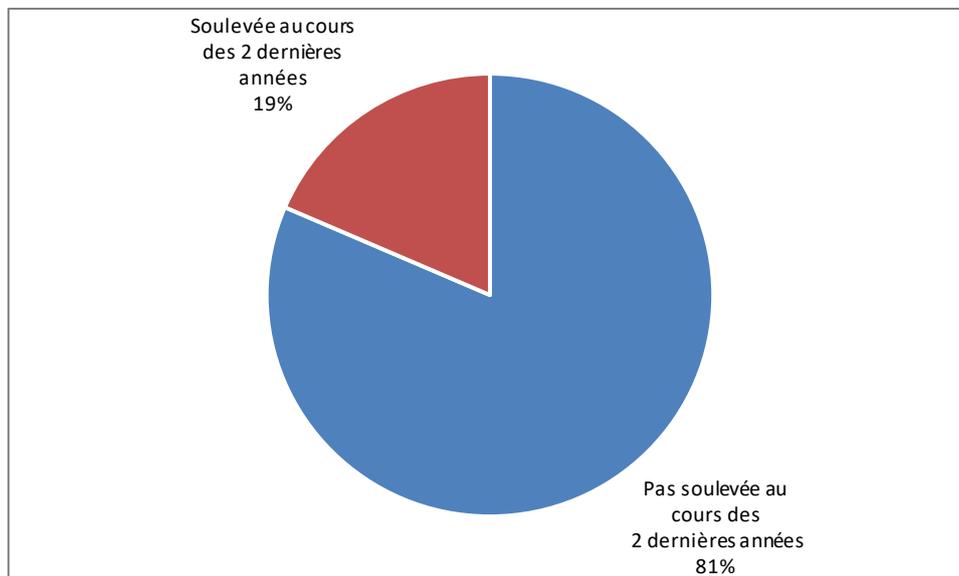
4.7 Nombre de fois où une PCS a été soulevée

4.15. Le nombre de fois où une PCS est soulevée peut être lié à l'importance que les Membres attachent à cette préoccupation ou au fait que des progrès ont été réalisés dans le traitement de celle-ci. Les PCS qui ne sont soulevées qu'à une ou deux réunions peuvent constituer des préoccupations pour lesquelles certains progrès ont été constatés. En revanche, les PCS existant depuis longtemps soulevées lors de cinq réunions ou plus peuvent constituer des préoccupations pour lesquelles moins de progrès ont été réalisés. La plupart des PCS (56%) ont été soulevées à une ou deux réunions du Comité, 25% des PCS l'ont été de 3 à 5 fois et 19% l'ont été plus de 5 fois (figure 31).

⁵⁹ Les mesures visées par les PCS peuvent avoir plus d'un objectif. Chaque objectif cité est comptabilisé.

Figure 31: Nombre de fois où une PCS a été soulevée, 1995-2019

4.16. En outre, 81% de l'ensemble des PCS (examinées par le Comité OTC depuis 1995) n'ont pas été soulevées au cours des deux dernières années (c'est-à-dire lors des six dernières réunions du Comité) (figure 32). Les 19% restants de PCS ont été soulevées au cours des deux dernières années.⁶⁰ Ces chiffres montrent qu'une part importante des PCS examinées au Comité OTC ne figurent plus à l'ordre du jour et qu'une certaine forme de progrès a probablement été réalisée ou que les Membres ont traité la question par d'autres moyens.

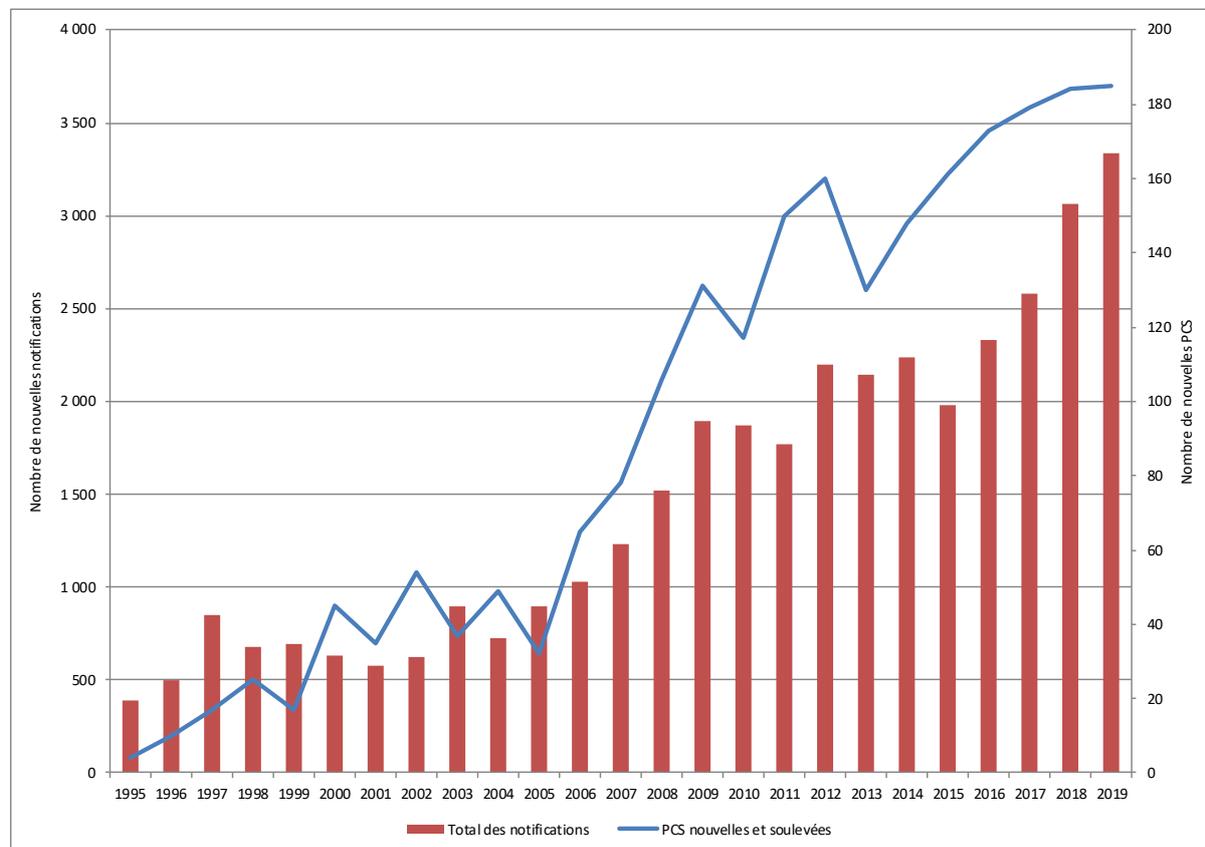
Figure 32: Part des PCS soulevées au cours de la période 1995-2019 examinées au cours des deux dernières années

⁶⁰ Environ la moitié des PCS incluses dans ce groupe ont été présentées au Comité pour la première fois ("nouvelles PCS") au cours des deux dernières années. L'autre moitié sont des PCS qui ont été présentées pour la première fois au Comité avant 2018.

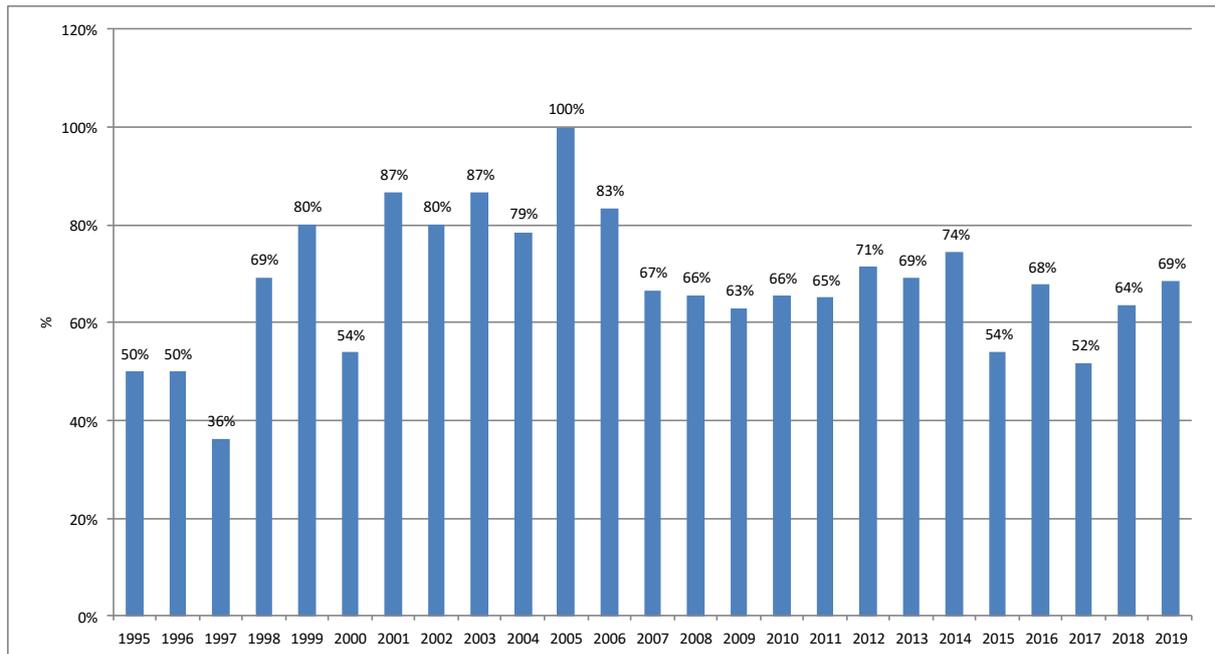
4.8 Rapport entre les notifications et les PCS

4.17. Le nombre de notifications présentées et le nombre de PCS soulevées ont généralement connu une tendance similaire de 1995 à 2019 (figures 33, 1 et 19).

Figure 33: Notifications et PCS nouvelles ou soulevées précédemment, 1995-2019



4.18. Dans l'ensemble, 68% des PCS soulevées depuis 1995 portent sur une mesure notifiée au Comité OTC. En 2019, 69% des nouvelles PCS soulevées concernaient des mesures notifiées (figure 34).

Figure 34: Nouvelles PCS examinées concernant des mesures notifiées, 1995-2019

5 DIFFÉRENDS CONCERNANT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC

5.1. Depuis 1995, il y a eu 55 différends à l'OMC dans lesquels la demande de consultations, première étape formelle pour engager une procédure dans le cadre de l'OMC, mentionnait l'Accord OTC. En 2019, l'Indonésie a présenté une demande de consultations concernant certaines mesures de l'Union européenne visant l'huile de palme et les biocarburants dérivés du palmier à huile (DS593).

5.2. En outre, en 2019, les procédures d'appel ci-après concernant deux différends OTC étaient toujours en cours:

- a. l'appel de l'Ukraine, suivi de l'appel incident de la Fédération de Russie, concernant le rapport de 2018 du Groupe spécial chargé d'examiner le différend soumis par l'Ukraine au sujet de certaines mesures de la Russie affectant l'importation de matériels ferroviaires (DS499)⁶¹; et
- b. les appels du Honduras et de la République dominicaine concernant les rapports de 2018 des Groupes spéciaux chargés d'examiner les différends soumis par ces pays au sujet de certaines mesures de l'Australie relatives à l'emballage neutre du tabac (DS435 et DS441, respectivement).⁶²

6 ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE MENÉES PAR LE SECRÉTARIAT

6.1. Comme les années précédentes, en 2019 le Secrétariat a continué à recevoir de nombreuses demandes d'activités d'assistance technique liées aux OTC et à mener ces activités pour répondre à la forte progression de la demande en matière d'assistance technique dans ce domaine au cours des dernières années. En 2019, le Secrétariat de l'OMC a organisé 37 activités de formation. Ces activités portaient, exclusivement ou en partie, sur des questions liées aux obstacles techniques au commerce. Certaines ont été organisées en coopération avec d'autres divisions du Secrétariat de l'OMC (par exemple l'équipe SPS de la Division de l'agriculture et des produits de base) ou avec des organisations internationales. Les activités comprenaient, par exemple, 2 cours avancés sur les OTC organisés à Genève, 6 ateliers régionaux sur les OTC et 13 ateliers nationaux sur les OTC. Comme l'année précédente, la demande et la fourniture d'activités nationales d'assistance technique liées aux OTC ont également été particulièrement fortes en 2019. Cela pourrait être le signe d'une nouvelle tendance, car le nombre d'activités nationales d'assistance technique liées aux OTC menées en 2018 (15) et 2019 (13) a été nettement plus élevé que celui des activités menées en 2017 (10) et 2016 (7). En novembre 2019, le Secrétariat de l'OMC a organisé pour la première fois un cours avancé de courte durée sur les OTC.⁶³ Ces activités ont été conçues pour aider les participants à mieux comprendre l'Accord OTC, à discuter des difficultés liées à sa mise en œuvre et à en apprendre davantage sur les travaux du Comité OTC. Comme l'année précédente, en 2019, il y a aussi eu une forte demande d'activités de formation sur la transparence dans le domaine des OTC en général et sur ePing en particulier. Pour ce qui concerne l'avenir, et comme cela ressort des examens annuels précédents, la transparence dans le domaine des OTC continue à intéresser de plus en plus les Membres et il existe une demande croissante d'assistance technique dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne ePing.

6.2. Le Secrétariat recevait un nombre croissant de demandes de renforcement des capacités en lien avec ePing et avait continué d'inclure ce système dans ses activités de renforcement des capacités, que ce soit dans le cadre de courtes présentations ou de séances de formation pratique, selon le contexte, les bénéficiaires et leurs demandes. En outre, des supports de formation adaptés ont été fournis sur demande aux points d'information pour qu'ils puissent organiser des sessions de formation à l'intention des parties intéressées sur leur territoire. Un manuel d'utilisation ainsi qu'un

⁶¹ L'appel de l'Ukraine et l'appel incident de la Russie ont été formés respectivement le 27 août 2018 et le 3 septembre 2018. Ces procédures se sont poursuivies en 2019 et étaient toujours en cours en 2020 (à la date de distribution de la présente note).

⁶² Le Honduras et la République dominicaine ont formé ces appels le 19 juillet 2018 et le 23 août 2018, respectivement. Ces procédures se sont poursuivies en 2019 et étaient toujours en cours en 2020 (à la date de distribution de la présente note). Les rapports des Groupes spéciaux chargés d'examiner les différends soumis par Cuba et l'Indonésie au sujet des mêmes mesures de l'Australie (DS458 et DS467, respectivement) n'ont pas fait l'objet d'un appel. Ces rapports de Groupes spéciaux ont donc été adoptés par l'Organe de règlement des différends le 27 août 2018.

⁶³ https://www.wto.org/french/news_f/news19_f/tra_15nov19_f.htm.

bref film d'information sur ePing sont également disponibles sur le site Web ePing. De plus, un flyer de deux pages sur ePing est disponible en sept langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe) et peut être téléchargé sur le site Web ePing, sous la rubrique "Matériel de référence".

6.3. Par ailleurs, 14 modules sur les OTC ont été dispensés en 2019 dans le cadre du programme des différentes activités d'assistance technique de l'OMC plus générales, y compris des cours de politique commerciale régionaux ou organisés à Genève. Enfin, en 2019, trois cours de formation à distance axés spécifiquement sur l'Accord OTC ont été organisés.

ANNEXE

A. Notifications présentées, par Membre, 1995-2019¹

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2019	Addenda et corrigenda présentés en 2019	Révisions présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Afghanistan	0	0	0	0	2
Afrique du Sud	7	5	4	16	385
Albanie	5	0	0	5	93
Allemagne	2	0	0	2	27
Angola	0	0	0	0	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	0
Arabie saoudite, Royaume d'	21	9	4	34	1 146
Argentine	27	68	0	95	817
Arménie	0	0	0	0	92
Australie	6	3	0	9	231
Autriche	0	0	0	0	4
Bahreïn, Royaume de	11	1	0	12	575
Bangladesh	2	0	0	2	2
Barbade	0	0	0	0	10
Belgique	2	0	0	2	211
Belize	0	0	0	0	12
Bénin	0	0	0	0	2
Bolivie, État plurinational de	6	9	0	15	58
Botswana	8	0	0	8	111
Bésil	98	102	0	200	1 926
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	2
Bulgarie	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0	0	0	0	0
Burundi	48	0	0	48	61
Cabo Verde	0	0	0	0	0
Cambodge	0	0	0	0	22
Cameroun	0	0	0	0	8
Canada	28	14	1	43	1 108
Chili	46	34	0	80	786
Chine	91	0	0	91	1 469
Chypre	0	0	0	0	1
Colombie	5	19	0	24	679
Congo	0	0	0	0	3
Corée, République de	65	4	0	69	1 035
Costa Rica	3	10	0	13	267
Côte d'Ivoire	17	0	0	17	17
Croatie	0	0	0	0	39
Cuba	1	0	0	1	21
Danemark	0	0	0	0	252
Djibouti	0	0	0	0	0
Dominique	0	0	0	0	15
Égypte	36	35	0	71	373
El Salvador	1	7	0	8	305
Émirats arabes unis	14	2	0	16	474
Équateur	135	133	63	331	1 380
Espagne	1	1	0	2	78
Estonie	0	0	0	0	15
Eswatini	8	0	0	8	9
États-Unis d'Amérique	121	143	6	270	3 738
Fédération de Russie	4	2	0	6	95
Fidji	0	0	0	0	1
Finlande	22	0	0	22	99
France	3	0	0	3	258
Gabon	0	0	0	0	2
Gambie	3	0	0	3	5
Géorgie	0	0	0	0	106
Ghana	5	0	0	5	17
Grèce	0	0	0	0	0

¹ Ce tableau n'inclut pas les notifications supplémentaires.

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2019	Addenda et corrigenda présentés en 2019	Révisions présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
Grenade	8	0	0	8	28
Guatemala	2	7	0	9	133
Guinée	0	0	0	0	1
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Guyana	33	2	0	35	56
Haïti	0	0	0	0	1
Honduras	3	10	0	13	126
Hong Kong, Chine	1	0	0	1	95
Hongrie	1	0	0	1	36
Îles Salomon	0	0	0	0	0
Inde	31	0	1	32	185
Indonésie	5	5	2	12	251
Irlande	0	0	0	0	5
Islande	0	0	0	0	2
Israël	66	1	0	67	1 326
Italie	2	0	0	2	36
Jamaïque	3	0	0	3	113
Japon	29	7	1	37	935
Jordanie	0	0	0	0	48
Kazakhstan	3	0	0	3	26
Kenya	170	24	0	194	981
Koweït, État du	81	1	0	82	542
Lesotho	0	0	0	0	0
Lettonie	0	0	0	0	31
Libéria	0	0	0	0	3
Liechtenstein	0	0	0	0	0
Lituanie	1	0	0	1	40
Luxembourg	0	0	0	0	0
Macao, Chine	12	2	0	14	20
Macédoine du Nord	0	0	0	0	8
Madagascar	0	0	0	0	0
Malaisie	16	1	0	17	272
Malawi	21	0	0	21	39
Maldives	0	0	0	0	0
Mali	0	0	0	0	2
Malte	0	0	0	0	0
Maroc	2	0	0	2	28
Maurice	2	0	0	2	11
Mauritanie	0	0	0	0	0
Mexique	17	35	0	52	1 185
Moldova, République de	3	0	0	3	54
Mongolie	4	0	0	4	11
Monténégro	15	0	0	15	15
Mozambique	1	0	0	1	15
Myanmar	0	0	0	0	2
Namibie	0	1	0	1	3
Népal	3	0	0	3	9
Nicaragua	1	7	0	8	200
Niger	0	0	0	0	0
Nigéria	0	0	0	0	8
Norvège	0	0	0	0	89
Nouvelle-Zélande	11	3	0	14	164
Oman	11	1	0	12	412
Ouganda	146	296	0	442	1 787
Pakistan	0	0	0	0	119
Panama	7	14	0	21	125
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	1
Paraguay	8	1	0	9	139
Pays-Bas	0	0	0	0	630
Pérou	10	22	0	32	165
Philippines	21	1	1	23	304
Pologne	0	0	0	0	7
Portugal	0	0	0	0	1
Qatar	9	1	0	10	605
République centrafricaine	0	0	0	0	10

Membres	Notifications ordinaires présentées en 2019	Addenda et corrigenda présentés en 2019	Révisions présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées en 2019	Nombre total de notifications présentées depuis 1995
République démocratique du Congo	0	0	0	0	0
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	1
République dominicaine	4	0	0	4	280
République kirghize	0	0	0	0	49
République slovaque	0	0	0	0	54
République tchèque	18	28	0	46	466
Roumanie	0	0	0	0	94
Royaume-Uni	1	0	0	1	55
Rwanda	69	0	0	69	289
Saint-Kitts-et-Nevis	1	0	0	1	57
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	0	0	0	13
Sainte-Lucie	0	0	0	0	0
Samoa	1	0	0	1	1
Sénégal	0	0	0	0	14
Seychelles	0	0	0	0	4
Sierra Leone	0	0	0	0	0
Singapour	3	2	0	5	77
Slovénie	7	0	0	7	122
Sri Lanka	1	0	0	1	54
Suède	2	0	0	2	233
Suisse	8	1	0	9	330
Suriname	0	0	0	0	1
Tadjikistan	0	0	0	0	6
Taipei chinois	51	55	1	107	637
Tanzanie	137	2	0	139	375
Tchad	0	0	0	0	0
Thaïlande	33	13	1	47	811
Togo	0	0	0	0	2
Tonga	0	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	3	0	1	4	137
Tunisie	1	0	0	1	29
Turquie	9	5	1	15	176
Ukraine	15	15	0	30	241
Union européenne	58	4	0	62	1 638
Uruguay	10	4	1	15	42
Vanuatu	1	0	0	1	1
Venezuela, République bolivarienne du	0	0	0	0	35
Viet Nam	20	2	0	22	173
Yémen	10	1	0	11	171
Zambie	0	0	0	0	88
Zimbabwe	0	0	0	0	1
Total général	2 074	1 175	88	3 337	36 641

B. Recommandation révisée du Comité sur l'utilisation cohérente des modèles de notification²

Le Comité des obstacles techniques au commerce fait la recommandation révisée ci-après, qui vise à améliorer la cohérence dans l'utilisation des modèles de notification:

Type	Description
Nouvelle notification	Les Membres devraient utiliser une nouvelle notification ³ pour notifier le texte d'un projet de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité (ci-après dénommé la "mesure notifiée"). Si la mesure notifiée concerne une mesure déjà notifiée (c'est-à-dire si elle modifie ou complète une mesure adoptée ou qu'elle remplace une mesure retirée ou abrogée), la ou les cotes de la ou des notifications connexes devraient être indiquées dans la case 8 de la nouvelle notification.
Addendum	Les Membres devraient utiliser un addendum (voir le modèle en annexe) pour notifier des renseignements additionnels concernant une notification ou le texte d'une mesure notifiée, y compris si: <ul style="list-style-type: none"> le délai pour la présentation des observations a été modifié (par exemple prorogé ou rouvert); la mesure notifiée est adoptée, est publiée ou entre en vigueur, en particulier dans les cas où les dates pertinentes n'ont pas été indiquées dans la notification initiale ou qu'elles ont été modifiées. Les Membres sont encouragés à indiquer de quelle manière le texte final de la mesure peut être obtenu, y compris en fournissant l'adresse du site Web pertinent; la mesure notifiée est retirée ou abrogée. Si elle est remplacée par une nouvelle mesure, la cote de la nouvelle notification correspondante devrait dans la mesure du possible être indiquée; la teneur ou la portée d'une mesure notifiée est partiellement modifiée ou amendée. Dans ce cas, les Membres devraient envisager l'ouverture d'une nouvelle période pour la présentation d'observations; des règles d'interprétation sont publiées; et d'autres renseignements additionnels pertinents et utiles directement liés à une notification ou à une mesure notifiée ont été rendus publics mais ne peuvent pas être considérés comme un corrigendum, une révision ou un supplément.
Corrigendum	Les Membres devraient utiliser un corrigendum pour corriger les erreurs administratives ou matérielles mineures (qui n'impliquent aucune modification du sens du contenu): <ul style="list-style-type: none"> dans une notification ou dans les addenda ou révisions ultérieurs correspondants; et dans le texte de la mesure notifiée.
Révision	Les Membres devraient utiliser une révision pour indiquer que la mesure notifiée a été substantiellement remaniée avant son adoption ou son entrée en vigueur. Une révision remplace la notification initiale. Une révision devrait habituellement entraîner l'ouverture d'une nouvelle période pour la présentation d'observations.
Supplément	Les Membres devraient utiliser un supplément pour indiquer qu'il existe une traduction non officielle des mesures notifiées. ⁴

² [G/TBT/35/Rev.1](#), 21 novembre 2019.

³ Par "notification", on entend tout document officiel de l'OMC faisant partie de la série de documents "G/TBT/N/[code pays à trois chiffres]/#".

⁴ En 2007, le Comité OTC est convenu ([G/TBT/M/43](#), section II.C.3, 21 janvier 2008) que les Membres devaient utiliser les modèles prévus pour les traductions non officielles qui figurent dans le document [G/TBT/1/Rev.11](#), annexe 5 – Traductions non officielles. On trouvera dans le document [G/TBT/GEN/66](#) des renseignements plus détaillés.



[G/TBT/N/\[Member\]/\[X\]/Add.\[X\]](#)

[Date]

(##-####)

Page: 1/1

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: Langue

NOTIFICATION

Addendum

La communication ci-après, datée du [date], est distribuée à la demande de la délégation de [Membre].

Intitulé: [mesure notifiée]

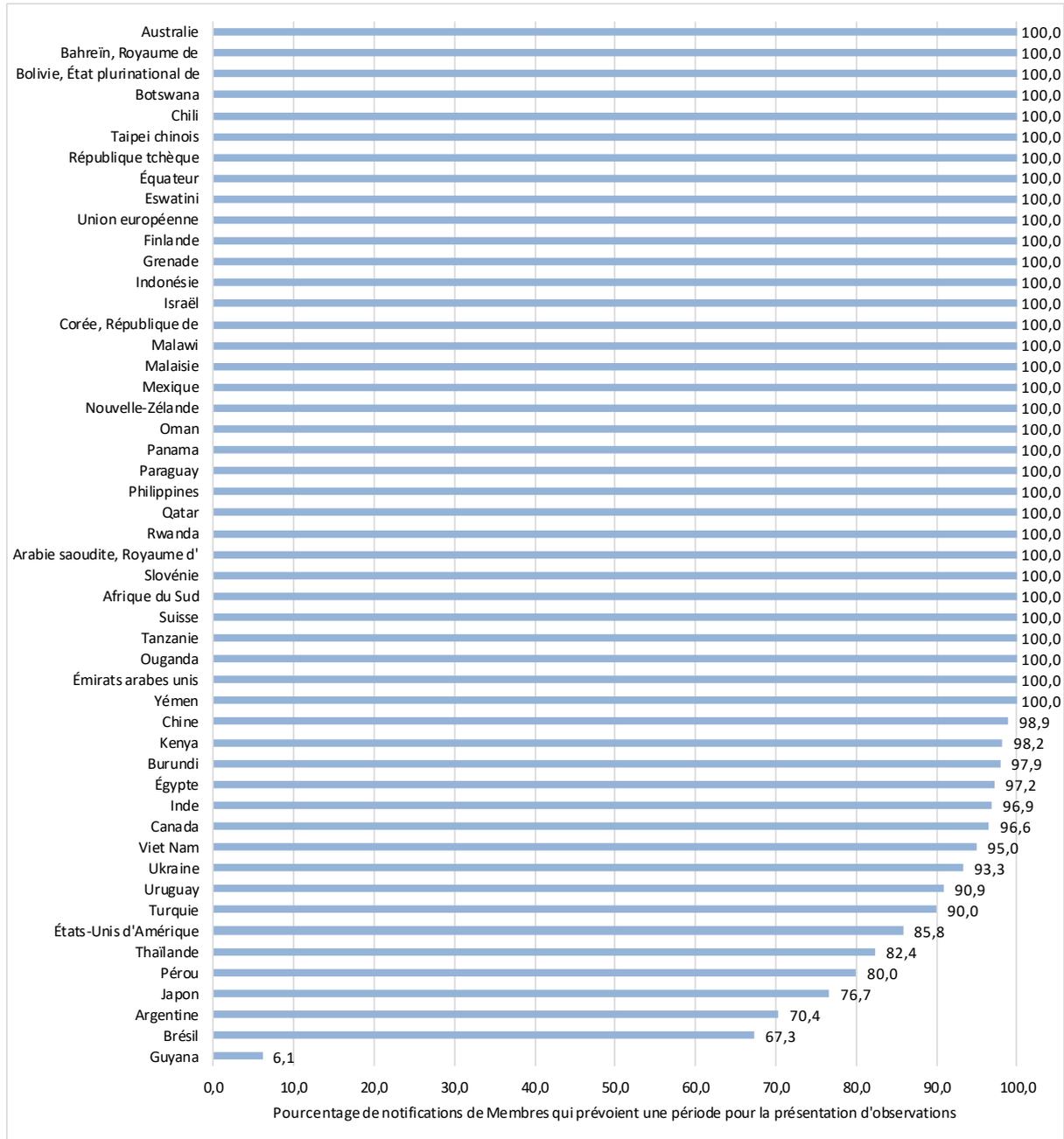
Motif de l'addendum:	
<input type="checkbox"/>	Modification du délai pour la présentation des observations – date:
<input type="checkbox"/>	Adoption de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Publication de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Entrée en vigueur de la mesure notifiée – date:
<input type="checkbox"/>	Accès au texte final de la mesure ⁵ : [Site Web/pièce(s) jointe(s) envoyée(s) au RCN, en format pdf ⁶ /texte libre]
<input type="checkbox"/>	Retrait ou abrogation de la mesure notifiée – date: Cote pertinente si la mesure fait l'objet d'une nouvelle notification:
<input type="checkbox"/>	Modification de la teneur ou du champ d'application de la mesure notifiée Nouveau délai pour la présentation des observations (le cas échéant):
<input type="checkbox"/>	Publication de directives d'interprétation et accès au texte: [Site Web/pièce(s) jointe(s) envoyée(s) au RCN, en format pdf ² /texte libre]
<input type="checkbox"/>	Autres:

Description: [Texte libre – bref résumé]

⁵ Il est possible d'indiquer une adresse de site Web, de joindre un fichier en format pdf ou de fournir tout autre renseignement permettant d'accéder au texte de la mesure finale.

⁶ Voir le document [G/TBT/GEN/65](#), 14 décembre 2007.

C. Pourcentage de notifications qui prévoient une période pour la présentation d'observations, par Membre, 2019⁷



⁷ Ce graphique inclut uniquement les Membres qui ont notifié au moins cinq nouvelles notifications ou révisions en 2019.

D. Résumé des PCS soulevées en 2019

Le tableau ci-après contient la liste des 185 préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC en 2019 (dont 85 PCS individuelles). La deuxième colonne indique l'intitulé de la préoccupation commerciale spécifique.

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
274	Inde – Nouvelles règles liées aux télécommunications (Département des télécommunications, n° 842-725/2005 VAS/vol. III (3 décembre 2009); n° 10-15/2009 AS III/193 (18 mars 2010); et n° 10-15/2009 AS.III/vol. II/(Pt.)/(25 29) (28 juillet 2010); Département des télécommunications, n° 10-15/2009 AS.III/vol. II/(Pt.)/(30) (28 juillet 2010) et modèle de "contrat de sécurité et de continuité d'exploitation") (ID 274)	13 novembre 2019	4	28	3
294	Chine – Prescriptions applicables aux produits relatifs à la sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) (ID 294)	13 novembre 2019	7	27	3
332	Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332)	13 novembre 2019	9	24	3
328	Indonésie – Lignes directrices techniques pour l'adoption et l'application des normes obligatoires indonésiennes en matière de sécurité des jouets (ID 328)	13 novembre 2019	5	24	3
345	Union européenne – Projet de règlement d'exécution modifiant le Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole (ID 345)	13 novembre 2019	7	22	3
367	Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) (ID 367)	13 novembre 2019	8	21	3

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
393	Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations (ID 393)	13 novembre 2019	20	20	3
428	Chine – Règlements sur la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État) (ID 428)	13 novembre 2019	5	17	3
466	Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466)	13 novembre 2019	4	14	3
489	Chine – Réglementation des technologies de l'information et de la communication de la Commission de réglementation de l'assurance (CIRC) (ID 489)	13 novembre 2019	6	13	3
477	Chine – Mesures provisoires pour la gestion de la qualité du charbon commercial (ID 477)	13 novembre 2019	2	13	3
494	Inde – Projet de règlement de 2015 sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (Normes pour les boissons alcooliques) (ID 494)	13 novembre 2019	12	12	3
502	Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal (ID 502)	13 novembre 2019	6	12	3
497	Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497)	13 novembre 2019	3	12	3
505	Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015) (ID 505)	13 novembre 2019	14	11	3
509	Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles (ID 509)	13 novembre 2019	1	11	3
511	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu – Projet de loi sur l'agriculture biologique (ID 511)	13 novembre 2019	1	11	3
516	Irlande – Projet de loi sur la santé publique (alcool) de 2015 (ID 516)	13 novembre 2019	7	10	3
526	Chine – Loi relative à la cybersécurité (ID 526)	13 novembre 2019	8	9	3
524	Union européenne – Production biologique et étiquetage – Maté (erva mate) (ID 524)	13 novembre 2019	1	9	3
539	Union européenne – Dioxyde de titane: Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage), annexe VI, partie 2 (ID 539)	13 novembre 2019	8	8	3
533	Chine –Administration du cyberspace de la Chine – Projet de mesures d'application de l'examen de cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533)	13 novembre 2019	6	8	3

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
535	Union européenne – Règlement (CE) n° 1107/2009 – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active picoxystrobine (ID 535)	13 novembre 2019	6	8	3
534	Chine – Projet de loi révisé sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534)	13 novembre 2019	5	8	3
547	Chine – Prescriptions en matière de certification des produits alimentaires transformés (ID 547)	13 novembre 2019	9	7	3
549	Viet Nam – Décret établissant les conditions applicables à la fabrication, à l'assemblage et à l'importation de véhicules automobiles et aux services de garantie et d'entretien des véhicules automobiles (ID 549)	13 novembre 2019	7	7	3
544	Viet Nam – Mesures concernant la cybersécurité (ID 544)	13 novembre 2019	6	7	3
545	Chine – Catalogue des déchets solides dont l'importation en Chine est interdite (ID 545)	13 novembre 2019	6	7	3
546	Inde – Règles modifiées pour les importations de jouets (ID 546)	13 novembre 2019	6	7	3
553	Union européenne – Modifications apportées à la Directive 2009/28/CE relative à l'énergie produite à partir de sources renouvelables (ID 553)	13 novembre 2019	10	6	3
555	Union européenne – Application du Règlement n° 1169/2011 et du Règlement (CE) n° 1924/2006 concernant l'étiquetage des denrées alimentaires, sans interdiction ni examen de l'usage des étiquettes "sans huile de palme" (ID 555)	13 novembre 2019	8	6	3
556	Thaïlande – Nouvelles prescriptions en matière de certification au titre de la Notification du Ministère thaïlandais des finances relative à l'importation de spiritueux dans le Royaume de Thaïlande (2560 E.B.) (ID 556)	13 novembre 2019	8	6	3
557	Brésil – Projet de décision technique n° 51 du 7 avril 2017 sur l'étiquetage des boissons et des dérivés du vin et du raisin (ID 557)	13 novembre 2019	1	5	3
559	États-Unis – Certification TSA des appareils de contrôle de sécurité (ID 559)	13 novembre 2019	1	5	3

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
567	Fédération de Russie – Loi fédérale n° 487-FZ prévoyant un cadre pour l'utilisation globale d'un étiquetage spécial et la traçabilité des marchandises et Décision n° 792 r spécifiant les marchandises auxquelles l'étiquetage s'applique et les dates d'introduction de l'étiquetage obligatoire (ID 567)	13 novembre 2019	2	4	3
568	Brésil – Règlement technique n° 14 du 8 février 2018, qui établit les normes officielles supplémentaires concernant l'identité et la qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, ainsi que les prescriptions applicables et Règlement technique n° 48 du 31 août 2018, porté au Journal officiel le 10 septembre 2018 (ID 568)	13 novembre 2019	2	4	3
579	Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide) (ID 579)	13 novembre 2019	10	3	3
580	Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580)	13 novembre 2019	10	3	3
577	République de Corée – Texte de mise en garde et mises en garde sanitaires explicites sur les boissons alcooliques (ID 577)	13 novembre 2019	6	3	3
578	Uruguay – Étiquetage des aliments emballés (ID 578)	13 novembre 2019	5	3	3
576	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (projet) (ID 576)	13 novembre 2019	4	3	3
575	Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) n° 642/2009 de la Commission (et ses annexes) (ID 575)	13 novembre 2019	3	3	3
566	Chili – Document de consultation publique concernant le projet de loi établissant des normes pour l'élaboration, la désignation et l'étiquetage des produits laitiers ou dérivés du lait (ID 566)	13 novembre 2019	3	3	2
583	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux produits en matières plastiques oxobiodégradables (ID 583)	13 novembre 2019	2	3	3

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
590	Uruguay – Analyse de produits importés – Décision du Conseil d'administration de l'Institut national de la viticulture (INAVI) du 14 février 2019. Décision du Conseil d'administration de l'INAVI prolongeant l'application jusqu'au 1 ^{er} mai 2019 – eau exogène dans le vin (ID 590)	13 novembre 2019	5	2	2
589	Royaume d'Arabie saoudite – Limite supérieure relative au sucre ajouté dans certains produits alimentaires (ID 589)	13 novembre 2019	4	2	2
594	Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic <i>in vitro</i> (ID 594)	13 novembre 2019	2	2	2
588	République de Corée – Règlement sur la classification des emballages recyclés (ID 588)	13 novembre 2019	2	2	2
585	Union européenne – Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord (ID 585)	13 novembre 2019	1	2	2
592	Union européenne – Préoccupations concernant la réglementation relative aux exigences en matière d'écoconception pour divers produits dans l'UE (ID 592)	13 novembre 2019	1	2	2
596	Union européenne – Projet de Règlement révisé de l'Union européenne établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources d'alimentation externes (IMS ID 596)	13 novembre 2019	1	1	1
597	Brésil – Arrêté n° 79 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (MAPA), du 13 mai 2019, ouvrant une consultation publique en vue de modifier le Règlement technique n° 67, du 5 novembre 2018, établissant les procédures et les prescriptions régissant la certification à l'exportation et à l'importation de boissons, de produits obtenus par fermentation acétique, de vins et de produits dérivés du vin et du raisin (IMS ID 597)	13 novembre 2019	1	1	1
600	Ghana – Procédure administrative pour l'homologation d'un modèle de véhicule automobile et de ses variantes (IMS ID 600)	13 novembre 2019	1	1	1

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
607	Pakistan – Modification de la Loi pakistanaise de 1950 sur le contrôle des importations et des exportations: Décret réglementaire spécial (SRO) n° 237 sur l'étiquetage, la durée de conservation et la certification halal (IMS ID 607)	13 novembre 2019	1	1	1
602	Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (IMS ID 602)	13 novembre 2019	1	1	1
603	Turquie – Projet de modification du règlement sur les produits cosmétiques (IMS ID 603)	13 novembre 2019	1	1	1
598	Inde – Décret de 2018 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties (IMS ID 598)	13 novembre 2019	1	1	1
605	Royaume d'Arabie saoudite – Exigences relatives à la performance énergétique et étiquetage des sèche-linge électriques (IMS ID 605)	13 novembre 2019	1	1	1
599	Équateur – Exigences en matière d'efficacité énergétique des sèche-linge à usage domestique (IMS ID 599)	13 novembre 2019	1	1	1
601	États-Unis – Modernisation de la réglementation sur l'étiquetage et la publicité des vins, des eaux-de-vie distillées et des boissons maltées (IMS ID 601)	13 novembre 2019	1	1	1
606	République de Corée – Loi sur la gestion des eaux de ballast (IMS ID 606)	13 novembre 2019	1	1	1
604	Brésil – Ordonnance n° 259 du 27 mai 2019 corrigeant et actualisant les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité visant les dispositifs médicaux soumis au système de surveillance sanitaire prévu par l'Ordonnance n° 54 du 1 ^{er} février 2016 (IMS ID 604)	13 novembre 2019	1	1	1
486	Inde – Décret de 2015 relatif aux produits en acier (Contrôle de la qualité) (ID 486)	20 juin 2019	1	12	2
493	Chine – Règlement relatif à l'enregistrement des préparations pour nourrissons et des préparations de suite (ID 493)	20 juin 2019	6	11	2
512	Union européenne – Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (ID 512)	20 juin 2019	6	10	2
552	Israël – Addendum au Règlement relatif au secteur pharmaceutique (Cosmétiques 5778-2018) (ID 552)	20 juin 2019	4	5	2
558	Inde – Essai et certification des télégraphes (Règles de l'Inde (modificatives) sur la télégraphie, 2017) (ID 558)	20 juin 2019	2	4	2

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
565	Union européenne – Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles et des procédures concernant le respect et l'application effective de la législation d'harmonisation de l'Union relative aux produits et modifiant les règlements pertinents (ID 565)	20 juin 2019	3	3	2
571	Égypte – Exigences halal pour les parties et abats de volailles (ID 571)	20 juin 2019	1	3	2
569	République dominicaine – Réglementation relative aux produits cosmétiques et d'hygiène (ID 569)	20 juin 2019	3	2	1
570	Chili – Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à la notification des substances chimiques et de leurs mélanges (ID 570)	20 juin 2019	1	2	1
587	Inde – Ordonnance sur les jouets (contrôle de la qualité) de 2019 (ID 587)	20 juin 2019	3	1	1
584	Chine – Règlement relatif à l'inspection des cosmétiques lors de l'enregistrement de la demande d'agrément (ID 584)	20 juin 2019	3	1	1
586	Inde – Notification du projet de règlement sur les produits cosmétiques de 2018 portant modification de la Loi indienne sur les médicaments et les produits cosmétiques de 1940 (ID 586)	20 juin 2019	2	1	1
593	Union européenne – Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation et l'étiquetage des boissons spiritueuses, l'utilisation des noms de boissons spiritueuses dans la présentation et l'étiquetage d'autres denrées alimentaires, la protection des indications géographiques relatives aux boissons spiritueuses et l'utilisation d'alcool éthylique et de distillats d'origine agricole, abrogeant le Règlement (CE) n° 110/2008 (ID 593)	20 juin 2019	1	1	1
591	Union européenne – Règles de définition des catégories d'empreinte environnementale des produits (PEFCR) (ID 591)	20 juin 2019	1	1	1
595	Inde – Teneur en humidité de <i>Cassia Vera (Cinnamomum burmanii)</i> (ID 595)	20 juin 2019	1	1	1
418	Fédération de Russie – Sécurité des produits pour enfants et adolescents (ID 418)	6 mars 2019	3	16	1

Symbole	Intitulé	Date à laquelle la PCS a été soulevée la dernière fois	Nombre de Membres qui ont soulevé la PCS	Fréquence à laquelle la PCS a été soulevée (1995-2019)	Nombre de fois où la PCS a été soulevée (2019)
521	Fédération de Russie, Kazakhstan, République kirghize – Produits pharmaceutiques – Résolution n° 1314 du gouvernement de la Fédération de Russie sur la détermination de la conformité des fabricants de médicaments avec les prescriptions des bonnes pratiques de fabrication (non notifiée); projets de décisions du Conseil de l'Union économique eurasiatique (ID 521)	6 mars 2019	3	8	1
551	Chine – Norme environnementale relative au contrôle des déchets solides importés en tant que matières premières (ID 551)	6 mars 2019	5	4	1
572	Royaume de Bahreïn, État du Koweït, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, Oman, Émirats arabes unis, Yémen – Règlement technique du Conseil de coopération du Golfe relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ID 572)	6 mars 2019	2	2	1
573	Israël – Projet de loi sur les restrictions applicables à la publicité et à la commercialisation des produits du tabac (modification n° 7, 5778-2018) (ID 573)	6 mars 2019	1	1	1
574	Trinité-et-Tobago – Règlement relatif à l'interdiction de la commercialisation et de l'importation de produits en plastique polystyrène (ID 574)	6 mars 2019	1	1	1
581	Jamaïque – Règlements sur l'interdiction des produits en matières plastiques à usage unique (ID 581)	6 mars 2019	1	1	1
582	République de Corée – Règlement relatif à l'efficacité énergétique des appareils électriques (ID 582)	6 mars 2019	1	1	1
Total					185

E. Aperçu des nouvelles PCS soulevées en 2019

Le tableau ci-après fournit des détails supplémentaires sur les nouvelles préoccupations commerciales spécifiques soulevées en 2019.

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Limite supérieure relative au sucre ajouté dans certains produits alimentaires (ID 589)	Information des consommateurs, étiquetage	Produits alimentaires en général	États-Unis Fédération de Russie Suisse UE
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Exigences relatives à la performance énergétique et étiquetage des sèche-linge électriques (IMS ID 605)	Information des consommateurs, étiquetage, protection de l'environnement	Sèche-linge électriques (ICS 97.060)	Corée
Arabie saoudite, Royaume d'	Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux produits en matières plastiques oxobiodégradables (ID 583)	Protection de l'environnement	Produits en matières plastiques oxobiodégradables	États-Unis UE
Brésil	Brésil – Arrêté n° 79 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement (MAPA), du 13 mai 2019, ouvrant une consultation publique en vue de modifier le Règlement technique n° 67, du 5 novembre 2018, établissant les procédures et les prescriptions régissant la certification à l'exportation et à l'importation de boissons, de produits obtenus par fermentation acétique, de vins et de produits dérivés du vin et du raisin (IMS ID 597)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, prescriptions en matière de qualité	Boissons, produits obtenus par fermentation acétique, vins et produits dérivés du vin et du raisin (SH 2009; 2204; 2205; 2206; 2207; 2208; 2209)	États-Unis
Brésil	Brésil – Ordonnance n° 259 du 27 mai 2019 corrigeant et actualisant les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité visant les dispositifs médicaux soumis au système de surveillance sanitaire prévu par l'Ordonnance n° 54 du 1 ^{er} février 2016 (IMS ID 604)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Dispositifs médicaux	États-Unis

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Chine	Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques (projet) (ID 576)	Information des consommateurs, étiquetage, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, prescriptions en matière de qualité	Produits cosmétiques (SH 33)	Corée États-Unis Japon UE
Chine	Chine – Règlement relatif à l'inspection des cosmétiques lors de l'enregistrement de la demande d'agrément (ID 584)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cosmétiques	Corée États-Unis Japon
Corée, République de	République de Corée – Loi sur la gestion des eaux de ballast (IMS ID 606)	Non spécifié	Eaux de ballast	UE
Corée, République de	République de Corée – Règlement sur la classification des emballages recyclés (ID 588)	Protection de l'environnement	Emballages	Canada États-Unis
Corée, République de	République de Corée – Règlement relatif à l'efficacité énergétique des appareils électriques (ID 582)	Information des consommateurs, étiquetage, protection de l'environnement	Machines à laver le linge	Chine
Corée, République de	République de Corée – Texte de mise en garde et mises en garde sanitaires explicites sur les boissons alcooliques (ID 577)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Boissons alcooliques	Australie Canada États-Unis Japon Mexique UE
Équateur	Équateur – Exigences en matière d'efficacité énergétique des sèche-linge à usage domestique (IMS ID 599)	Information des consommateurs, étiquetage, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs, protection de l'environnement	Sèche-linge (SH 84512)	Corée
États-Unis d'Amérique	États-Unis – Modernisation de la réglementation sur l'étiquetage et la publicité des vins, des eaux-de-vie distillées et des boissons maltées (IMS ID 601)	Information des consommateurs, étiquetage, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Vins, eaux-de-vie distillées et boissons maltées (SH 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208; ICS 67.160)	UE
Ghana	Ghana – Procédure administrative pour l'homologation d'un modèle de véhicule automobile et de ses variantes (IMS ID 600)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de l'environnement	Véhicule automobile	États-Unis

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Inde	Inde – Décret de 2018 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et de leurs parties (IMS ID 598)	Autres, protection de l'environnement, protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Climatiseurs individuels: Partie 2 – Climatiseurs split/climatiseurs individuels – Partie 1: Climatiseurs autonomes/climatiseurs monoblocs/compresseurs hermétiques/thermostats pour réfrigérateurs, climatiseurs, refroidisseurs d'eau et refroidisseurs de boissons/échangeurs de chaleur à ailettes pour climatiseurs individuels	Corée
Inde	Inde – Teneur en humidité de Cassia Vera (<i>Cinnamomum burmanii</i>) (ID 595)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Cassia Vera (<i>Cinnamomum burmanii</i>)	Indonésie
Inde	Inde – Notification du projet de règlement sur les produits cosmétiques de 2018 portant modification de la Loi indienne sur les médicaments et les produits cosmétiques de 1940 (ID 586)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Produits cosmétiques	États-Unis UE
Inde	Inde – Ordonnance sur les jouets (contrôle de la qualité) de 2019 (ID 587)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Jouets	Canada États-Unis UE
Israël	Israël – Projet de loi sur les restrictions applicables à la publicité et à la commercialisation des produits du tabac (modification n° 7, 5778 2018) (ID 573)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Produits du tabac	République dominicaine
Jamaïque	Jamaïque – Règlements sur l'interdiction des produits en matières plastiques à usage unique (ID 581)	Non spécifié	Matériaux d'emballage en plastique	République dominicaine
Pakistan	Pakistan – Modification de la Loi pakistanaise de 1950 sur le contrôle des importations et des exportations: Décret réglementaire spécial (SRO) n° 237 sur l'étiquetage, la durée de conservation et la certification halal (IMS ID 607)	Non spécifié	Produits alimentaires en général	États-Unis
Qatar	Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (IMS ID 602)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Fromage	États-Unis

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Trinité-et-Tobago	Trinité-et-Tobago – Règlement relatif à l'interdiction de la commercialisation et de l'importation de produits en plastique polystyrène (ID 574)	Non spécifié	Produits en polystyrène	République dominicaine
Turquie	Turquie – Projet de modification du règlement sur les produits cosmétiques (IMS ID 603)	Harmonisation, information des consommateurs, étiquetage	Produits cosmétiques	États-Unis
Union européenne	Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide) (ID 579)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes, protection de la vie ou de la santé des animaux et préservation des végétaux, protection de l'environnement	Chlorothalonil	Brésil Canada Colombie Costa Rica Équateur États-Unis Guatemala Honduras Panama Paraguay
Union européenne	Union européenne – Règlement délégué (UE)n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord (ID 585)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Aéronefs sans équipage à bord	Chine
Union européenne	Union européenne – Préoccupations concernant la réglementation relative aux exigences en matière d'écoconception pour divers produits dans l'UE (ID 592)	Protection de l'environnement	Produits d'éclairage; sources lumineuses; lave-vaisselle ménagers; lave-linge et lave-linge séchants à usage domestique	Chine
Union européenne	Union européenne – Projet de Règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique, conformément à la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil, modifiant le Règlement (CE) n° 1275/2008 de la Commission et abrogeant le Règlement (CE) n° 642/2009 de la Commission (et ses annexes) (ID 575)	Protection de l'environnement	Dispositifs d'affichage électronique	Chine États-Unis Japon
Union européenne	Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic <i>in vitro</i> (ID 594)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Dispositifs médicaux de diagnostic <i>in vitro</i>	Canada États-Unis

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Union européenne	Union européenne – Règles de définition des catégories d'empreinte environnementale des produits (PEFCR) (ID 591)	Protection de l'environnement	Produits intermédiaires du papier	Indonésie
Union européenne	Union européenne – Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation et l'étiquetage des boissons spiritueuses, l'utilisation des noms de boissons spiritueuses dans la présentation et l'étiquetage d'autres denrées alimentaires, la protection des indications géographiques relatives aux boissons spiritueuses et l'utilisation d'alcool éthylique et de distillats d'origine agricole, abrogeant le Règlement (CE) n° 110/2008 (ID 593)	Non spécifié	Boissons spiritueuses	Guyana
Union européenne	Union européenne – Projet de Règlement révisé de l'Union européenne établissant des exigences en matière d'écoconception pour les sources d'alimentation externes (IMS ID 596)	Protection de l'environnement	Sources d'alimentation externes	Chine
Union européenne	Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Pesticides (buprofézine)	Brésil Canada Colombie Costa Rica El Salvador Équateur États-Unis Guatemala Panama Paraguay
Uruguay	Uruguay – Analyse de produits importés – Décision du Conseil d'administration de l'Institut national de la viticulture (INAVI) du 14 février 2019. Décision du Conseil d'administration de l'INAVI prolongeant l'application jusqu'au 1 ^{er} mai 2019 – eau exogène dans le vin (ID 590)	Prévention de pratiques de nature à induire en erreur et protection des consommateurs	Tous les produits vitivinicoles	Afrique du Sud Australie Chili États-Unis Nouvelle-Zélande

Membre visé par la PCS	Intitulé de la PCS	Objectif déclaré	Produits visés	Membre(s) soulevant la PCS
Uruguay	Uruguay – Étiquetage des aliments emballés (ID 578)	Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	Aliments emballés en l'absence du client et prêts à être proposés aux consommateurs sur le territoire national	Colombie Costa Rica États-Unis Guatemala UE

F. Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2

L'article 15.2 de l'Accord OTC dispose que:

"Dans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord. Il notifiera aussi au Comité toute modification ultérieure de ces mesures."

Le tableau ci-après contient une liste des Membres ayant présenté une communication concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord au titre de l'article 15.2 depuis 1995. À ce jour, 142 Membres ont présenté au moins une communication.

Membres	Document	Date
Afghanistan	G/TBT/2/Add.126	11 juin 2018
Afrique du Sud	G/TBT/2/Add.60	14 juillet 2000
	G/TBT/2/Add.60/Rev.1	14 mars 2012
	G/TBT/2/Add.60/Rev.2	14 avril 2016
Albanie	G/TBT/2/Add.99	15 mai 2008
Antigua-et-Barbuda	G/TBT/2/Add.66	7 mars 2002
Arabie saoudite, Royaume d'	G/TBT/2/Add.89	19 mai 2006
Argentine	G/TBT/2/Add.21	4 septembre 1996
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.1	11 février 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.2	20 avril 1999
	G/TBT/2/Add.21/Suppl.3	29 août 2003
Arménie	G/TBT/2/Add.75	6 août 2003
	G/TBT/2/Add.75/Rev.1	10 août 2004
Australie	G/TBT/2/Add.8	31 mai 1996
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1	29 mai 2001
	G/TBT/2/Add.8/Rev.1/Suppl.1	21 juin 2001
Bahreïn, Royaume de	G/TBT/2/Add.19	2 août 1996
Bangladesh	G/TBT/2/Add.88	19 mai 2006
Barbade	G/TBT/2/Add.48	24 septembre 1998
Belize	G/TBT/2/Add.104	20 août 2010
Bolivie, État plurinational de	G/TBT/2/Add.43	20 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.43/Suppl.1	18 septembre 1998
Botswana	G/TBT/2/Add.97	30 octobre 2007
Brésil	G/TBT/2/Add.26	29 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1	28 octobre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.1/Suppl.1	18 décembre 2002
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2	26 juin 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.1	7 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.26/Rev.2/Suppl.2	6 novembre 2006
Brunéi Darussalam	G/TBT/2/Add.119	24 octobre 2016
Bulgarie	G/TBT/2/Add.32	23 mai 1997
	G/TBT/2/Add.32/Rev.1	12 octobre 2000
	G/TBT/2/Add.32/Rev.2	16 juillet 2003
	G/TBT/2/Add.32/Rev.3	15 décembre 2006
Burundi	G/TBT/2/Add.18	25 juillet 2016
Cambodge	G/TBT/2/Add.103	12 juillet 2010
Canada	G/TBT/2/Add.6	4 juin 1996
	G/TBT/2/Add.6/Rev.1	9 septembre 2002
	G/TBT/2/Add.6/Rev.2	4 juillet 2007
	G/TBT/2/Add.6/Rev.3	17 juin 2014
	G/TBT/2/Add.6/Rev.4	18 février 2019
Chili	G/TBT/2/Add.16	22 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.1	19 avril 1999
	G/TBT/2/Add.16/Suppl.2	24 novembre 2003
	G/TBT/2/Add.16/Rev.1	16 mars 2006
Chine	G/TBT/2/Add.65	29 janvier 2002
Chypre	G/TBT/2/Add.46	27 février 1998
Colombie	G/TBT/2/Add.18	29 août 1996
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1	5 juillet 2005
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2	10 mai 2007
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.1	13 mars 2008
	G/TBT/2/Add.18/Rev.2/Suppl.2	18 septembre 2008

Membres	Document	Date
	G/TBT/2/Add.18/Rev.3	30 octobre 2009
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.1	9 janvier 2012
	G/TBT/2/Add.18/Rev.1/Suppl.2	12 octobre 2015
Corée, République de	G/TBT/2/Add.28	12 novembre 1996
Costa Rica	G/TBT/2/Add.51	12 avril 1999
	G/TBT/2/Add.51/Suppl.1	10 mars 2003
Croatie	G/TBT/2/Add.73	24 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.73/Rev.1	10 mai 2011
Cuba	G/TBT/2/Add.13/Rev.1	14 mars 2011
Dominique	G/TBT/2/Add.62	28 février 2001
Égypte	G/TBT/2/Add.34/Rev.1	8 octobre 2009
	G/TBT/2/34/Rev.2	22 octobre 2018
El Salvador	G/TBT/2/Add.78	22 mars 2004
	G/TBT/2/Add.78/Suppl.1	8 décembre 2008
Émirats arabes unis	G/TBT/2/Add.96	11 septembre 2007
Équateur	G/TBT/2/Add.101	22 juin 2009
Estonie	G/TBT/2/Add.58	16 mars 2000
	G/TBT/2/Add.58/Rev.1	1 mars 2001
	G/TBT/2/Add.58/Rev.2	10 décembre 2001
Eswatini	G/TBT/2/Add.35	22 juillet 1997
	G/TBT/2/Add.69/Rev.1	20 juin 2018
États-Unis d'Amérique	G/TBT/2/Add.2	19 février 1996
Fédération de Russie	G/TBT/2/Add.109	11 octobre 2012
Fidji	G/TBT/2/Add.90	12 septembre 2006
Gabon	G/TBT/2/Add.121	5 avril 2017
Géorgie	G/TBT/2/Add.81	15 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.81/Rev.1	28 septembre 2011
	G/TBT/2/Add.81/Rev.2	8 octobre 2012
Ghana	G/TBT/2/Add.76	29 octobre 2003
	G/TBT/2/Add.76/Rev.1	2 juin 2008
Grenade	G/TBT/2/Add.67	12 mars 2002
Guatemala	G/TBT/2/Add.102	24 février 2010
Guinée-Bissau	G/TBT/2/Add.92	24 novembre 2006
Honduras	G/TBT/2/Add.50	22 octobre 1998
Hong Kong, Chine	G/TBT/2/Add.1	29 janvier 1996
Hongrie	G/TBT/2/Add.41	21 octobre 1997
Inde	G/TBT/2/Add.56	22 octobre 1999
Indonésie	G/TBT/2/Add.3	22 mars 1996
	G/TBT/2/Add.3/Rev.1	18 mai 2004
	G/TBT/2/Add.3/Rev.2	15 mai 2008
	G/TBT/2/Add.3/Rev.3	12 novembre 2009
	G/TBT/2/Add.3/Rev.4	20 août 2010
	G/TBT/2/Add.3/Rev.5	1 mars 2017
Islande	G/TBT/2/Add.55	1 juin 1999
	G/TBT/2/Add.55/Suppl.1	11 juillet 2000
Israël	G/TBT/2/Add.72	23 janvier 2003
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.1	18 janvier 2008
	G/TBT/2/Add.72/Suppl.2	3 décembre 2010
Jamaïque	G/TBT/2/Add.57	22 juillet 1999
Japon	G/TBT/2/Add.10	11 juin 1996
	G/TBT/2/Add.10/Rev.1	31 octobre 2016
Jordanie	G/TBT/2/Add.61	18 octobre 2000
Kazakhstan	G/TBT/2/Add.116	4 mars 2016
Kenya	G/TBT/2/Add.86	28 avril 2005
	G/TBT/2/Add.86/Suppl.1	2 juin 2005
	G/TBT/2/Add.86/Rev.1	16 février 2015
	G/TBT/2/Add.86/Rev.2	1 octobre 2019
Koweït, État du	G/TBT/2/Add.105	6 avril 2011
Lettonie	G/TBT/2/Add.52	13 avril 1999
Libéria	G/TBT/2/Add.125	6 septembre 2017
	G/TBT/2/Add.125/Rev.1	25 septembre 2017
Liechtenstein	G/TBT/2/Add.36	6 août 1997
Lituanie	G/TBT/2/Add.64	4 octobre 2001
Macao, Chine	G/TBT/2/Add.30	23 décembre 1996
Macédoine du Nord, République de	G/TBT/2/Add.84	22 février 2005
Madagascar	G/TBT/2/Add.80	3 août 2004
Malaisie	G/TBT/2/Add.9	12 juin 1996
	G/TBT/2/Add.9/Rev.1	29 octobre 2004
	G/TBT/2/Add.9/Rev.2	8 juillet 2010

Membres	Document	Date
	G/TBT/2/Add.9/Rev.3	5 juin 2012
Malawi	G/TBT/2/Add.93	2 août 2007
Mali	G/TBT/2/Add.113	15 avril 2014
Maroc	G/TBT/2/Add.39	6 août 1997
Maurice	G/TBT/2/Add.40	17 septembre 1997
Mexique	G/TBT/2/Add.14	19 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.14/Suppl.1	28 octobre 2008
Moldova, République de	G/TBT/2/Add.68	15 mars 2002
	G/TBT/2/Add.68/Suppl.1	10 octobre 2006
Mongolie	G/TBT/2/Add.44	29 janvier 1998
	G/TBT/2/Add.44/Rev.1	21 décembre 2007
Monténégro	G/TBT/2/Add.110	18 mars 2013
Mozambique	G/TBT/2/Add.107	22 juillet 2011
Namibie	G/TBT/2/Add.42	9 décembre 1997
	G/TBT/2/Add.108	16 mars 2012
Népal	G/TBT/2/Add.122	1 juin 2017
Nicaragua	G/TBT/2/Add.82	25 octobre 2004
Niger	G/TBT/2/Add.95	10 septembre 2007
Nigéria	G/TBT/2/Add.20	2 août 1996
	G/TBT/2/Add.25	29 octobre 1996
Norvège	G/TBT/2/Add.15	15 juillet 1996
	G/TBT/2/Add.15/Rev.1	26 juin 1997
Nouvelle-Zélande	G/TBT/2/Add.24	11 octobre 1996
Oman	G/TBT/2/Add.63	12 avril 2001
Ouganda	G/TBT/2/Add.23	8 octobre 1996
	G/TBT/2/Add.23/Suppl.1	12 avril 2006
Pakistan	G/TBT/2/Add.45	12 février 1998
Panama	G/TBT/2/Add.53	7 mai 1999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/TBT/2/Add.77	5 mars 2004
	G/TBT/2/Add.77/Rev.1	27 octobre 2006
Paraguay	G/TBT/2/Add.91	29 septembre 2006
	G/TBT/2/Add.91/Rev.1	1 juillet 2008
	G/TBT/2/Add.91/Rev.2	1 avril 2010
Pérou	G/TBT/2/Add.29	23 décembre 1996
	G/TBT/2/Add.29/Suppl.1	14 septembre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.1	1 octobre 2007
	G/TBT/2/Add.29/Rev.2	3 décembre 2008
Philippines	G/TBT/2/Add.11	11 juin 1996
	G/TBT/2/Add.11/Rev.1	6 novembre 2017
Pologne	G/TBT/2/Add.31	18 février 1997
	G/TBT/2/Add.31/Rev.1	24 mars 1997
Qatar	G/TBT/2/Add.87	27 février 2006
République démocratique du Congo	G/TBT/2/Add.79	15 juillet 2004
République démocratique populaire lao	G/TBT/2/Add.111	20 novembre 2013
République dominicaine	G/TBT/2/Add.74	30 juin 2003
République kirghize	G/TBT/2/Add.59	16 mars 2000
République slovaque	G/TBT/2/Add.4	26 mars 1996
République tchèque	G/TBT/2	8 novembre 1995
	G/TBT/2/Suppl.1	21 juin 2001
Roumanie	G/TBT/2/Add.17	2 août 1996
Rwanda	G/TBT/2/Add.85	24 février 2005
	G/TBT/2/Add.85/Rev.1	7 janvier 2015
Saint-Kitts-et-Nevis	G/TBT/2/Add.123	30 juin 2017
Saint-Vincent-et-les Grenadines	G/TBT/2/Add.71	10 décembre 2002
Sainte-Lucie	G/TBT/2/Add.37	6 août 1997
Samoa	G/TBT/2/Add.124	14 juillet 2017
Sénégal	G/TBT/2/Add.115	9 octobre 2015
Seychelles	G/TBT/2/Add.114	25 septembre 2015
Sierra Leone	G/TBT/2/Add.83	16 décembre 2004
Singapour	G/TBT/2/Add.25/Rev.1	27 août 2007
Slovénie	G/TBT/2/Add.5	28 mars 1996
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.1	18 août 1999
	G/TBT/2/Add.5/Suppl.2	1 novembre 2001
Sri Lanka	G/TBT/2/Add.27	8 novembre 1996
	G/TBT/2/Add.27/Rev.1	1 avril 2015

Membres	Document	Date
Suisse	G/TBT/2/Add.7	14 juin 1996
	G/TBT/2/Add.7/Rev.1	14 février 2008
	G/TBT/2/Add.7/Rev.2	16 mai 2014
Tadjikistan	G/TBT/2/Add.112	17 mars 2014
Taipei chinois	G/TBT/2/Add.69	11 juillet 2002
Tanzanie	G/TBT/2/Add.94	31 août 2007
	G/TBT/2/Add.94/Rev.1	28 octobre 2010
Thaïlande	G/TBT/2/Add.38	6 août 1997
	G/TBT/2/Add.84/Rev.1	9 novembre 2012
Trinité-et-Tobago	G/TBT/2/Add.47	13 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.47/Rev.1	19 octobre 2015
Tunisie	G/TBT/2/Add.22	26 novembre 1996
Turquie	G/TBT/2/Add.33	18 juin 1997
	G/TBT/2/Add.33/Rev.1	9 novembre 2011
Ukraine	G/TBT/2/Add.100	30 mai 2008
	G/TBT/2/Add.100/Rev.1	10 mai 2011
	G/TBT/2/Add.100/Rev.2	20 avril 2012
	G/TBT/2/Add.100/Rev.3	8 avril 2013
	G/TBT/2/Add.100/Rev.4	3 avril 2014
	G/TBT/2/Add.100/Rev.5	10 avril 2015
	G/TBT/2/Add.100/Rev.6	8 avril 2016
	G/TBT/2/Add.100/Rev.7	17 février 2017
Union européenne	G/TBT/2/Add.12	1 mars 2018
	G/TBT/2/Add.12/Suppl.1	27 juin 1996
	G/TBT/2/Add.12/Rev.1	4 mars 1997
	G/TBT/2/Add.12/Rev.2	1 juillet 1998
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3	5 novembre 1999
	G/TBT/2/Add.12/Rev.3/Suppl.1	18 octobre 2005
Uruguay	G/TBT/2/Add.54	22 novembre 2006
Vanuatu	G/TBT/2/Add.117	26 mai 1999
Venezuela, République bolivarienne du	G/TBT/2/Add.70	22 juillet 2016
Viet Nam	G/TBT/2/Add.98	10 septembre 2002
	G/TBT/2/Add.98/Rev.1	6 novembre 2007
	G/TBT/2/Add.98/Rev.2	20 février 2009
Yémen	G/TBT/2/Add.120	12 septembre 2012
Zambie	G/TBT/2/Add.106	25 novembre 2016
Zimbabwe	G/TBT/2/Add.49	28 juin 2011
		28 septembre 1998

G. Membres ayant validé les renseignements concernant leurs points d'information en 2019

Membres			
Afrique du Sud	Estonie	Macao, Chine	Royaume-Uni
Albanie	Eswatini	Malaisie	Rwanda
Allemagne	États-Unis	Maldives	Saint-Kitts-et-Nevis
Angola	Fédération de Russie	Mali	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Antigua-et-Barbuda	Fidji	Malte	Sainte-Lucie
Arabie saoudite, Royaume d'	Finlande	Maroc	Samoa
Argentine	Gambie	Maurice	Sénégal
Australie	Géorgie	Mexique	Seychelles
Bahreïn, Royaume de	Ghana	Moldova, République de	Singapour
Barbade	Grèce	Mongolie	Slovénie
Belgique	Grenade	Monténégro	Sri Lanka
Belize	Guatemala	Mozambique	Suède
Bolivie, État plurinational de	Guinée	Myanmar	Suisse
Botswana	Guyana	Namibie	Suriname
Brésil	Hong Kong, Chine	Nicaragua	Taipei chinois
Bulgarie	Hongrie	Nigéria	Tanzanie
Burundi	Inde	Nouvelle-Zélande	Thaïlande
Cambodge	Indonésie	Oman	Togo
Canada	Irlande	Ouganda	Trinité-et-Tobago
Chili	Israël	Pakistan	Turquie
Chine	Italie	Panama	Ukraine
Colombie	Jamaïque	Paraguay	Union européenne
Corée, République de	Japon	Pérou	Uruguay
Costa Rica	Kazakhstan	Philippines	Vanuatu
Côte d'Ivoire	Kenya	Pologne	Viet Nam
Cuba	Koweït, État du	Qatar	Yémen
Danemark	Lesotho	République dominicaine	Zambie
Égypte	Lettonie	République slovaque	Zimbabwe
Équateur	Libéria	République tchèque	
Espagne	Lituanie	Roumanie	

H. Textes définitifs adoptés: renseignements sur les sites Web⁸

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Canada	http://www.gazette.gc.ca/accueil-home-eng.html	Federal adopted regulations	Government of Canada (Including: Health Canada, Canada Food Inspection Agency, Transport Canada, Natural Resources Canada, Environment and Climate Change Canada, Innovation, Science and Economic Development Canada)	Published biweekly on Wednesdays in the Canada Gazette Part II.
	http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/eng/h_sf06129.html	Radiocommunications Regulations	Innovation, Science and Economic Development Canada (ISED)	
China	http://www.customs.gov.cn/	Laws and regulations in the field of import and export commodity inspection	General Administration of Customs, P.R.CHINA	
	http://www.samr.gov.cn/zw/	Laws and regulations in the field of market regulation	State Administration for Market Regulation	
	http://www.qb688.cn/bzqk/qb/index	Mandatory national standard	State Administration for Market Regulation (Standardization Administration of the P.R.C.)	
	http://www.nmpa.gov.cn/	Medical products and cosmetics regulations	National Medical Products Administration	
	http://www.miit.gov.cn/n1146295/index.html	Laws and regulations in the field of industry and information	Ministry of Industry and Information Technology of the People's Republic of China	
	http://www.mee.gov.cn/	Laws and regulations in the field of ecology and environment	Ministry of Ecology and Environment of the People's Republic of China	

⁸ Dans la langue originale seulement.

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Colombia	http://www.mincit.gov.co/temas-interes/reglamentos-tecnicos	Contiene el inventario de reglamentos técnicos vigentes, tramitados de manera regular, conforme a las disposiciones del Acuerdo OTC de la OMC, la Decisión 562 de la CAN y el marco jurídico del Subsistema Nacional de la Calidad de Colombia establecido en el capítulo 7 del título 1 de la parte 2 del libro 2 del Decreto Único Reglamentario del Sector Comercio, Industria y Turismo, Decreto 1074 de 2015, modificado por el Decreto 1595 de 2015.	Dirección de Regulación del Ministerio de Comercio, Industria y Turismo.	
Czech Republic	https://www.cmi.cz/node/212	Drafts General Measure; Final texts of General Measures - only in Czech language	Czech Metrology Institute (The website of the Czech Metrology Institute contains up-to-date information concerning Drafts General Measure and Final texts of General Measures)	
	http://www.unmz.cz/urad/notifikace-cr-do-wto-tbt	Draft General Measure notified according to the TBT Agreement; Drafts of other technical regulations notified according to the TBT Agreement; Final texts - in Czech language and current final texts in English as well	Czech Office for Standards, Metrology and Testing	
	https://aplikace.mvcr.cz/sbirka-zakonu/	Final texts of all regulations - only in Czech language; It is necessary to search for certain TBT final text because there are final texts of all regulations. ⁹	Ministry of Interior of the Czech Republic	

⁹ The website of Czech Office for Standards, Metrology and Testing (see link above) concerning TBT drafts and TBT final texts is updated regularly but we would like to emphasize that the update is carried out in certain days so it can happen it is necessary to wait for the update.

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Ecuador	http://www.normalizacion.gob.ec/estado-de-reglamentos/	Reglamentos Técnicos Vigentes. Proyectos de Mejora Regulatoria	Servicio Ecuatoriano de Normalización - INEN / Subsecretaría de Calidad - Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca	
European Union	https://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=en	Comprehensive information on all EU legislation, including the final texts of all EU measures published in the Official Journal of the European Union.	Not applicable	
Hong Kong, China	Technical regulations https://www.itc.gov.hk/en/quality/psis/regulations.htm	The webpage includes the major technical regulations in Hong Kong, China and other places. ¹⁰	Product Standards Information Bureau (PSIB) subsumed within the Innovation and Technology Commission (ITC) under the Innovation and Technology Bureau (ITB) of Hong Kong, China. PSIB is also the TBT Enquiry and Notification Point of HKC	
	Conformity Assessment https://www.itc.gov.hk/en/quality/hkas/about.htm#	The webpage introduces the accreditation services for laboratories, certification bodies, inspection bodies through three accreditation schemes.	Hong Kong Accreditation Service (HKAS) subsumed within the Innovation and Technology Commission (ITC) under the Innovation and Technology Bureau (ITB) of Hong Kong, China.	

¹⁰ The list of links in the webpage is prepared on best effort basis which implies that it is non-exhaustive. Hong Kong, China's policy is to use international standards as far as possible and align domestic standards with international standards where appropriate. There is no central standards body developing and issuing domestic standards in Hong Kong, China. As a small and externally oriented economy, it is essential that our goods meet the standards of our major overseas markets. Where standards have to be applied in Hong Kong, China for public health, safety or environmental reasons, our regulatory agencies in general adopt international standards or prevailing overseas standards and avoid the position where setting of standards dictates market development or becomes a means of protecting certain sectors of the industry.

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Israel	For final text of Laws: https://www.justice.gov.il/Units/Reshomot/publications/Pages/BookOfLaws.aspx (Hebrew only)	Laws passed by the Knesset (Israeli Parliament) on the third reading	"Reshumot" (Official Government Gazette), Ministry of Justice	
	For final text of Regulations: https://www.justice.gov.il/Units/Reshomot/publications/Pages/Regulations.aspx (Hebrew only)	Subsidiary legislation including regulations, orders etc.	"Reshumot" (Official Government Gazette), Ministry of Justice	
	For final text of Mandatory Standards: https://portal.sii.org.il/eng/standardization/tekensearchex.aspx	All Israeli standards. Mandatory standards can be sorted by the legal status: Official / Part official.	Standards Institution of Israel	
	List of Mandatory Standards: http://www.economy.gov.il/English/Industry/Standardization/Pages/OfficialStandardsApp.aspx	List of all mandatory standards.	Standardization Administration, Ministry of Economy and Industry	
Lithuania	http://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tbt/en/search	Allows EU enterprises to find out at an early stage about the conditions of access to markets of third countries. Moreover, the notification of new measures at draft stage gives manufacturers the possibility to make their voice heard on proposed legislation on products before being adopted.	EC	
	www.lsd.lt	The list includes published TBT notifications issued by WTO member countries and draft legislation containing technical regulations which may become technical barriers to trade. Notifications remain on the LST website for 60 days.	Lithuanian Standards Board	
Mauritius	http://pmo.govmu.org	Legislations on National Flag	Prime Minister's Office	
	http://gra.govmu.org	Legislations on gambling and gaming activities	Prime Minister's Office Department: Gambling Regulatory Authority	

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Mauritius (cont'd)	http://commerce.govmu.org	Consumer Protection legislations	Ministry of Industry, Commerce and Consumer Protection (Commerce Division)	
	http://msb.intnet.mu and http://mauritianstandards.com/ (Standards catalogue under construction)	Conformity Assessment Services/Conformity Assessment Procedures (including testing and calibration)/Standards referred in Regulations	Ministry of Industry, Commerce and Consumer Protection Department: Mauritius Standards Bureau	
	http://commerce.govmu.org/English/Departments/Pages/LEGAL-METROLOGY-SERVICES.aspx	Legislations covering the "Assizing" of instruments, weights and measures and the protection of the consumer and the public at large in all transactions by weight and measure	Ministry of Industry, Commerce and Consumer Protection (Commerce Division) Department: Legal Metrology Services	
	http://environment.govmu.org	Legislations for the protection and management of the environmental assets of Mauritius	Ministry of Social Security, National Solidarity, and Environment and Sustainable Development (Environment and Sustainable Development Division)	
	http://labour.govmu.org	Legislations which provide for the protection of safety and health of any employees against any risk at his workplace	Ministry of Labour, Industrial Relations, Employment and Training	
	https://www.icta.mu/laws.html	Information and Communication Technologies legislations	Ministry of Technology, Communication and Innovation Department: Information and Communication Technologies Authority	
	http://health.govmu.org	Legislations covering Food, Pharmaceutical, Dangerous Chemical etc	Ministry of Health and Quality of Life	

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Mauritius (cont'd)	http://fisheries.govmu.org	Legislations on fish and fish products etc.	Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries, Shipping and Outer Island	
	http://eemo.govmu.org	Legislations on efficient use of energy as a means to reduce carbon emissions and protect the environment.	Ministry of Energy and Public Utilities Department: Energy Efficiency Management Office	
	http://rpa.govmu.org	Legislations	Ministry of Energy and Public Utilities Department: Radiation Protection Authority	
	http://agriculture.govmu.org/English/AboutUs/Department/Pages/Departments.aspx	Legislations on plant protection, animal disease and chemical fertilizers	Ministry of Agro Industry and Food Security	
Morocco	http://www.khidmat-almostahlik.ma/portal/fr/r%C3%A9glementation	Lois, décrets et arrêtés en relations avec la surveillance du Marché et la protection du consommateur	Ministère chargé de l'Industrie et du Commerce	
	http://www.onssa.gov.ma/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=498&Itemid=334	Lois, décrets et arrêtés relatifs au secteur agro-alimentaire	Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA)	
	http://www.equipement.gov.ma/ministere/Pages/Procedure-et-formulaire.aspx	Lois et réglementations relatives au transport	Ministère chargé du Transport	
	http://www.mhqv.gov.ma/?page_id=3628	Lois, décrets et arrêtés relatifs à l'habitat et l'urbanisme	Ministère de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville.	

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Morocco (cont'd)	<p>Procédure: http://mem.gov.ma/SiteAssets/PdfDocumentation/GuideProcdures.pdf</p> <p>Loi: http://mem.gov.ma/SitePages/MenuHaut/Documentation.aspx</p>	Lois et procédures relatives au secteur de l'énergie	Ministère chargé de l'énergie et des mines	
	http://www.environnement.gov.ma/fr/lois-et-reglementations/textes-juridiques	Lois et procédures relatives au secteur de l'environnement	Secrétariat d'état chargé du développement durable	
	https://www.sante.gov.ma/Reglementation/Pages/default.aspx	Lois, décrets et arrêtés relatifs aux médicaments et dispositifs médicaux	Ministère de la Santé	
	https://www.tourisme.gov.ma/fr/vision-2020/competitivite-du-tissu/reglementation	Lois, réglementations relatives aux activités touristiques	Ministère du Tourisme du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale.	
	https://www.cndp.ma/fr/espace-juridique/textes-et-lois.html	Lois, décrets et arrêtés relatifs à la protection des données	Nationale de contrôle de la protection des données	
Nicaragua	<p>http://www.mific.gob.ni/SNC/SNN/Cat%C3%A1logoNTON/tabid/907/language/en-US/Default.aspx</p> <p>En este catálogo los reglamentos están organizados en lo que llamamos campos y responde a temas generales.</p>	Normas Técnicas obligatorias Nicaragüenses (NTON) corresponde o incluye todos los reglamentos técnicos	El Ministerio de Fomento, Industria y Comercio (MIFIC) es autoridad competente para la gestión de textos finales adoptados en el marco del Acuerdo OTC mediante los catálogos de normas, reglamentos y PEC a través del sitio Web oficial. Lo administra la Dirección de Normalización y Metrología (DNM) quien funge como Autoridad nacional de notificación y Servicio de Información para el acuerdo OTC.	

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Nicaragua (cont'd)	http://www.mific.gob.ni/SNC/SNN/catalogoNTN/tabid/311/language/en-US/Default.aspx En este catálogo las normas están organizadas en lo que llamamos campos y responde a temas generales.	Normas Técnicas Nicaragüenses (NTN) corresponde o incluye un listado de la normas voluntarias elaboradas, adoptadas y adaptadas, se accede mediante el siguiente enlace. En este catálogo los documentos completos no están disponibles para su descarga.		
Peru	https://www.mincetur.gob.pe/reglamentos tecnicos/	Contiene reglamentos técnicos y, las notificaciones de nuestros socios comerciales bilaterales.	Ministerio de Comercio Exterior y Turismo	
Saint Vincent and the Grenadines	www.svgqs.gov.vc	The services offered, the fees, and general information about the SVG Bureau of Standards.	Ministry of Finance, Economic Planning, Sustainable Development, and Information Technology	
Slovenia	http://www.pisrs.si/Pis.web/	Legal Information System (database of all regulations)	The Government Office for Legislation	
Sweden ¹¹	http://rkrattsbaser.gov.se/sfst	Any technical regulations or conformity assessment procedures that are allowed under EU law and not delegated to the Government or a Government Agency.	Riksdagen (Parliament)	Svensk författningssamling (SFS)
	http://rkrattsbaser.gov.se/sfst	Any technical regulations or conformity assessment procedures that are allowed under EU law and are not in an Act by Parliament nor delegated to a Government Agency.	Regeringen (Government, including all Ministries)	Svensk författningssamling (SFS)
	https://www.svk.se/om-oss/foreskrifter/	The Swedish transmission system for electricity	Affärsverket svenska kraftnät	Svenska kraftnäts författningssamling (SvKF)
	https://www.av.se/arbetsmiljoarbete-och-inspektioner/publikationer/foreskrifter/#6	Work Environment, the Tobacco Act and the Environmental Code when it comes to questions about genetic engineering and pesticides	Arbetsmiljöverket (Swedish Work Environment Authority)	Arbetsmiljöverkets författningssamling (AFS)

¹¹ Not all issued regulations and procedures have been deemed to have significant effect on trade by the issuing Agency or Ministry and have thus not been notified. It is possible that other agencies may issue technical regulations or require conformity assessment procedures under current legislation but this far has chosen not to do so.

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Sweden (cont'd)	https://www.boverket.se/sv/lag--ratt/forfattningssamling/	Building regulations	Boverket (National Board of Housing, Building and Planning)	Boverkets författningssamling (BFS)
	https://www.folkhalsomyndigheten.se/publicerat-material/foreskrifter-och-allmanna-rad/	Public health issues	Folkhälsomyndigheten (Public Health Agency of Sweden)	Folkhälsomyndighetens författningssamling (FoHMFS)
	https://www.elsakerhetsverket.se/om-oss/lag-och-ratt/foreskrifter/	Electrical safety and for electromagnetic compatibility (EMC)	Elsäkerhetsverket (National Electrical Safety Board)	Elsäkerhetsverkets Författningssamling (ELSÄK-FS)
	https://www.ei.se/sv/Publikationer/Foreskrifter/	Energy markets	Energimarknadsinspektionen (Swedish Energy Markets Inspectorate)	Energimarknadsinspektionens författningssamling (EIFS)
	http://www.energimyndigheten.se/om-oss/foreskrifter/	Use of energy in society	Energimyndigheten (Swedish Energy Agency)	Statens energimyndighets författningssamling (STEMFS)
	https://www.havochvatten.se/hav/vagledning--lagar/foreskrifter.html	Marine- and water-related issues	Havs- och vattenmyndigheten (Swedish Agency for Marine and Water Management)	Havs- och vattenmyndighetens Författningssamling (HVMFS)
	http://www.jordbruksverket.se/jordbruksverketsforfattningar/sokiforfattningssamlingen.4.4d4abf9b16871aa85b587e23.html	Agriculture	Jordbruksverket (Swedish Board of Agriculture)	Jordbruksverkets författningssamling (SJVFS)
	https://www.kemi.se/lagar-och-regler/kifs--kemikalieinspektionens-foreskrifter	Chemicals	Kemikalieinspektionen (Swedish Chemical Agency)	Kemikalieinspektionens författningssamling (KIFS)
	http://www.konkurrensverket.se/Konkurrensverkets-forfattningssamling-KKVFS/	Efficient competition in the private and public sectors, efficient public procurement	Konkurrensverket (Swedish Competition Authority)	Konkurrensverkets författningssamling (KKVFS)
	https://publikationer.konsumentverket.se/sv/sok/kovfs	Safety of products and services	Konsumentverket (Swedish Consumer Agency)	Konsumentverkets författningssamling (KOVFS)

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Sweden (cont'd)	https://www.livsmedelsverket.se/om-oss/lagstiftning1/foreskrifter-i-nummerordning	Healthy dietary habits, safe foods and fair practices in the food trade	Livsmedelsverket (Swedish National Food Agency)	Livsmedelsverkets Författningssamling (LIVSFS)
	https://lakemedelsverket.se/overgripande/Lagar--regler/Lakemedelsverkets-foreskrifter---LVFS/	Development, manufacturing and marketing of drugs and other medicinal products	Läkemedelsverket (Swedish Medical Products Agency)	Gemensamma författningssamlingen avseende hälso- och sjukvård, socialtjänst, läkemedel, folkhälsa m.m. (HSLF-FS)
	https://www.mprt.se/sv/blanketter--publikationer/foreskrifter/	Standards for transmitting and equipment for receiving radio and TV services	Myndigheten för press, radio och tv (Swedish Press and Broadcasting Authority)	Myndigheten för press, radio och tv:s författningssamling (MPRTFS)
	https://www.digg.se/om-oss/var-verksamhet/forfattningssamling	Digitalization of the public sector	Myndigheten för digital förvaltning	Myndigheten för digital förvaltnings författningssamling (MDFFS)
	https://www.msb.se/sv/regler/	Civil protection, public safety, emergency management and civil defence (including flammables, explosives, etc.)	Myndigheten för samhällsskydd och beredskap (MSB)	Myndigheten för samhällsskydd och beredskaps författningssamling (MSBFS)
	https://www.naturvardsverket.se/Stod-i-miljoarbetet/Rattsinformation/Foreskrifter-allmanna-rad/	Environmental protection	Naturvårdsverket (Swedish Environmental Protection Agency)	Naturvårdsverkets författningssamling (NFS)
	https://www.pts.se/sv/dokument/foreskrifter/	Electronic communications and postal sectors in Sweden, including competition, consumer protection, network security, postal affairs, and spectrum affairs	Post- och telestyrelsen (Swedish Post and Telecom Authority)	Post- och telestyrelsens författningssamling (PTFS)
	https://www.kulturradet.se/om-oss/forfattningssamling/	Cultural heritage	Riksantikvarieämbetet (Swedish National Heritage Board)	Kulturrådets författningssamling (KRFS)
	http://www.sjofartsverket.se/om-oss/Lagrummet/	Maritime safety and availability	Sjöfartsverket (Swedish Maritime Administration)	Sjöfartsverkets författningssamling (SJÖFS)

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Sweden (cont'd)	https://www4.skatteverket.se/rattsligvagledning/24.html	Civil registration of private individuals and collection of taxes such as personal income tax, corporate tax, VAT and excise tax	Skatteverket (Swedish Tax Agency)	Skatteverkets författningssamling (SKVFS)
	https://www.skogsstyrelsen.se/lag-och-tillsyn/forfattningar/	Forest related issues	Skogsstyrelsen (Swedish Forest Agency)	Skogsstyrelsens författningssamling (SKSFS)
	https://www.spelinspektionen.se/foreskrifter-och-lagar/nya-foreskrifter/	The Swedish gaming and gambling market	Spelinspektionen (Swedish Gambling Authority)	Spelinspektionens författningssamling (SIFS)
	https://energimyndigheten.a-w2m.se/Home.mvc	Energy efficiency measures and investments in renewable energy technologies	Statens energimyndighet (Swedish Energy Agency)	Statens Energimyndighets författningssamling (STEMFS)
	http://www.jordbruksverket.se/jordbruksverketsforfattningar/foreskrifter/foreskrifter/4.3ae5115a16b6c62789837b49.html	Agri-food policy, and the agricultural and horticultural sectors	Statens jordbruksverk (Swedish Board of Agriculture)	Statens Jordbruksverks författningssamling (SJVFS)
	https://www.stralsakerhetsmyndigheten.se/regler/foreskrifter/	Nuclear safety, radiation protection and nuclear non-proliferation	Strålsäkerhetsmyndigheten (Swedish radiation safety authority)	Strålsäkerhetsmyndighetens författningssamling (SSMFS)
	https://www.swedac.se/lag-ratt/swedacs-foreskrifter/foreskrifter/	Measuring instruments, pre-packaged goods and precious metals, hallmarking (Note that conformity assessment procedures are described in the publication STAFS but only compulsory when referenced by another agency than Swedac or by Swedac for measuring instruments or hallmarking)	Styrelsen för ackreditering och teknisk kontroll, Swedac (Swedish board for accreditation and conformity assessment)	Styrelsen för ackreditering och teknisk kontroll Styrelsens författningssamling (STAFS)
	https://www.tlv.se/om-oss/om-tlv/regelverk/foreskrifter.html	Dental and pharmaceutical benefits	Tandvårds- och läkemedelsförmånsverket (Dental and Pharmaceutical Benefits Agency)	Gemensamma författningssamlingen avseende hälso- och sjukvård, socialtjänst, läkemedel, folkhälsa m.m. (HSLF-FS)

Member	Web address	Scope of information therein	Agency/Ministry responsible	Notes
Sweden (cont'd)	https://www.transportstyrelsen.se/sv/Regler/	Rail, air, sea and road transport	Transportstyrelsen (Swedish Transport Agency)	Transportstyrelsens författningssamling (TSFS)
	https://www.tullverket.se/sv/omoss/lagarochforeskrifter/sokitu/llverketsstyrdokument.4.7df61c5915510cfe9e7f3c1.html	Customs related regulations and conformity assessment procedures	Tullverket (Customs)	Tullverkets författningssamling (TFS)
Chinese Taipei	https://gazette.nat.gov.tw/egFront/indexEng.do https://law.moj.gov.tw/Eng/index.aspx	Technical regulations and conformity assessment procedures		
Tanzania	www.tbs.go.tz	Standardization which cover standards catalogues, list of compulsory standards, draft standard for public comment	Tanzania Bureau of Standards	
Uganda	https://webstore.unbs.go.ug/	Final texts of standards and applicable conformity assessment procedures which Uganda notifies to the TBT Committee		
	https://unbs.go.ug/	Final texts of other technical regulations and conformity assessment procedures which are enacted to enforce standards		
Ukraine	https://zakon.rada.gov.ua/laws?lang=en	Final texts of technical regulations, as well as applicable conformity assessment procedures	Verkhovna Rada of Ukraine	
	https://www.kmu.gov.ua/ua/npasearch	Final texts of technical regulations, as well as applicable conformity assessment procedures	Cabinet of Ministers of Ukraine	
United Kingdom	www.legislation.gov.uk	All UK and devolved legislation is included on this site.	All UK and devolved legislatures.	
United States	Electronic Code of Federal Regulations (e-CFR) - https://gov.ecfr.io/cqi-bin/ECFR	The Code of Federal Regulations is the codification of the general and permanent rules published in the Federal Register by the departments and agencies of the United States Federal Government.	Office of the Federal Register, National Archives and Records Administration (NARA)	